

30/04/2026

# Dossier de spécifications externes de la facturation électronique

Document Chorus Pro

## Historique

DATE	DIFFUSION	SUIVI DES MODIFICATIONS
30/10/2025	Publication v3.1 (v1.0)	<u>Initialisation du document.</u>
30/04/2026	Publication v3.2 (v1.1)	<u>Modification et ajouts des chapitres suivants</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• 2.2.3.2 Déclinaison pour la facturation G2B</li><li>• 2.2.3.4 Déclinaison du périmètre pour la déclaration de TVA</li><li>• 2.3.2 Un nouveau rôle structurant pour la plateforme Chorus Pro</li><li>• 2.3.3 Cas particulier des collectivités territoriales et établissements publics de santé</li><li>• 2.4.2 Arrêt de la fonctionnalité de recyclage</li><li>• 3.1.2 Récupération de l'adresse électronique de facturation</li><li>• 3.2.1.1 Les modes de transmission des factures</li><li>• 3.2.1.4.1 Les contrôles applicatifs</li><li>• 3.2.1.4.2 Les contrôles fonctionnels</li><li>• 3.2.3.1 Les modes de transmission des factures</li><li>• 3.2.3.3 Les contrôles réalisés par Chorus Pro sur la facture transmise</li><li>• 3.2.3.3.2 Les contrôles fonctionnels</li><li>• 3.3.2.1.1 Circuit B2G avec plateforme agréée</li><li>• 3.4 Gestion des statuts de factures</li><li>• 3.4.1.3 Canal B2G avec une plateforme agréée</li><li>• 3.4.2.1 Circuit B2G/G2G</li><li>• 3.4.2.2 Circuit G2B</li><li>• 3.4.2.3 Précisions sur le statut "Rejetée"</li><li>• 3.5.2 Remise des statuts de facture obligatoires au portail public de facturation</li><li>• 3.6 Remise des données d'e-reporting</li><li>• 3.6.1 Règles de remplissage du fichier d'e-reporting</li><li>• 4.1.1.2 Contenu du fichier pivot</li><li>• 4.2.1.1 Circuit B2G</li><li>• 4.2.2.3 Circuit G2B</li></ul>

DATE	DIFFUSION	SUIVI DES MODIFICATIONS
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 5.1.2 Circuits G2B et e-reporting</li> <li>• 5.2 Les modalités d'échange en EDI</li> <li>• 5.2.1 Les contrôles techniques réalisés par Chorus Pro</li> <li>• 5.3 Les modalités d'échange en API</li> <li>• 5.3.3.2 Règles d'allotissement/regroupement (flux)</li> <li>• 5.4.1 Les contrôles techniques réalisés par Chorus Pro</li> <li>• 6. Modalités de gestion par Chorus Pro des cas d'usage de la norme AF-NOR</li> </ul> <p>(voir détails dans le document <a href="#">Synthèse des modifications apportées aux spécifications externes Chorus Pro_v1.0</a>)</p>

## SOMMAIRE

1. Documents applicables.....	8
2. Contexte .....	10
2.1 Propos liminaires .....	10
2.1.1 Objectifs du document.....	10
2.1.2 Contenu du document.....	11
2.1.3 Périmètre du document .....	11
2.2 Rappels sur la facturation électronique .....	12
2.2.1 Le contexte et les objectifs de la dématérialisation des factures .....	12
2.2.2 La typologie des acteurs concernés.....	13
2.2.3 La mise en conformité progressive à l'obligation .....	15
2.3 Le rôle de la plateforme Chorus Pro .....	20
2.3.1 Rappel de l'existant.....	20
2.3.2 Un nouveau rôle structurant pour la plateforme Chorus Pro .....	21
2.3.3 Cas particulier des collectivités territoriales et établissements publics de santé.....	22
2.4 Un nouveau référentiel d'exigences : l'alignement sur la norme AFNOR.....	25
2.4.1 Échéance et enjeux associés.....	25
2.4.2 Arrêt de la fonctionnalité de recyclage.....	25
3. Fonctionnalités pour les fournisseurs et remettants.....	27
3.1 Consultation des données d'annuaire de la facturation électronique .....	27
3.1.1 Description générale de l'annuaire de la facturation électronique .....	27
3.1.2 Récupération de l'adresse électronique de facturation.....	28
3.2 Remise de factures .....	29
3.2.1 Circuit B2G .....	29
3.2.2 Circuit G2G .....	36
3.2.3 Circuit G2B.....	36
3.3 Modalités de gestion du lisible .....	41
3.3.1 Facture émise au format Factur-X .....	41
3.3.2 Facture émise au format UBL ou CII (formats respectant la norme AFNOR) .....	41
3.3.3 Facture émise dans l'un des formats historiques de Chorus Pro (B2G/G2G) .....	44
3.4 Gestion des statuts de factures.....	44

3.4.1 Émission des statuts de facture .....	45
3.4.2 Récupération des statuts de facture .....	49
3.5 Remise de données réglementaires de facture et de statuts obligatoires .....	53
3.5.1 Remise des données réglementaires de facture .....	53
3.5.2 Remise des statuts de facture obligatoires au portail public de facturation .....	54
3.6 Remise des données d'e-reporting.....	55
3.6.1 Règles de remplissage du fichier d'e-reporting :.....	56
3.6.2 Règle de nommage du fichier d'e-reporting : .....	56
3.7 Récupération des statuts de transmission d'e-reporting.....	58
4. Fonctionnalités pour les destinataires et récepteurs.....	59
4.1 Récupération de factures .....	59
4.1.1 Périmètre B2G/G2G .....	59
4.1.2 Périmètre G2B.....	63
4.2 Gestion des statuts de factures.....	64
4.2.1 Émission des statuts de factures .....	64
4.2.2 Réception des statuts de factures .....	67
4.3 Remise de statuts obligatoires de facture .....	69
5. Fonctionnalités pour les équipes informatiques .....	70
5.1 Le raccordement EDI.....	70
5.1.1 Circuit B2G et G2G .....	70
5.1.2 Circuit G2B et e-reporting.....	70
5.2 Les modalités d'échange en EDI.....	72
5.2.1 Les contrôles techniques réalisés par Chorus Pro .....	72
5.2.2 Les différents types de flux .....	72
5.2.3 Émettre un flux en EDI règle d'émission.....	72
5.2.4 Illustrations des échanges de flux EDI .....	72
5.3 Le raccordement API .....	78
5.3.1 Circuit B2G et G2G .....	78
5.3.2 Circuit G2B.....	78
5.4 Les modalités d'échange en API.....	79
5.4.1 Les contrôles techniques réalisés par Chorus Pro .....	79
5.4.2 Le processus de consommation des API .....	79
6. Modalités de gestion par Chorus Pro des cas d'usage de la norme AFNOR.....	80

6.1 Cas n°1 : Multi-commande / Multi-livraison .....	83
6.2 Cas n°2 : Facture déjà payée par l'ACHETEUR ou un tiers PAYEUR au moment de l'émission de la facture .....	83
6.3 Cas n°3 : Facture à payer par un tiers PAYEUR connu au moment de la facturation .....	84
6.4 Cas n°4 : Facture à payer par l'acheteur et prise en charge partiellement par un tiers connu à la facturation (subvention, assurance, ...) .....	84
6.5 Cas n°5 : Frais payés par des collaborateurs avec facture au nom de l'entreprise .....	84
6.6 Cas n°6 : Frais payés par des collaborateurs sans facture adressée à l'entreprise (simple ticket de caisse ou facture libellée au nom et adresse du collaborateur) ...	85
6.7 Cas n°7 : Facture suite à un achat payé avec carte logée (carte d'achat) .....	85
6.8 Cas n°8 : Facture à payer à un tiers déterminé au moment de la facturation (affacturation, centralisation de trésorerie) .....	85
6.9 Cas n°9 : Facture à payer à un tiers connu au moment de la facturation, qui gère aussi la commande/ la réception, voire la facturation (Distributeur / Dépositaire) ..	88
6.10 Cas n°10 : Facture à payer à un tiers Bénéficiaire inconnu à la création de la facture, en particulier un Affactureur (cas de la subrogation).....	88
6.11 Cas n°11 : Facture devant être reçue et traitée par un Tiers pour le compte de l'ACHETEUR .....	89
6.12 Cas n°12 : Intermédiaire transparent gestionnaire de facture pour son commettant ACHETEUR.....	89
6.13 Cas n°13 et n°14 : Cas de la sous-traitance et co-traitance (B2B, et notamment pour les marchés privés de travaux).....	90
6.13.1 Présentation générale du traitement de la sous-traitance.....	90
6.13.2 Déclinaison des factures de sous-traitance .....	91
6.14 Cas n°15 : Facture de Vente suite à commande (et paiement éventuel) d'un tiers pour le compte de l'ACHETEUR .....	99
6.15 Cas n°16 : Facture de débours pour remboursement de la facture de vente payée par le tiers.....	100
6.16 Cas n°17a : Facture à payer à un tiers, intermédiaire de paiement (par exemple sur Marketplace).....	100
6.17 Cas n°17b : Facture à payer à un tiers, intermédiaire de paiement et tiers facturant sous mandat de facturation.....	100
6.18 Cas n°18 : Gestion des notes de débit .....	101
6.19 Cas n°19a : Facture émise par un tiers pour le compte du VENDEUR sous Mandat de Facturation .....	101

6.20 Cas n°19b : Auto-facturation .....	102
6.21 Cas n°20 et 21 : Facture d'acompte et facture définitive (ou finale) après acompte .....	102
6.22 Cas n°22a : Facture payée avec escompte en matière de prestations de services pour lesquelles la TVA est due à l'encaissement.....	103
6.23 Cas n°22b : Facture payée avec escompte en matière de livraisons de biens (ou Prestation de Services avec option TVA sur les débits) .....	103
6.24 Cas n°23 : Flux en auto-facturation entre un particulier et un professionnel	103
6.25 Cas n°24 : Gestion des arrhes .....	104
6.26 Cas n°25 : Gestion des bons et des cartes cadeaux.....	104
6.27 Cas n°26 : Factures avec clause de réserve contractuelle.....	105
6.28 Cas n°27 : Gestion des tickets de péage vendus à un assujetti .....	105
6.29 Cas n°28 : Gestion des notes de restaurant émises par un VENDEUR assujetti établi en France.....	105
6.30 Cas n°29 : Assujetti unique au sens de l'article 256 C du CGI .....	106
6.31 Cas n°30 : TVA déjà collectée - Opérations traitées initialement en e-reporting B2C, faisant l'objet d'une facture a posteriori.....	106
6.32 Cas n°31 : Les factures « mixtes » mentionnant une opération principale et une opération accessoire .....	106
6.33 Cas n°32 : Les paiements mensuels .....	107
6.34 Cas n°33 : Les opérations soumises au régime de la marge bénéficiaire .....	107
6.35 Cas n°34 : Encaissement partiel et annulation d'encaissement .....	107
6.36 Cas n°35 : Notes d'auteur .....	107
6.37 Cas n°36 : Opérations soumises au secret professionnel et échanges de données sensibles .....	108
6.38 Cas n° 37 : Sociétés en Participations .....	108
6.39 Cas n° 38 : Factures avec sous-lignes et regroupements de lignes.....	108
6.40 Cas n°39 : Intermédiaire transparent regroupant des ventes de plusieurs Vendeurs pour un même acheteur – Facture Multi-Vendeurs.....	109
6.40.1 Factures unitaires individuelles et facture « globale » du tiers transparent vers l'ACHETEUR .....	109
6.40.2 Factures Multi-Vendeurs.....	109
6.41 Cas n° 40 : Paiements groupés, « Netting » ou Compensation en cas d'achat / vente croisés.....	110
6.42 Cas n° 41 : Sociétés de Barter .....	110
6.43 Cas n°42 : Gestion de la détaxe .....	110

6.44 Cas n°43a : e-Reporting pour B2B international - Opérations triangulaires.....	110
6.45 Cas n°43b : e-Reporting pour B2B international -Transferts de stocks assimilés à des livraisons intra-communautaires.....	110
6.46 Cas n°44 : Transactions avec des entités établies dans les DROM / COM / TAAF .....	110
7. Fonctionnalités transverses.....	111
7.1 Prérequis pour les entités publiques .....	111
7.2 Prérequis pour les entreprises privées.....	111
7.3 Habilitations .....	111
8. Annexes.....	111
8.1 Schémas complémentaires en circuit G2B.....	111
8.2 Correspondance entre les statuts de flux et d’objet métier et les codes interfaces correspondants .....	113
9. Glossaire.....	114

## 1. Documents applicables

Le tableau ci-dessous liste l'ensemble des documents externes applicables vers lesquels les présentes spécifications de Chorus Pro renvoient :

Document	Accès (lien)
Spécifications externes du portail public de facturation	<a href="#">Spécifications externes FE   impots.gouv.fr</a>
Dossier de spécifications externes FE - Chorus Pro_v1.1	<a href="#">Spécifications externes FE   impots.gouv.fr</a>
Norme AFNOR XP Z12-012	<a href="#">Spécifications externes FE   impots.gouv.fr</a>
Norme AFNOR XP Z12-012 - Annexe A	
Norme AFNOR XP Z12-012 - Annexe B	
Norme AFNOR XP Z12-014	<a href="#">Spécifications externes FE   impot.gouv.fr</a>
Norme AFNOR XP Z12-014 - Annexe A	
Norme AFNOR XP Z12-014 - Annexe B	
Dossier de spécifications externes de Chorus Pro socle_v5.1	<a href="#">Spécifications externes de Chorus Pro socle</a> Ce lien permet d'accéder à l'ensemble de la documentation relative à Chorus Pro.
Annexes API des spécifications externes de Chorus Pro	<a href="#">Annexes API des spécifications externes de Chorus Pro</a> Ce lien permet d'accéder à l'ensemble de la documentation relative à Chorus Pro.
Annexe EDI des spécifications externes de Chorus Pro	<a href="#">Annexe EDI des spécifications externes de Chorus Pro</a> Ce lien permet d'accéder à l'ensemble de la documentation relative à Chorus Pro.
Synthèse des modifica-	<a href="#">Synthèse des modifications apportées à l'ensemble des documents de Chorus Pro</a>



tions apportées aux spécifications externes Chorus Pro_v1.0	Ce lien permet d'accéder à l'ensemble de la documentation relative à Chorus Pro.
Portail web PISTE	<a href="#">Page d'accueil PISTE</a>
Guide utilisateur PISTE	<a href="#">PISTE - Guide d'utilisation</a>
Documentation technique Chorus Pro - Se raccorder au Portail de services pour la facturation électronique	<a href="#">Documentation technique Chorus Pro - Se raccorder au Portail de services pour la facturation électronique</a>
Documentation technique Chorus Pro - Création d'un compte technique pour un accès API en production	<a href="#">Documentation technique Chorus Pro - Création d'un compte technique pour un accès API en production</a>
Documentation technique Chorus Pro - Aide aux développeurs API en mode OAuth2	<a href="#">Documentation technique Chorus Pro - Aide aux développeurs API en mode OAuth2</a>
Documentation technique Chorus Pro - Certificats	<a href="#">Documentation technique Chorus Pro - Certificats</a>
Documentation technique Chorus Pro - La délégation de validation des factures reçues	<a href="#">Documentation technique Chorus Pro - La délégation de validation des factures reçues</a>
Swagger API : G2b_api_factures_swagger_v1.2.	<a href="#">API Recherche Factures G2B</a>
Swagger API : G2b_api_flux_swagger_v1.2.zip	<a href="#">API Dépôt flux G2B</a>
Swagger API : Swagger_api-anuaire_G2B_V0.1.0.zip	<a href="#">API Annuaire G2B</a>

## 2. Contexte

### 2.1 Propos liminaires

#### 2.1.1 Objectifs du document

Le dossier des spécifications externes Chorus Pro regroupe l'ensemble des documents décrivant les modalités d'échange avec Chorus Pro dans le cadre de la généralisation de la facturation électronique entre assujettis à la TVA et de la transmission de données à l'administration, telle qu'elle résulte de l'article 26 de la loi n°2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022, modifiée par l'article 91 de la loi n°2023-1322 de finances pour 2024.

Ce document s'organise en plusieurs parties afin de présenter le contexte et les objectifs de la facturation électronique, son cadre réglementaire, et décrire fonctionnellement et techniquement la solution et les formats portant sur les flux d'échange. Dans un souci de clarté et de simplification de la compréhension des sujets, les enjeux fonctionnels et techniques ont été distingués dans deux parties différentes.

Ainsi, les parties [3. Fonctionnalités pour les fournisseurs et remettants](#) et [4. Fonctionnalités pour les destinataires et récepteurs](#) développent une vision fonctionnelle, tandis que la partie [5. Fonctionnalités pour les équipes informatiques](#) met en exergue les aspects techniques des échanges.

Les spécifications externes entrent dans le cadre de l'organisation, du développement et de la gestion des systèmes d'informations des acteurs impactés par cette réforme.

Ce document s'adresse donc à l'ensemble de ces acteurs :

- aux entreprises émettrices ou destinataires de factures,
- aux personnes morales de droit public (entités ou structures publiques) émettrices ou destinataires de factures (hors titres exécutoires),
- aux plateformes agréées,
- aux tiers de télétransmission (y compris les « solutions compatibles » dénommées auparavant opérateurs de dématérialisation),
- aux éditeurs de solutions logicielles à destination des entreprises, personnes morales de droit public, plateformes agréées ou tiers de télétransmission,
- aux mandataires intervenants pour le compte des émetteurs ou destinataires des factures.

### 2.1.2 Contenu du document

Le présent document précise les exigences nécessaires au dépôt, à la réception et à la transmission des factures sous forme électronique, ainsi qu'à la remontée des informations sur le cycle de vie de la facture.

Ce document décrit également, pour chaque circuit les processus de transmission de données à l'administration fiscale.

Ce document n'est pas un guide utilisateur mais présente à l'ensemble des acteurs de la facturation électronique, un aperçu fonctionnel et technique de la solution cible, permettant les échanges sur les périmètres du e-invoicing et du e-reporting :

- des entités publiques vers les clients privés (G2B),
- intra sphère publique (G2G sauf pour les factures entre services de l'État qui sont, par définition, exclues car traitées dans l'application Chorus cœur),
- des fournisseurs privés vers la sphère publique (B2G)
- de la déclaration des données d'e-reporting pour la sphère publique.

Il précise également les exigences, tels que les formats et les canaux de transmission propres aux modalités d'échanges avec Chorus Pro et ses fonctionnalités. Ces spécifications ont également vocation à cadrer l'ensemble des éléments requis et conseillés par l'administration pour le bon fonctionnement des échanges de factures avec la sphère publique et leurs cas d'usages.

Enfin, ce document ne saurait présager des services et fonctionnalités supplémentaires que pourraient offrir les plateformes agréées mais qui ne seront pas reprises dans les fonctionnalités de Chorus Pro.

### 2.1.3 Périmètre du document

Ces spécifications externes de Chorus Pro ont vocation à présenter les impacts de la mise en œuvre de la réforme de la facturation électronique sur les différents circuits dans lesquels intervient Chorus Pro :

- **Circuits de facturation (e-invoicing) :**
  - B2G (Business To Government - facturation des entités publiques par des fournisseurs privés),
  - G2G (*Government to Government* - facturation Intra sphère publique),
  - G2B (Government to Business - facturation des entités privées assujetties à la TVA par la sphère publique).

- **Circuit de e-reporting :**

- Transmission des données agrégées de transaction et de paiement.

Des renvois vers d'autres documentations de Chorus Pro ou du portail public de facturation (PPF) sont mentionnés si nécessaire.

## 2.2 Rappels sur la facturation électronique

### 2.2.1 Le contexte et les objectifs de la dématérialisation des factures

L'article 26 de la loi de finances rectificative pour 2022 a pour objectif :

- la généralisation de la facturation électronique,
- la transmission continue des données de transaction et de paiement (dit « e-reporting »).

La facturation électronique, à laquelle est adossée une obligation de transmission des données de facturation électronique à l'administration fiscale, concerne les transactions domestiques entre assujettis établis en France. La transmission continue des données de transaction et de paiement concerne les opérations réalisées par un assujetti avec un non assujetti ou avec un autre assujetti, toutefois non établi en France et donc non soumis aux règles de facturation françaises.

Les conséquences en termes d'application pour les **entités publiques** sont les suivantes :

- **L'obligation d'émission de factures** au format électronique renvoie à la notion d'assujettissement à la TVA et couvre par conséquent tous les organismes publics qui exercent une activité économique et commerciale à titre onéreux qui les rendent assujettis à la TVA,
- le dispositif de facturation électronique s'applique à toutes les factures émises dès le 1<sup>er</sup> septembre 2026 pour l'ensemble des entités assujetties (entreprises et organismes publics). L'article 91 précise « toutefois » que certaines entreprises (micro-entreprises, TPE et PME) ne seront concernées qu'au 1<sup>er</sup> septembre 2027,
- les critères appliqués pour identifier ces catégories d'entreprises en fonction de leur taille (les 3 critères fixés par un décret du 18 décembre 2008 sont issus de la loi de modernisation de l'économie : effectif, chiffre d'affaires et total du bilan) ne sont pas applicables aux organismes publics,

- les entités publiques n'étant ni des TPE ni des PME, elles ne rentrent pas dans le cas de l'exception et sont ainsi concernées par le calendrier de droit commun,
- dès lors, les organismes publics entrent dans le champ de la réforme à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2026 quelle que soit leur taille et leur statut juridique : Etat, y compris ses services constitués en budgets annexes, collectivités locales et leurs établissements, établissements publics de santé, établissements publics nationaux (notamment EPA, EPIC, EPCST),
- pour rappel : l'obligation de réception des factures au format dématérialisé via Chorus Pro s'applique à tous les organismes publics depuis 2017 en application de l'article L.2192 du code de la commande publique.

Pour plus d'information sur le contexte et les objectifs de la réforme, se référer aux Spécifications externes du portail public de facturation (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

### 2.2.2 La typologie des acteurs concernés

Les principaux types d'acteurs qui participent à la réforme :

- **les entreprises de droit privé (le B pour « Business »)** : les entités privées, quelle que soit leur taille, acheteuses ou vendeuses, ou leurs mandataires équipés ou non d'une solution de dématérialisation en interne ou en externe (prestataire),
- **les entités publiques (le G pour « Government »)** : regroupe l'ensemble des administrations publiques : l'État, y compris ses services constitués en budgets annexes, les établissements publics et les collectivités qui émettent ou reçoivent des factures électroniques via la plateforme publique Chorus Pro<sup>1</sup>,
- **le portail public de facturation (PPF)** : plateforme publique qui administre l'annuaire de la facturation électronique, concentre les données de facturation, de transaction et de paiement ainsi que des informations relatives aux statuts de

---

<sup>1</sup> Précision : les titres exécutoires mentionnés à l'article L252 A du livre des procédures fiscales (« les arrêtés, états, rôles, avis de mise en recouvrement, avis de somme à payer ou de recettes que l'Etat, les collectivités territoriales ou les établissements publics dotés d'un comptable public délivrent pour le recouvrement des recettes de toute nature qu'ils sont habilités à recevoir ») ne constituent pas des factures et ne sont donc pas concernés par la réforme de la facturation électronique,

traitement des factures (cycle de vie)<sup>1</sup> pour le compte de l'administration fiscale,

- **l'administration fiscale** : l'administration qui reçoit les données de facturation, de transaction et paiement, puis les exploite à des fins, notamment, de modernisation de la collecte et des modalités de contrôle de la taxe sur la valeur ajoutée,
- **les plateformes agréées** : prestataires offrant des services de contrôle, gestion, transmission et réception des factures. Seules les plateformes agréées, immatriculées par l'administration, peuvent transmettre directement les factures électroniques à leurs destinataires et transmettre des données au portail public de facturation,
- **les solutions compatibles** : prestataires offrant des solutions de dématérialisation et de gestion de factures (*anciennement appelées opérateurs de dématérialisation*) ou logiciel utilisé par l'entité dans son SI. Ces opérateurs ou logiciels sont liés à au-moins une plateforme et ne peuvent pas transmettre directement les factures électroniques à leurs destinataires ni transmettre de données au portail public de facturation, mais peuvent agir au nom et pour le compte de l'entreprise auprès des plateformes agréées de leur choix (y compris Chorus Pro),
- **Chorus Pro** : plateforme des entités publiques (État, y compris ses services constitués en budgets annexes, collectivités locales et établissements publics). Cette plateforme publique est la plateforme unique de réception et d'émission des factures pour la sphère publique. Elle permet :
  - aux entreprises de transmettre des factures électroniques à destination d'entités publiques,
  - aux entités publiques de déposer des factures :
    - à destination d'autres entités publiques<sup>2</sup>,

---

<sup>2</sup> Précision : l'article 77 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 a créé une obligation pour l'État, à compter du 1er juillet 2018, de transmettre via CHORUS Pro les avis de somme à payer « à l'encontre des collectivités territoriales et des établissements publics sont transmis sous forme électronique. Les collectivités territoriales et les établissements publics acceptent les avis de somme à payer déposés sous forme électronique sur le portail de facturation [CHORUS Pro] prévu à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique. ». Les avis de somme à payer, à l'instar des autres titres exécutoires mentionnés au L252 A du livre des procédures fiscales, ne constituent pas des factures et ne sont donc pas concernés par la forme de la facturation électronique.

- à destination des entreprises assujetties à la TVA.

Enfin, elle permet également aux entités publiques de transmettre des données agrégées de transaction et de paiement (e-reporting).

Ci-dessous le schéma décrivant les bénéfices apportés par la réforme aux différents acteurs de la facturation électronique :

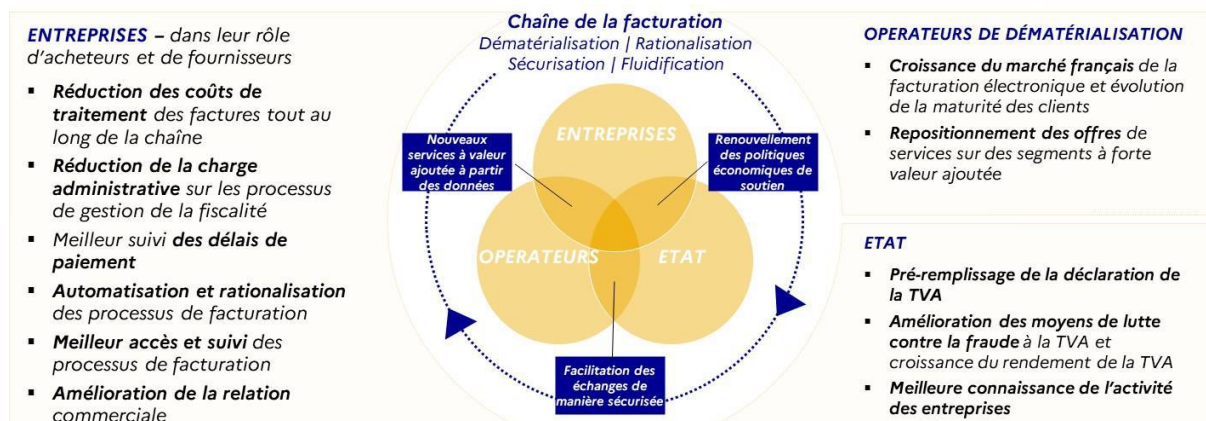


Figure 1 - La réforme vise à transformer la chaîne de facturation au bénéfice de l'ensemble des acteurs

### 2.2.3 La mise en conformité progressive à l'obligation

L'entrée en vigueur de la réforme est précisée au III de l'article 26 de la loi n°2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022, modifié par l'article 91 de la loi n° 2023-1322 de finances pour 2024.

L'obligation d'émission et de réception des factures sous format électronique interviendra selon le calendrier suivant :

- au 1<sup>er</sup> septembre 2026, pour les grandes entreprises, les entreprises de taille intermédiaire (ETI), les entités publiques qui auront l'obligation d'émettre leurs factures sous format électronique, ainsi que pour l'ensemble des entreprises assujetties à la TVA pour la réception de ces factures au format électronique.
- au 1<sup>er</sup> septembre 2027, pour l'émission des factures par les petites entreprises (PME/TPE) et les micro-entreprises.

#### 2.2.3.1 Déclinaison pour la facturation B2G

Le recours à une plateforme agréée pour émettre des factures électroniques devient obligatoire pour les entreprises assujetties à la TVA à compter du :

- 1<sup>er</sup> septembre 2026 pour les grandes entreprises et entreprises de taille intermédiaire,
- 1<sup>er</sup> septembre 2027 pour les PME, TPE et micro-entreprises.

Les entreprises seront libres de choisir leur(s) plateforme(s) agréée(s) avec laquelle ou lesquelles elles souhaitent contracter, en réception et/ou en émission.

Concernant le circuit B2G, jusqu'à ces échéances et tant que ces entreprises n'auront pas contractualisé avec une plateforme agréée en capacité d'émettre ces factures, elles pourront continuer à utiliser Chorus Pro pour émettre et transmettre leurs factures au format historique de Chorus Pro<sup>3</sup> (voir chapitre [3.2.1.1 Les modes de transmission des factures](#)).

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2026, les entreprises pourront utiliser leur plateforme agréée pour émettre leurs factures conforme au format de la norme AFNOR (UBL, CII, Factur-X).

Les destinataires publics continueront à recevoir le fichier « pivot » (voir chapitre [4.1.1.2 Contenu du flux pivot](#)) pour les deux circuits B2G (historique et avec plateforme agréée). Dans le cadre du circuit B2G avec plateforme agréée, ce fichier « pivot » comprendra notamment la facture originale conforme à la norme AFNOR en pièce jointe.

Les plateformes agréées qui transmettent des factures B2G à la norme AFNOR sont dans l'obligation de se raccorder à Chorus Pro.

Pour rappel, toutes les factures à destination d'une entité publique, qu'elles soient dans le champ de la TVA ou non, doivent être transmises à Chorus Pro, y compris les factures qui transitent via le canal avec Plateforme Agréée.

### 2.2.3.2 Déclinaison pour la facturation G2B

À partir de l'échéance du 1<sup>er</sup> septembre 2026 :

- les entités publiques assujetties à la TVA doivent émettre et transmettre aux destinataires privés assujettis à la TVA et référencés dans l'annuaire de la facturation électronique leurs factures dans l'un des formats du socle retenus par Chorus Pro (UBL, Factur-X). Les factures devront respecter la norme AFNOR et obligatoirement passer par l'offre de service de la plateforme publique Chorus Pro Pro (voir chapitre [3.2.3.1 Les modes de transmission des factures](#)),
- les plateformes agréées auront l'obligation de se raccorder à Chorus Pro en réception de factures,

---

<sup>3</sup> L'utilisation du circuit historique est également envisageable pour les cas d'usage qui ne sont pas pris en charge par Chorus Pro dans le circuit avec Plateforme agréée en septembre 2026.



- les entités publiques pourront transmettre aux destinataires privés assujettis à la TVA et référencés dans l'annuaire de la facturation électronique toute facture dans un des formats acceptés par Chorus Pro respectant la norme AFNOR, y compris les factures totalement hors champ de la TVA.

### 2.2.3.3 Déclinaison pour le e-reporting

Chorus Pro permettra aux entités publiques assujetties à la TVA de répondre, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2026, à leurs obligations de e-reporting, en recueillant leurs données agrégées de transaction et de paiement dans le format défini par l'administration.

### 2.2.3.4 Déclinaison du périmètre pour la transmission des données réglementaires à l'administration

Les modalités de transmission des données réglementaires (e-invoicing / e-reporting) varient en fonction du circuit, des acteurs mobilisés et des opérations.

Définition des opérations comprises dans le périmètre d'application de la réforme :

Dans le champ d'application de la réforme	Hors champ d'application de la réforme
<p>Lorsqu'une facture comporte <b>au moins une ligne relevant du champ d'application de la TVA</b>, quelle que soit la nature des autres lignes éventuellement présentes sur la facture.</p> <p>C'est-à-dire comportant au moins une ligne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>soumise à la TVA</b></li> <li>• <b>ou exonérée de TVA hors des articles 261 à 261 E du CGI</b></li> </ul> <p><i>A noter : Même si une facture ne comporte majoritairement que des lignes hors champ, la présence d'une seule ligne soumise ou exonérée de TVA (hors articles 261 à 261 E du CGI) suffit à soumettre l'ensemble de la facture à l'obligation de facturation électronique.</i></p>	<p>Lorsque <b>l'ensemble des lignes de la facture</b> correspond à des opérations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit <b>non soumises à la TVA</b> (code de type de TVA « O »)</li> <li>• soit <b>exonérées de TVA au titre des articles 261 à 261 E du CGI*</b> (code de type de TVA « E » assorti d'un motif d'exonération – Code VATEX faisant référence à ces articles)</li> <li>• soit à une <b>combinaison de ces deux situations</b></li> </ul> <p><i>*Relèvent des exonérations prévues aux articles 261 à 261 E du CGI notamment les prestations de soins, d'enseignement, d'activités culturelles ou sociales non lucratives, ainsi que certaines activités des organismes à gestion désintéressée.</i></p>

Les tableaux ci-après déclinent les modalités applicables :

**DROM** : Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane, Mayotte dont les **3 DROM - Guadeloupe, Martinique, Réunion - ont une TVA française applicable.**

**COM** : Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon ou Wallis-et-Futuna

**TAAF** : Terres Australes et Antarctiques Françaises

Pour les circuits de facturation de la sphère publique :



Nouveau circuit





Circuit historique

Circuit	Définition du circuit		Opération	Facturation	Déclaration de TVA
	Emetteur	Récepteur			
<b>B2G</b> Circuit historique	Entité privée (assujettie ou non à la TVA) établie en métropole ou dans les 3 DROM (Guadeloupe, Martinique, Réunion)	Entité publique (assujettie ou non à la TVA) établie en métropole ou dans les 3 DROM (Guadeloupe, Martinique, Réunion)	Dans le champ d'application de la réforme	Directement par l'émetteur sur Chorus Pro	Transmission des données réglementaires (F1) par Chorus Pro pour les entités émettrices ayant un SIRET
			Hors champ d'application de la réforme		Non transmission des données réglementaires par Chorus Pro
<b>B2G</b> Nouveau circuit	Entité privée assujettie à la TVA établie en métropole ou dans les 3 DROM (Guadeloupe, Martinique, Réunion)	Entité publique (assujettie ou non à la TVA) établie en métropole ou dans les 3 DROM (Guadeloupe, Martinique, Réunion)	Dans le champ d'application de la réforme	Par la PA de l'entité privée (émetteur)	Transmission des données réglementaires (F1) par la PA de l'entité privée
			Hors champ d'application de la réforme		Non transmission des données réglementaires par la PA
<b>G2G</b> Circuit historique	Entité publique (assujettie ou non à la TVA) établie en métropole ou dans les 3 DROM (Guadeloupe, Martinique, Réunion)	Entité publique (assujettie ou non à la TVA) établie en métropole ou dans les 3 DROM (Guadeloupe, Martinique, Réunion)	Dans le champ d'application de la réforme	Par l'entité publique émettrice via Chorus Pro (circuit historique)	Transmission des données réglementaires (F1) par Chorus Pro pour les entités émettrices ayant un SIRET
			Hors champ d'application de la réforme		Non transmission des données réglementaires par Chorus Pro
<b>G2B</b> Nouveau circuit	Entité publique assujettie à la TVA établie en métropole ou dans les 3 DROM (Guadeloupe, Martinique, Réunion)	Entité privée assujettie à la TVA établie en métropole ou dans les 3 DROM (Guadeloupe, Martinique, Réunion)	Dans le champ d'application de la réforme	Par l'entité publique émettrice via Chorus Pro (nouveau circuit)	Transmission des données réglementaires (F1) par Chorus Pro
			Hors champ d'application de la réforme	Par l'entité publique émettrice via Chorus Pro (nouveau circuit) <u>ou</u> hors Chorus Pro	Non transmission des données réglementaires par Chorus Pro

Tableau 1 - Clarification du périmètre e-invoicing de la sphère publique

Pour le circuit d'e-reporting de la sphère publique :

<b>Légende</b>		E-reporting réalisé par l'entité publique <b>réceptrice</b>
		E-reporting réalisé par l'entité publique <b>émettrice</b>

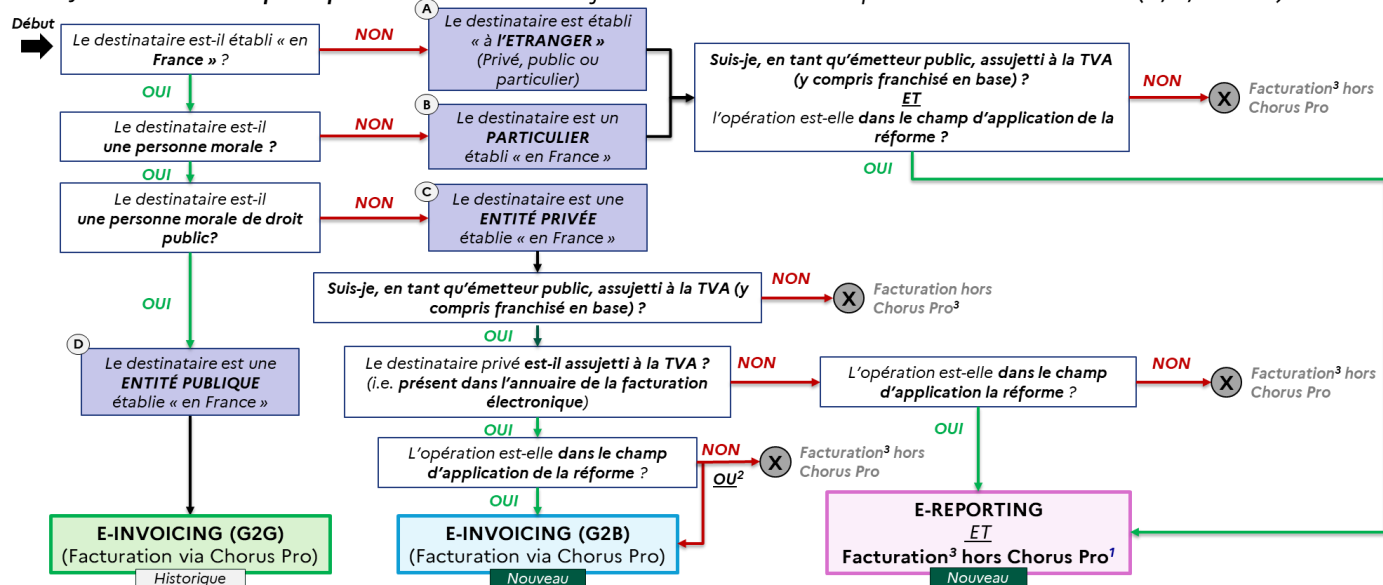
Circuit	Définition du circuit		Opération	Facturation	E-reporting
	Emetteur	Récepteur			
<b>G2C</b>	Entité publique assujettie à la TVA établie en métropole ou dans les 3 DROM (Guadeloupe, Martinique, Réunion)	Entité privée non-assujettie à la TVA ou particulier, établis en métropole, DROM, COM, TAAF ou à l'étranger	Dans le champ d'application de la réforme	Hors Chorus Pro	E –reporting via Chorus Pro réalisé par l'entité publique émettrice
<b>G2Bi</b>	Entité publique assujettie à la TVA établie en métropole ou dans les 3 DROM (Guadeloupe, Martinique, Réunion)	Entité privée assujettie à la TVA établie à l'étranger, dans une des 2 DROM (Guyane, Mayotte), dans les COM ou les TAAF	Dans le champ d'application de la réforme	Hors Chorus Pro	E –reporting via Chorus Pro réalisé par l'entité publique émettrice
<b>G2Gi</b>	Entité publique assujettie à la TVA établie en métropole ou dans les 3 DROM (Guadeloupe, Martinique, Réunion)	Entité publique établie à l'étranger, dans une des 2 DROM (Guyane, Mayotte), dans les COM ou les TAAF	Dans le champ d'application de la réforme	Via Chorus Pro pour les DROM, COM ou TAAF ou hors Chorus Pro	E –reporting via Chorus Pro réalisé par l'entité publique émettrice
<b>Bi2G</b>	Entité privée établie à l'étranger, dans une des 2 DROM (Guyane, Mayotte), dans les COM ou les TAAF	Entité publique établie en métropole ou dans les 3 DROM (Guadeloupe, Martinique, Réunion)	Dans le champ d'application de la réforme	Via Chorus Pro	E –reporting via Chorus Pro réalisé par l'entité publique réceptrice (pour toutes les factures reçues par l'entité publique)
<b>Gi2G</b>	Entité publique établie à l'étranger, dans une des 2 DROM (Guyane, Mayotte), dans les COM ou les TAAF	Entité publique établie en métropole ou dans les 3 DROM (Guadeloupe, Martinique, Réunion)	Dans le champ d'application de la réforme	Via Chorus Pro pour les DROM, COM ou TAAF ou hors Chorus Pro	E –reporting via Chorus Pro réalisé par l'entité publique réceptrice

Tableau 2 - Clarification du périmètre e-reporting de la sphère publique

L'arbre de décision ci-dessous vise à préciser les obligations de facturation électronique applicables pour une entité publique émettrice :

## Détermination des obligations de facturation électronique applicables aux entités publiques émettrices

Je suis une **entité publique** établie en France et je souhaite émettre une facture à un destinataire (A, B, C ou D).



<sup>1</sup> Si le destinataire est une entité publique établie dans les DROM (Guyane ou Mayotte), COM ou TAAF (G2Gi), la facturation peut passer par Chorus Pro dès lors que le destinataire est présent dans l'annuaire FE.

<sup>2</sup> Pour les flux G2B, l'obligation d'émission concerne exclusivement les factures relevant du champ de la réforme mais l'usage de Chorus Pro reste possible pour l'émission de factures hors champ de la réforme.

<sup>3</sup> La facture doit être produite et transmise au destinataire hors Chorus Pro.

Figure 2 - Détermination des obligations de facturation électronique applicables aux entités publiques émettrices

## 2.3 Le rôle de la plateforme Chorus Pro

### 2.3.1 Rappel de l'existant

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'ensemble des administrations publiques doivent recevoir et transmettre leurs factures de manière électronique via la plateforme Chorus Pro.

Dans ce cadre, les administrations utilisent Chorus Pro pour la réception, le traitement (y compris les statuts de facture), l'échange des factures au sein de la sphère publique, et elles reçoivent les factures électroniques dans le format Chorus Pro, qui sert de format pivot pour faciliter l'intégration et la normalisation des échanges.

### 2.3.2 Un nouveau rôle structurant pour la plateforme Chorus Pro

Jusqu'à présent, Chorus Pro agit dans les circuits de facturation B2G et G2G uniquement en tant que plateforme de réception des factures électroniques pour les entités publiques.

La mise en œuvre de la réforme de la facturation électronique nécessite l'élargissement du périmètre de Chorus Pro en :

- offrant la **possibilité pour les entreprises privées de transmettre leurs factures (B2G) via une plateforme agréée**, qui les transmet à Chorus Pro dans l'un des **formats de la norme AFNOR via le canal EDI**,
- **mettant à disposition un nouveau circuit de facturation électronique pour les entités publiques** afin de transmettre à Chorus Pro :
  - **leurs factures à destination de la plateforme agréée du client privé assujetti à la TVA (G2B)**. Ces factures pourront être transmises à Chorus Pro **via les canaux EDI et API**,
  - **les données agrégées de transaction et de paiement (e-reporting)**. Ces données agrégées pourront être transmises à Chorus Pro **via les canaux EDI et API**. Ces données correspondent :
    - aux opérations avec une entreprise internationale (G2Bi et Bi2G),
    - aux opérations avec un non-assujetti (G2C), par exemple un particulier ou une association.

Ces nouvelles fonctionnalités seront mises en production à partir de septembre 2026.

Le fonctionnement du nouveau circuit de facturation G2B repose sur deux éléments essentiels :

- l'obligation de respecter la norme AFNOR pour les **échanges de factures électroniques**,
- l'usage de la plateforme Chorus Pro **comme unique plateforme d'émission des factures électroniques des entités publiques vers les entités privées assujetties à la TVA**.

Chorus Pro deviendra la plateforme « agréée » des entités publiques (État, opérateurs de l'État, secteur public local) et sera en capacité d'assurer la transmission de leurs données agrégées de transaction et de paiement.

Afin de répondre aux obligations fiscales et comptables de conservation des données, Chorus Pro conservera les factures des entités concernées pendant 10 ans.

Cette orientation vise notamment à :

- capitaliser sur les modalités et solutions actuelles d'échange de factures avec les administrations et organismes publics (outil de facturation, de dématérialisation et tiers de télétransmission),
- poursuivre la transition engagée par les administrations depuis 2017, en s'appuyant sur un outil déjà connecté à l'ensemble des systèmes publics et maîtrisé par les acteurs.

*En sus de l'extension de l'offre de service, les modalités de dépôt préexistantes sont maintenues transitoirement pour :*

- les entités publiques (G2G),
- les entités privées ne disposant pas de SIRET (B2G),
- les entités privées disposant d'un SIRET et dont la date d'obligation d'émission des factures électroniques est le 1<sup>er</sup> septembre 2027.

### 2.3.3 Cas particulier des collectivités territoriales et établissements publics de santé

Hélios, le système d'information comptable du secteur public local fourni par la DGFIP, assurera l'exploitation des données de transaction et de paiement pour satisfaire aux obligations de e-reporting des collectivités et établissements publics de santé par un transfert de ces données agrégées vers Chorus Pro. (voir figure 3 ci-après).

Par ailleurs, l'offre de service « ASAP DGFIP XML », gérée par la DGFIP via l'application Hélios qui permet la prise en charge et l'émission des factures des collectivités territoriales et des établissements publics de santé sera enrichie pour l'application de la réforme de la facturation électronique. Cet enrichissement nécessitera des évolutions qui seront à mettre en œuvre par les éditeurs, suivant les spécifications fournies par la DGFIP et l'AIFE.

Dans ce cadre, Hélios prendra en charge la création des factures au format Factur-X qui respectera la norme AFNOR XP Z12-012, masquant ainsi la complexité technique liée à cette évolution pour les entités du secteur public local.

L'application Hélios assurera également l'envoi de ces factures vers la plateforme Chorus Pro.

Ci-dessous le schéma décrivant le fonctionnement spécifique du circuit G2B pour les collectivités territoriales et les établissements publics de santé via l'application Hélios :

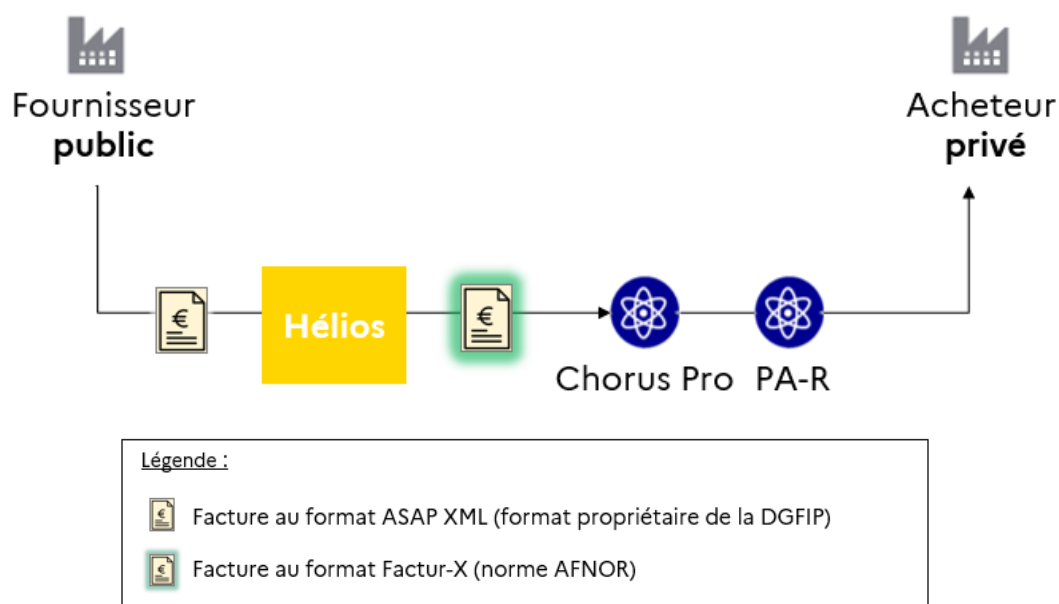


Figure 3 - Description du circuit G2B (cas spécifique des collectivités territoriales et établissements publics de santé)

A noter, dans le schéma ci-dessus, PA-R désigne la plateforme agréée de réception de l'acheteur privé.

Ci-dessous le schéma décrivant le circuit de transmission des données e-reporting (données de transaction et/ou de paiement) pour les collectivités territoriales et les établissements publics de santé via l'application Hélios :

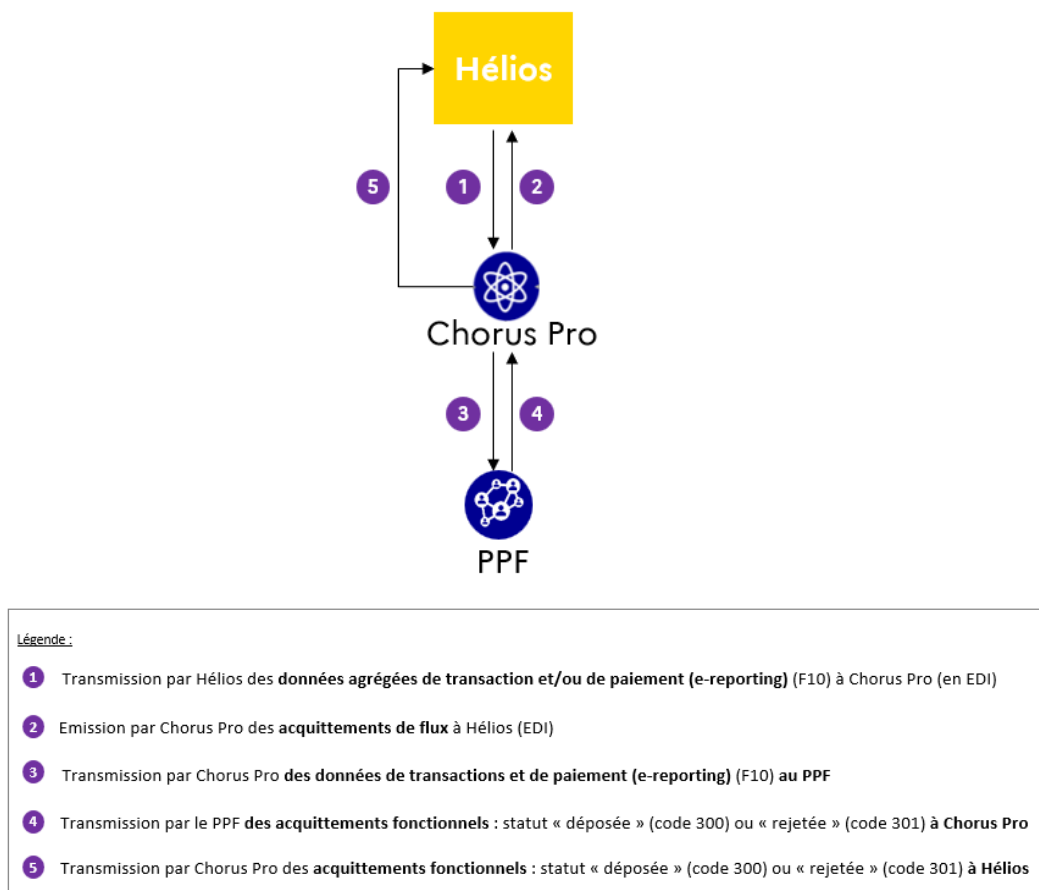


Figure 4 - Description du circuit de transmission des données e-reporting (cas spécifique des collectivités territoriales et des établissements publics de santé, hors régies)

### Spécificités pour les régies :

Pour les régies, l'ordonnateur transmet à Chorus Pro via son système d'information raccordé à Chorus Pro :

- les factures des régies de son entité,
- les données agrégées d'e-reporting de l'ensemble des régies de son entité.

Le SI de l'ordonnateur échange avec Chorus Pro les cycles de vie des statuts de facture et reçoit les cycles de vie d'e-reporting transmis par Chorus Pro.

Les modalités d'échange sont décrites au sein des différents chapitres relatifs au G2B et à l'e-reporting dans le présent document.



## 2.4 Un nouveau référentiel d'exigences : l'alignement sur la norme AFNOR

### 2.4.1 Échéance et enjeux associés

À partir de 2026, le fonctionnement de la plateforme Chorus Pro supportera les factures aux formats du socle respectant la norme AFNOR pour les nouveaux circuits mis en place :

- pour le B2G circuit avec plateforme agréée : UBL, CII et Factur-X,
- pour le G2B : UBL et Factur-X.

Les exigences spécifiques à Chorus Pro dans le cadre des circuits B2G et G2G sont intégrées à la norme AFNOR afin de permettre l'interopérabilité avec la sphère publique.

### 2.4.2 Arrêt de la fonctionnalité de recyclage

**Le statut « A recycler » historiquement proposé par Chorus Pro n'est pas conforme à la réforme de la facturation électronique** : le contenu d'une facture est intangible et ne peut pas faire l'objet d'une modification après son émission.

Pour rappel, cette fonctionnalité permettait aux entités publiques de signaler une erreur administrative au fournisseur (SIRET, code service ou engagement) pour correction et renvoi de la facture en utilisant le même numéro.

L'arrêt de la fonctionnalité de recyclage d'une facture dans Chorus Pro nécessitera pour le fournisseur d'annuler sa facture puis d'émettre une nouvelle facture en cas de correction à apporter sur celle-ci.

#### 2.4.2.1 Impacts pour les fournisseurs

Les fournisseurs en lieu et place du statut « **A recycler** », recevront le statut de facture :

- rejetée (code 17 du référentiel Chorus Pro historique) si la facture a été remise par le canal historique,
- refusée (code 210 du référentiel de la norme AFNOR) si la facture a été remise par le nouveau canal (via une plateforme agréée).

Le fournisseur devra :

- **annuler** dans ses comptes cette facture (par un avoir interne),
- **créer** une **nouvelle facture** avec un nouveau numéro,
- **transmettre** cette **nouvelle facture** avec les données corrigées à l'entité publique par le canal de son choix.

#### 2.4.2.2 Impacts pour les entités publiques

Pour la modification des statuts de facture :

- en **API et via le Portail**, en lieu et place du recyclage, l'entité publique devra **rejeter** la facture en indiquant le **motif de rejet**,
- En **EDI** : 2 options sont possibles :
  - Soit rejeter la facture,
  - Soit apposer le statut « **A recycler** » et Chorus Pro transformera ce statut « A recycler » en statut « **Rejetée** » (17) si la facture a été transmise via le **canal historique**, ou « **Refusée** » (210) si la facture a été transmise via le **canal avec plateforme agréée**.

NB : Jusqu'à la suppression de la fonctionnalité de recyclage, les factures en cours de recyclage pourront être renvoyées avec le même numéro.

## 3. Fonctionnalités pour les fournisseurs et remettants

### 3.1 Consultation des données d'annuaire de la facturation électronique

#### 3.1.1 Description générale de l'annuaire de la facturation électronique

L'annuaire de la facturation électronique met à disposition les données d'identification et d'adressage des factures électroniques de toutes les entités privées assujetties à la TVA en France possédant un SIREN, ainsi que l'ensemble des entités publiques assujetties ou non.

En effet, l'annuaire des structures publiques est répliqué dans l'annuaire de la facturation électronique. Il est maintenu et reste accessible en consultation via les canaux Portail, API et EDI. Son alimentation reste identique via la création et mise à jour des structures publiques dans le Portail de Services de Chorus Pro.

La création de la facture par un fournisseur nécessite la consultation préalable de l'annuaire des destinataires de la facturation électronique pour confirmer les informations d'adressage de l'acheteur à porter dans la facture. **L'adresse électronique de facturation du destinataire est obligatoire dans la facture. Si celle-ci est manquante ou erronée, la facture sera rejetée par Chorus Pro.**

Afin de satisfaire cette exigence, l'annuaire de la facturation électronique est accessible en consultation :

- à tous, en mode déconnecté via le Portail de Services de Chorus Pro (<https://facturation.chorus-pro.gouv.fr/annuaire>),
- uniquement aux entités publiques raccordées et leurs solutions compatibles via les canaux API et EDI mis à disposition par Chorus Pro.

### 3.1.2 Récupération de l'adresse électronique de facturation

Les entreprises peuvent déclarer plusieurs adresses de facturation dans l'annuaire de la facturation électronique selon leur organisation interne (siège, établissement, domaines fonctionnels, services spécialisés, etc.).

Cette adresse de facturation, stockée dans l'annuaire de la facturation électronique, peut donc prendre plusieurs formes :

- **<SIREN>** : La facture est adressée à l'entreprise. C'est l'adresse la plus couramment utilisée, surtout si l'entreprise n'en retient qu'une.
- **<SIREN>\_<SIRET>** : La facture est adressée à un établissement de l'entreprise.
- **<SIREN>\_<SIRET>\_<CodeRoutage>** : La facture est adressée à un service de l'établissement. Cette structure d'adresse est principalement utilisée par les entités publiques.
- **<SIREN>\_<Suffixe>** : Cette forme d'adresse permet à l'entreprise de s'affranchir de l'organisation par établissement et de disposer de plusieurs adresses en fonction des domaines d'activités ou des canaux d'achat par exemple. La forme du suffixe est libre (dans la limite des caractères autorisés), c'est le type d'adressage recommandé par la norme AFNOR, en particulier pour permettre la gestion des cas d'usages complexes ou impliquant un tiers.

Les adresses de facturation peuvent évoluer dans le temps, en fonction de l'organisation de l'entreprise.

Les entités publiques s'adressent à des redevables et non pas à des acheteurs avec lesquels un échange d'information lors de la facturation est nécessaire. Ainsi, lorsqu'une entité publique doit émettre un avis de somme à payer ou une facture à destination d'une entreprise qu'elle identifie par son établissement (SIRET), elle doit pouvoir associer de manière fiable une adresse de facturation à chacun des SIRET adressés.

*Rappel : les titres exécutoires mentionnés à l'article L252 A du livre des procédures fiscales (« les arrêtés, états, rôles, avis de mise en recouvrement, avis de somme à payer ou de recettes que l'Etat, les collectivités territoriales ou les établissements publics dotés d'un comptable public délivrent pour le recouvrement des recettes de toute nature qu'ils sont habilités à recevoir ») ne constituent pas des factures et ne sont donc pas concernés par la réforme de la facturation électronique.*

En l'absence d'échange avec le redevable, il est donc recommandé de mettre en œuvre le principe de sélection d'adresse suivant pour l'adressage d'un SIRET :

- Si une adresse de la forme **<SIREN>\_<SIRET>** (où le SIREN est l'identifiant de l'entreprise correspondant aux 9 premiers chiffres du SIRET) active existe pour le SIRET visé, c'est l'adresse qui doit être utilisée.

- Sinon, si une ou plusieurs adresses de la forme <SIREN>\_<SIRET>\_<CodeRoutage> actives existent, la première adresse de la liste par ordre alphanumérique est à utiliser.
- Sinon, si une adresse de la forme <SIREN> active existe, elle peut être utilisée.
- Si seules des adresses de la forme <SIREN>\_<Suffixe> actives existent, alors la première de la liste par ordre alphanumérique peut être retenue pour adresser le redevable.

Ce mécanisme permet de choisir une adresse active et autorisée par l'entreprise, et réduire le risque que l'avis de somme à payer ou la facture soit transmis à un service non habilité à le traiter (risque de rejet ou de non-traitement). En cas d'absence de paiement à la date limite de paiement, l'envoi d'une lettre de relance (circuit papier) sera alors nécessaire.

Recommandation : afin de se prémunir de ce risque, la bonne pratique est que l'entité publique se rapproche de l'entreprise pour connaître en amont l'adresse électronique de facturation à utiliser.

Pour plus de détails, se référer aux Spécifications externes du Portail Public de Facturation (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

## 3.2 Remise de factures

### 3.2.1 Circuit B2G

#### 3.2.1.1 Les modes de transmission des factures

Pour rappel, le circuit de facturation B2G est déjà en production depuis plusieurs années dans Chorus Pro (voir Figure 4 ci-dessous). Dans ce circuit, Chorus Pro est la plateforme de réception de la facture électronique pour l'ensemble des entités publiques.

À compter du 1er septembre 2026, les entreprises privées qui devront transmettre des factures à la sphère publique, auront le choix de transmettre leurs factures :

- **soit en ayant recours à une plateforme agréée** qui transmettra les factures à Chorus Pro dans les formats du socle respectant la norme AFNOR (voir Figure 5 ci-dessous),
- **soit en ayant recours directement à Chorus Pro** selon ses modalités d'envoi de factures vers les administrations : l'offre de service existante (saisie ou dépôt sur le portail, dépôt via EDI ou API) restera accessible pour les entreprises ayant à adresser des factures à destination d'une entité publique.

Quel que soit le circuit de facturation B2G (historique ou avec une plateforme agréée), le fournisseur privé devra avoir au préalable créé son compte et sa structure de type SIRET dans le portail de services Chorus Pro.

Ci-dessous le schéma décrivant le fonctionnement du circuit B2G historique (sans plateforme agréée) :

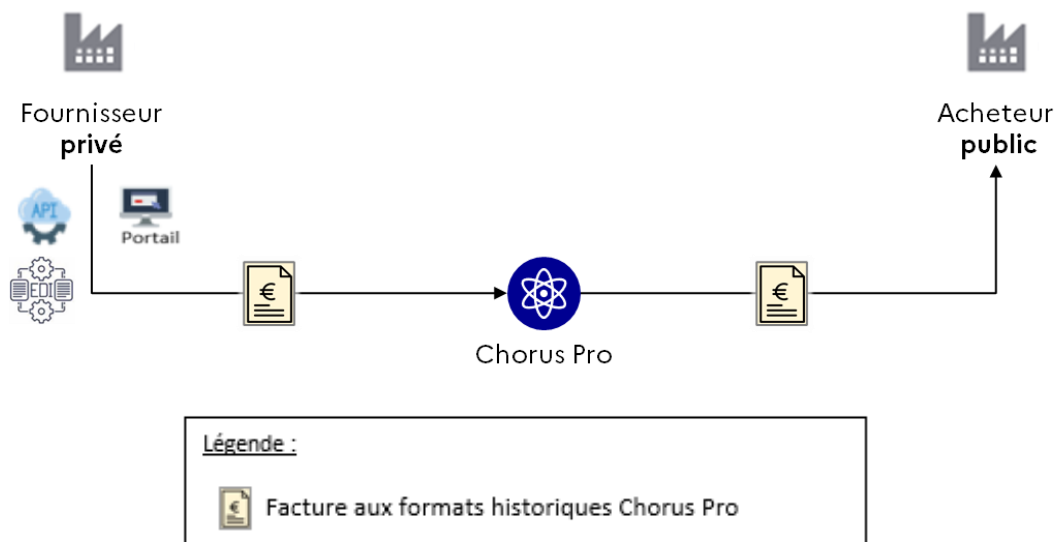


Figure 5 - Description du circuit B2G historique (sans plateforme agréée)

Ci-dessous le schéma décrivant le fonctionnement du nouveau circuit B2G (avec plateforme agréée) :

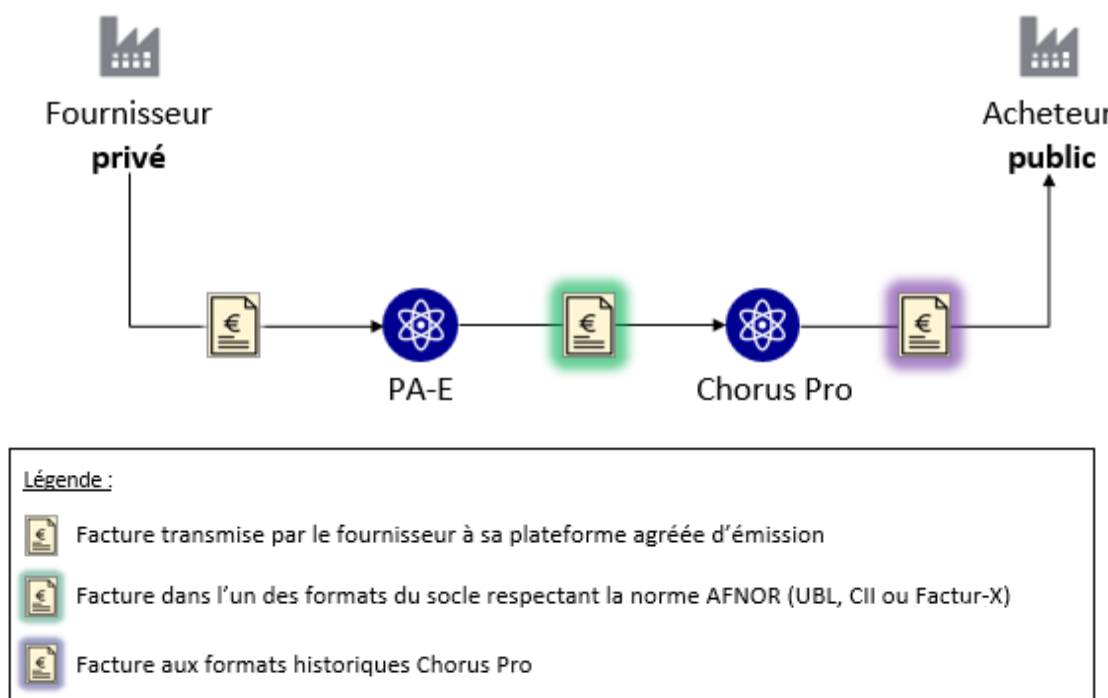


Figure 6 - Description du nouveau circuit B2G (avec plateforme agréée)

A noter, dans le schéma ci-dessus, PA-E désigne la plateforme agréée d'émission du fournisseur privé.

**Recommandation** : dans le cadre du circuit B2G avec plateforme agréée, il est recommandé aux plateformes des fournisseurs privés, d'allotir les flux (fichiers de factures et les cycles de vie associés) à transmettre à Chorus Pro.

### 3.2.1.2 Les formats de factures attendus

Dans le cadre du circuit B2G, selon leur organisation, leurs moyens et leur nécessité à disposer d'une plateforme agréée pour l'émission de leurs factures, les entreprises peuvent émettre des factures :

- aux formats historiques de Chorus Pro en continuant à s'interfacer directement avec Chorus Pro sans passer par une plateforme agréée. Pour plus de détails sur la constitution des factures au format historique de Chorus Pro et des canaux de dépôt, se référer au Dossier de spécifications externes de Chorus Pro socle (voir chapitre [1. Documents applicables](#)),
- via une plateforme agréée dans l'un des 3 formats de la norme AFNOR (UBL, CII, Factur-X) afin d'assurer la conformité aux exigences de la réforme de la facturation électronique et de garantir l'interopérabilité, la traçabilité et la qualité des données transmises.

**Point d'attention** : l'utilisation d'une plateforme agréée n'est pas compatible dans certains domaines du secteur public qui ont des spécificités fortes, et qui incluent, sans être exhaustif : les factures de marché de travaux, les mémoires de frais de justice, les demandes de remboursement qui utilisent des modalités de remise de documents propres à Chorus Pro.

### 3.2.1.3 Les plateformes agréées

#### 3.2.1.3.1 Le rôle des plateformes agréées

Les plateformes agréées sont des prestataires immatriculés par l'État, qui offrent des services de dématérialisation quant à l'émission, la transmission et la réception de factures électroniques.

Toutes les plateformes agréées seront raccordées à Chorus Pro afin de permettre les échanges de factures électroniques entre l'émetteur et son destinataire.

Lorsqu'une entité privée émet une facture électronique via une plateforme agréée, cette dernière :

- reçoit la facture du fournisseur,

- transforme la facture si nécessaire dans l'un des formats exigés par la réforme (UBL, CII, Factur-X) dans le respect de la norme AFNOR,
- interroge l'annuaire de la facturation électronique mis à disposition par le *portal public de facturation* pour contrôler la nature du destinataire, l'existence de l'adresse électronique de facturation mentionnée dans la facture (donnée obligatoire) et son statut (l'adresse doit être active), et identifier les modalités de réception du destinataire public,
- transmet la facture à Chorus Pro, la plateforme de réception des factures électroniques pour les entités publiques.

Chorus Pro met à disposition la facture vers le destinataire public selon les modalités définies dans le Dossier de spécifications externes de Chorus Pro socle (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

#### 3.2.1.4 Les contrôles réalisés par Chorus Pro lors d'un dépôt de facture

Tout dépôt de facture au sein de Chorus Pro fait l'objet de plusieurs contrôles : des contrôles techniques, applicatifs et fonctionnels.

Les contrôles techniques et applicatifs dans les circuits B2G/G2G historiques sont décrits dans les 2 annexes :

- Annexe API des spécifications externes de Chorus Pro (voir chapitre [1. Documents applicables](#)),
- Annexe EDI des spécifications externes de Chorus Pro (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

##### 3.2.1.4.1 Les contrôles applicatifs

Les contrôles applicatifs réalisés dans les circuits B2G avec plateforme agréée et G2B sont décrits dans la norme AFNOR XP Z12-012 (voir chapitre [1. Documents applicables](#)). En plus de ces contrôles, Chorus Pro réalise des contrôles relatifs au nom des fichiers de facture ou de cycle de vie émis par les plateformes agréées :

- Le nom du fichier ne doit pas contenir les caractères spéciaux suivants : % \$ ! & / \ : ; « » # @
- La longueur du nom de fichier est limitée à 256 caractères.

#### **Focus sur les fichiers de déclaration e-reporting transmis à Chorus Pro :**

Un contrôle de doublon sera réalisé sur les fichiers e-reporting transmis à Chorus Pro sur la base du nom du fichier. En cas d'identification de doublon, le flux contenant le



fichier identifié comme doublon sera considéré comme irrecevable. Chorus Pro impose une règle de nommage, voir chapitre [3.6.2 Règle de nommage du fichier d'e-reporting](#):

Les contrôles techniques sont décrits aux chapitres [5.2.1 Les contrôles techniques réalisés par Chorus Pro](#) (échange via EDI) et [5.4.1 Les contrôles techniques réalisés par Chorus Pro](#) (échange via API) de ces présentes spécifications.

#### 3.2.1.4.2 Les contrôles fonctionnels

En cas d'anomalie identifiée lors d'un de ces contrôles techniques ou applicatifs, le flux de la facture sera considéré comme irrecevable.

En matière de contrôles fonctionnels, Chorus Pro procède à quatre grandes opérations de vérification :

- vérifier la **conformité des données de facturation** avec les règles de gestion définies par Chorus Pro (B2G circuit historique / G2G) ou l'AFNOR (B2G circuit avec plateforme agréée <sup>4</sup>),

Rappel : la norme AFNOR décrit les exigences spécifiques au B2G et à Chorus Pro (règles BR-FR-CPRO-XX). Pour plus de détails, se référer aux documentations des Norme AFNOR XPZ12-012 et Norme AFNOR XPZ12-014 (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

- vérifier l'**existence du fournisseur** dans le portail de services Chorus Pro. Le SIRET du fournisseur devra obligatoirement être créé, actif dans le portail de services de Chorus Pro,
- vérifier l'existence **du destinataire ainsi que l'adresse électronique de facturation (renseignée dans la facture)** dans l'annuaire de facturation électronique,
- vérifier que le **destinataire de facture** est bien une entité publique pour le B2G et le G2G,
- **contrôler l'unicité de la facture** : pour rappel, le triptyque permettant d'assurer l'unicité de la facture est le suivant :
  - année d'émission de la facture (BT-2),

---

4 B2G circuit avec une plateforme agréée : dans le cas où le fournisseur émet une facture au format du socle respectant la norme AFNOR, les règles de gestion applicables sont celles de l'AFNOR.

- numéro SIREN de l'émetteur de la facture (BT-30),
- numéro de facture (BT-1).

### **Recommandation :**

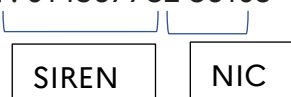
Pour s'assurer de l'unicité du numéro de la facture, il est recommandé à l'émetteur de la facture de faire précéder ce numéro d'un préfixe composé des trois éléments suivants :

- d'une part, une classification métier de la facture qui peut être introduite par la référence « Mx », avec x le département métier concerné (exemple : M1, M2, M3...). Cette référence est interne à l'entreprise,
- d'autre part, si l'émetteur de la facture dispose de plusieurs systèmes d'information conduisant à la facturation, il peut enrichir son numéro de facture d'une référence au système d'information utilisé pour l'émission de la facture,
- enfin, le numéro NIC de son établissement. Le NIC, numéro interne de classement INSEE, est une série de 5 chiffres propres à chaque établissement (correspondant aux 5 derniers chiffres du numéro SIRET de l'établissement).

Le numéro NIC peut être suivi du symbole underscore « \_ », permettant ainsi de bien distinguer le préfixe du numéro de la facture.

### **Exemple :**

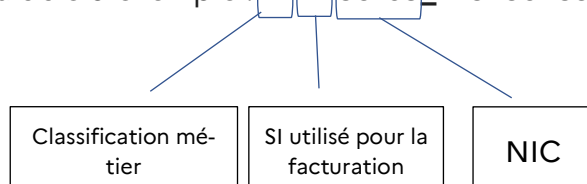
Soit une entreprise dont le numéro SIRET est : 014567782 56109



Cette entreprise dispose des systèmes d'informations A1 et A2 pour mener à bien ses activités, mais utilise le système d'information A1 pour émettre une facture dont le numéro est le suivant : 1234567890.

La classification métier de cette facture correspond à la référence M1.

Si l'émetteur de la facture suit la recommandation de l'AIFE, le numéro de la facture peut être à titre d'exemple : **M1A156109\_1234567890**



**Dans le cadre du B2G, le numéro de facture est limité à 20 caractères** (nombre de caractères historique de la solution Chorus Pro).

Dans l'exemple susmentionné, bien que le numéro de facture initiale ait été enrichi du préfixe « M1A1A56109\_ », celui-ci reste conforme à l'attendu, que ce soit en B2G ou G2B (le nouveau numéro de facture dans cet exemple comporte 20 caractères).

À l'issue des contrôles fonctionnels, la facture est considérée soit conforme, soit non-conforme à l'attendu.

#### **Facture transmise via une plateforme agréée (B2G) :**

##### **En cas de conformité :**

- Chorus Pro transmet un statut « Reçue de la plateforme » (202) à la plateforme agréée d'émission du fournisseur (depuis laquelle le flux a été transmis),
- Chorus Pro **met** la facture à **disposition** de l'entité publique, transmet un statut « Mise à disposition » (203) à la plateforme agréée d'émission.

#### **Facture transmise directement par le fournisseur ou sa solution compatible (canaux historiques B2G/G2G) :**

**En cas de conformité** lorsque le fournisseur privé dépose sa facture dans les formats historiques :

- Chorus Pro transmet un statut « Déposée » au fournisseur/émetteur et au portail public de facturation,
- Chorus Pro, crée le flux F1 de données réglementaires à partir des données de la facture et le transmet au portail public de facturation,
- Chorus Pro **met** la facture à **disposition** de l'entité publique.

##### **En cas de non-conformité (maintien du fonctionnement historique) :**

- Chorus Pro transmet un statut « Rejetée » au fournisseur/émetteur (voir chapitre [1. Documents applicables](#)),
  - la facture n'est pas intégrée dans la solution Chorus Pro,
  - le fournisseur/émetteur peut retransmettre la facture après correction.
- 
- Certains cas d'usages définis dans la norme AFNOR ne seront pas pris en charge par Chorus Pro au 1<sup>er</sup> septembre 2026, les factures concernées seront rejetées par Chorus Pro (voir chapitre [6. Modalités de gestion par Chorus Pro des cas d'usage de la norme AFNOR](#)).

### 3.2.2 Circuit G2G

Pour rappel, le circuit de facturation G2G est déjà mis en œuvre dans Chorus Pro et ne fera pas l'objet d'évolution sur ses formats et modalités de dépôt en 2026. Dans ce circuit, Chorus Pro est la plateforme d'émission et de réception des factures électronique pour les entités publiques. Pour plus de détails sur les modalités de fonctionnement du circuit G2G, les canaux et formats historiques proposés, se référer au Dossier de spécifications externes de Chorus Pro socle (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

Ci-dessous le schéma décrivant le fonctionnement du circuit G2G :

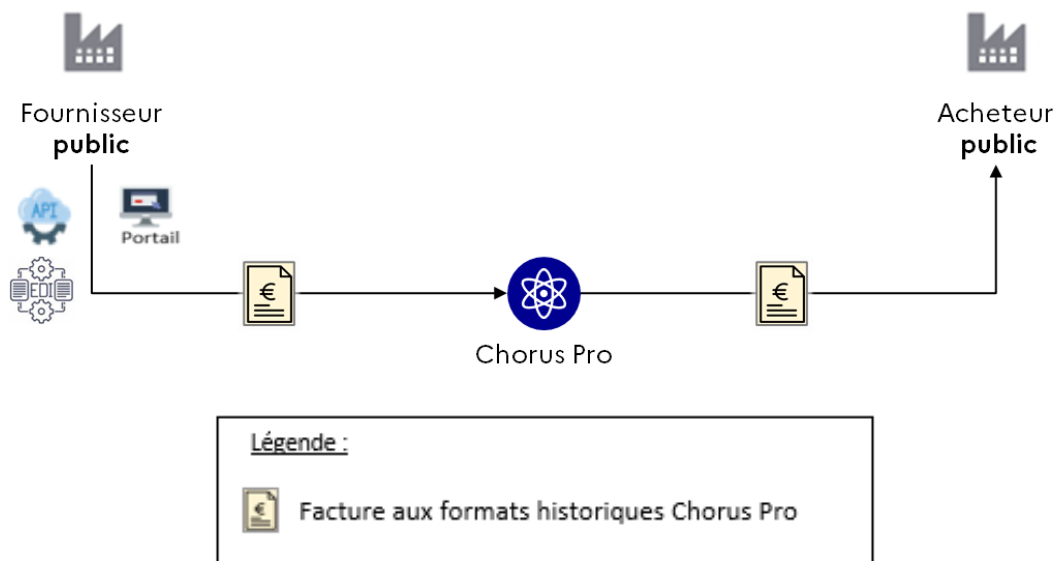


Figure 7 - Description du circuit G2G

### 3.2.3 Circuit G2B

#### 3.2.3.1 Les modes de transmission des factures

Afin de répondre aux exigences de la réforme de la facturation électronique, les entités publiques doivent émettre leurs factures à destination des entités privées en utilisant Chorus Pro.

Pour les entités du secteur public local, se référer au chapitre [2.3.3 Cas particulier des collectivités territoriales et établissements publics de santé](#).

Le schéma ci-dessous décrit le fonctionnement du circuit G2B :

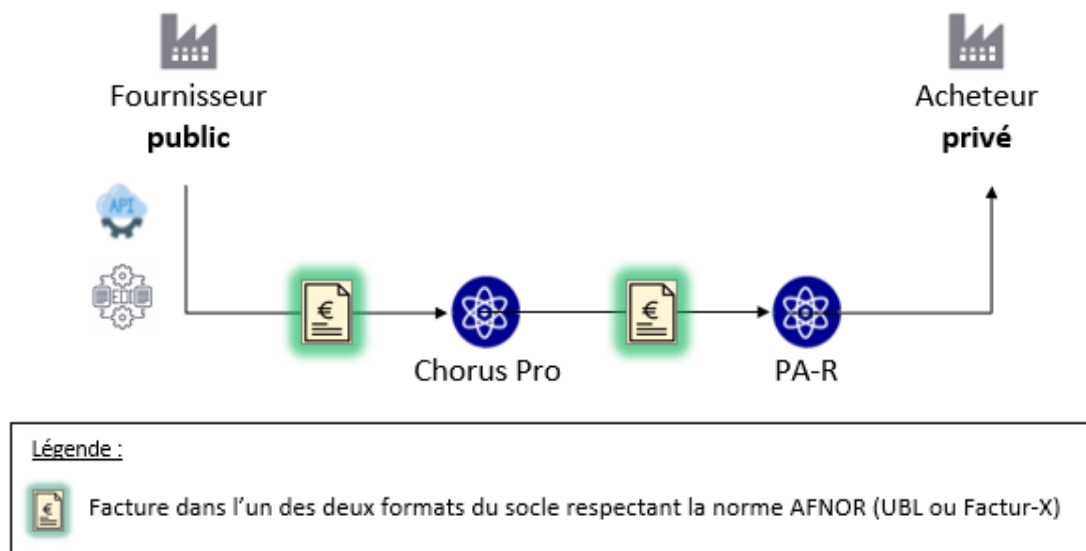


Figure 8 - Description du circuit G2B

En plus de la transmission dans le cycle de vie des données d'identification des factures (année d'émission de la facture, numéro SIREN de l'émetteur de la facture, numéro d'identifiant de la facture, voir chapitre [3.2.1.4.2 Les contrôles fonctionnels](#)), il est possible pour les entités publiques qui le souhaitent de transmettre un identifiant technique :

- Dans la facture, un identifiant technique unique propre à l'entité publique peut être renseigné dans la balise BT-18 (Identifiant d'objet facturé) et qualifier la donnée avec la valeur « AJW » (Technical document number),
- Cet identifiant sera transmis par Chorus Pro dans chaque cycle de vie associé à la facture, dans la balise MDT-92 (Id objet global), en conservant le même qualifiant « AJW ».

L'utilisation de cet identifiant issu de la facture dans les cycles de vie assure un lien entre la facture initiale et l'ensemble des statuts associés.

Recommandation : il est recommandé aux plateformes des fournisseurs privés et aux entités publiques, d'allotir les fichiers de factures ou les cycles de vie par flux à transmettre à Chorus Pro (recommandation : maximum de 500 factures par flux).

### 3.2.3.2 Les formats de factures attendus

Dans le cadre du circuit G2B, les entités publiques devront obligatoirement émettre leurs factures dans l'un des deux formats suivants du socle décrits dans la norme AFNOR : Factor-X (profil minimum attendu EN16931) ou UBL.

### 3.2.3.3 Les contrôles réalisés par Chorus Pro sur la facture transmise

#### 3.2.3.3.1 Les contrôles applicatifs

Voir la description faite des contrôles applicatifs dans le chapitre [3.2.1.4.1 Les contrôles applicatifs](#).

#### 3.2.3.3.2 Les contrôles fonctionnels

En cas d'anomalie identifiée lors d'un des contrôles techniques ou applicatifs, le flux de la facture sera considéré comme irrecevable.

En matière de contrôles fonctionnels, Chorus Pro procède aux principales opérations de vérification suivantes :

- vérifier la **conformité des données de facturation** avec les règles de gestion définies par l'AFNOR,
- vérifier l'**existence du fournisseur** dans le portail de services Chorus Pro. Le SIRET du fournisseur devra obligatoirement être créé, actif et de type public dans le portail de services de Chorus Pro,
- vérifier l'existence **du destinataire ainsi que l'adresse électronique de facturation (renseignée dans la facture)** dans l'annuaire de facturation électronique,
- vérifier que le **destinataire de facture** est bien une entité privée assujettie à la TVA,
- vérifier que la plateforme agréée du destinataire privé est bien raccordée à Chorus Pro,
- **contrôler l'unicité de la facture** : pour rappel, le triptyque permettant d'assurer l'unicité de la facture est le suivant :
  - année d'émission de la facture (BT-2),
  - numéro SIREN de l'émetteur de la facture (BT-30),
  - numéro de facture (BT-1).

#### **Recommandation :**

Pour s'assurer de l'unicité du numéro de la facture, il est recommandé à l'émetteur de la facture de faire précéder ce numéro d'un préfixe composé des trois éléments suivants :

- d'une part, une classification métier de la facture qui peut être introduite par la référence « Mx », avec x le département métier concerné (exemple : M1, M2, M3...). Cette référence est interne à l'entreprise,
- d'autre part, si l'émetteur de la facture dispose de plusieurs systèmes d'information conduisant à la facturation, il peut enrichir son numéro de facture d'une référence au système d'information utilisé pour l'émission de la facture,
- enfin, le numéro NIC de son établissement. Le NIC, numéro interne de classement INSEE, est une série de 5 chiffres propres à chaque établissement (correspondant aux 5 derniers chiffres du numéro SIRET de l'établissement).

Le numéro NIC peut être suivi du symbole underscore « \_ », permettant ainsi de bien distinguer le préfixe du numéro de la facture.

### **Rappel :**

Dans le cadre du G2B, Chorus Pro respecte la norme AFNOR, qui autorise une longueur maximale de 35 caractères pour le numéro de facture, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2026.

À l'issue des contrôles effectués sur la facture déposée, celle-ci est jugée soit conforme, soit non-conforme à l'attendu.

### • **En cas de conformité :**

- si, d'après l'annuaire de la facturation électronique, le destinataire privé dispose d'une plateforme agréée de réception en cours de validité :
  - Chorus Pro appose le **statut « Déposée »** et le met à disposition du fournisseur public. Ce statut est obligatoirement transmis au portail public de facturation.
  - Chorus Pro produit le flux de **données réglementaires** de facture (F1) et le transmet au portail public de facturation.
  - Chorus Pro émet la facture vers la plateforme agréée du destinataire privé.
- si, d'après l'annuaire du portail public de facturation, le destinataire privé ne dispose pas d'une plateforme agréée de réception en cours de validité :
  - Chorus Pro appose le statut « Déposée », avec le motif « NON\_TRANSMISE », et met ce statut à disposition du fournisseur public. Ce statut est obligatoirement transmis au portail public de facturation.

- Chorus Pro produit le flux de données réglementaires de facture (F1) et le transmet au portail public de facturation.
- Chorus Pro ne transmet pas la facture vers la plateforme agréée du destinataire privé. Il n'y aura pas d'autres tentative d'émission du flux de facture à posteriori.
- Le fournisseur public doit prendre contact avec son client privé et, le cas échéant, lui transmettre un duplicata de la facture (ex : « lisible » de la facture).
- si, le destinataire privé dispose d'une plateforme agréée de réception mais que celle-ci n'est pas raccordée à Chorus Pro :
  - Chorus Pro appose le statut « Déposée », avec le motif « NON\_TRANSMISE », et met ce statut à disposition du fournisseur public. Ce statut est obligatoirement transmis au portail public de facturation.
  - Chorus Pro produit le flux de données réglementaires de facture (F1) et le transmet au portail public de facturation.
  - La facture sera envoyée une fois que la plateforme agréée sera raccordée sous certaines conditions de délai.
  - Dans ce cas, il est recommandé à l'émetteur d'envoyer un duplicata de facture au destinataire pour éviter tout délai dû à la mise en œuvre de la procédure de raccordement.

A noter :

Le statut « Déposée » avec le motif « NON\_TRANSMISE » permet à l'entité publique de justifier qu'elle a bien émis une facture électronique et qu'elle a donc respecté ses obligations réglementaires.

Pour plus de détails sur la production des données réglementaires, se référer au chapitre [3.5.1 Remise des données réglementaires de facture](#).

- **En cas de non-conformité :**

- Chorus Pro transmet un statut « Rejetée » (213) au portail public de facturation et à la plateforme agréée, en utilisant un des motifs de rejet suivants :
  - ADR\_ERR : L'adresse de facturation électronique est absente de la facture,
  - REJ\_ADR : Rejet sur Contrôle d'adressage si l'adresse de facturation n'existe pas dans l'annuaire de facturation électronique,
  - REJ\_COH (ce motif est utilisé dans 2 cas) :



- Le fournisseur est inconnu. Il n'existe pas dans le portail de services Chorus Pro,
  - En cas de message d'erreur remonté par schematron (ex : montant total erroné, erreur de calcul dans la facture, etc.),
    - REJ\_UNI : Contrôle de l'unicité de la facture.
- Pour plus de détails sur la récupération des statuts, se référer au chapitre [3.4.2 Récupération des statuts de facture](#).
- Si les données de facture permettent d'identifier le triptyque du numéro de facture (SIREN émetteur, numéro de facture, date d'émission de facture) :
    - Chorus Pro appose le **statut « Rejetée »** et le met à disposition du fournisseur public. Ce statut est obligatoirement transmis au PPF.

L'entité publique doit traiter ce rejet dans son propre système, notamment en annulant la facture rejetée dans ses comptes, et renvoyer une nouvelle facture (nouveau numéro).

Pour plus de détails sur la réception des statuts de facture, se référer au chapitre [4.2.2.3 Circuit G2B](#).

### 3.3 Modalités de gestion du lisible

#### 3.3.1 Facture émise au format Factur-X

Si le fournisseur émet une facture au format Factur-X (format respectant la norme AFNOR via sa plateforme agréée ou au format historique), elle contient déjà un lisible par définition. Ce lisible est sous la responsabilité du fournisseur, qu'il soit privé ou public. Se référer au cas n°1 de la figure 8 ci-après.

#### 3.3.2 Facture émise au format UBL ou CII (formats respectant la norme AFNOR)

##### 3.3.2.1 Existence d'une pièce jointe de type « lisible » associée à la facture

###### 3.3.2.1.1 Circuit B2G avec plateforme agréée

Si l'entreprise privée émet une facture au format UBL ou CII de la norme AFNOR et que celle-ci **contient une seule pièce jointe de type « lisible »**, **Chorus Pro reçoit et diffuse en l'état la facture et son lisible en pièce jointe** au destinataire public. Se référer au cas n°2 de la figure 8 ci-après.

Voir le chapitre [4.1.1.2 Contenu du flux pivot](#) pour le détail sur le contenu du flux pivot

Le flux Pivot est généré par Chorus Pro pour transmettre les factures mises à disposition dans Chorus Pro à destination des services de l'Etat, du secteur public local ou des Etablissements Publics.

Il est utilisé pour la transmission en mode EDI, mais peut aussi être généré à la demande via téléchargement portail ou API.

#### 3.3.2.1.2 Circuit G2B

Si l'entité publique émet une facture au format UBL de la norme AFNOR et que celle-ci contient une pièce jointe de type « lisible », Chorus Pro reçoit et diffuse en l'état la facture et son lisible en pièce jointe au destinataire privé.

#### 3.3.2.2 Absence de pièce jointe de type « lisible » associée à la facture

##### 3.3.2.2.1 Circuit B2G (avec plateforme agréée)

Si l'entreprise privée émet une facture au format UBL ou CII respectant la norme AFNOR et que celle-ci **ne contient pas de pièce jointe de type « lisible »**, alors **Chorus Pro génère un lisible à partir de la feuille de style générique propre à Chorus Pro<sup>5</sup>**, que la facture émise contienne ou non une pièce jointe de type « feuille de style ».

Chorus Pro diffuse la facture et son lisible en pièce jointe dans le flux pivot (voir chapitre [4.1.1.2 Contenu du flux pivot](#)) au destinataire public (ainsi que toutes les pièces jointes présentes dans la facture d'origine, y compris la feuille de style du fournisseur si présente. Se référer aux cas n°3 et 4 de la figure 9 ci-après.

Ci-dessous le schéma décrivant les différents cas de gestion du lisible dans le circuit B2G, en fonction du format de la facture et des éventuelles pièces jointes transmises par le fournisseur privé :

---

<sup>5</sup> Même si la facture contient une pièce jointe de type feuille de style

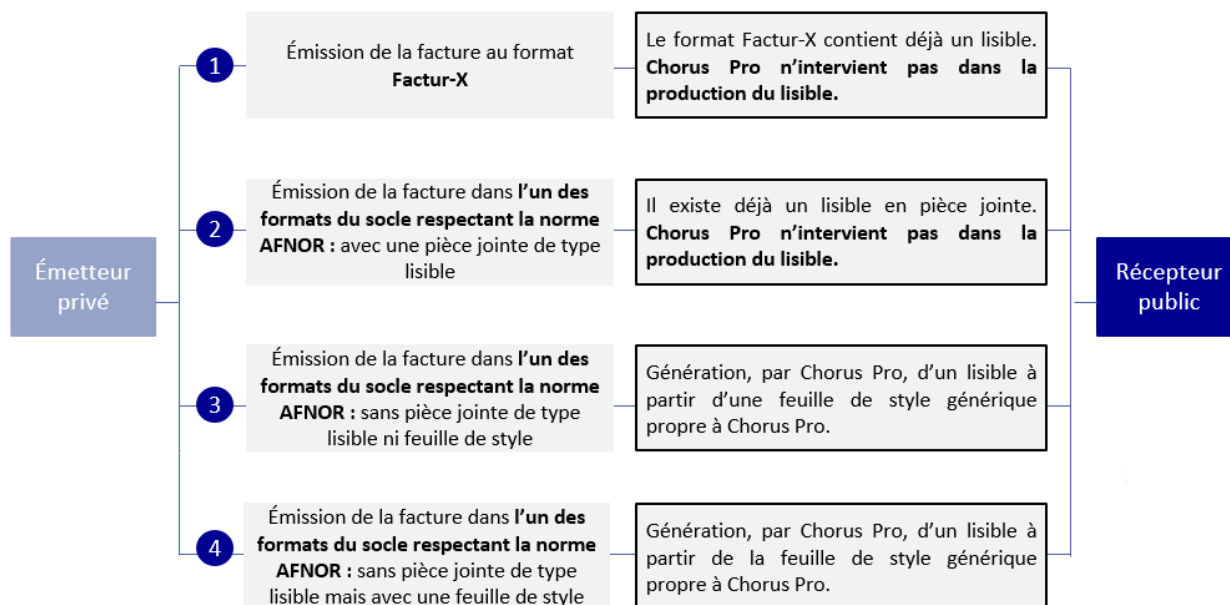


Figure 9 - Description de la gestion du lisible dans le circuit B2G

**Recommandation :** les **fournisseurs privés** qui font le choix de transmettre leur facture au format UBL ou CII respectant la norme AFNOR sont encouragés à **ajouter en pièce jointe le lisible de la facture**, afin de permettre aux destinataires publics de disposer des chartes graphiques propres à ces fournisseurs.

#### 3.3.2.2.2 Circuit G2B

Si le fournisseur public émet une facture au format UBL respectant la norme AFNOR et que celle-ci **ne contient pas de pièce jointe de type lisible**, **Chorus Pro génère un lisible à partir de la feuille de style générique propre à Chorus Pro**, que la facture émise contienne ou non une pièce jointe de type « feuille de style ». Il transmet ensuite la facture et le lisible produit en pièce jointe (ainsi que toutes les pièces jointes présentes dans la facture d'origine, y compris la feuille de style du fournisseur si présente) au destinataire privé.

Ci-dessous le schéma décrivant les différents cas de gestion du lisible dans le circuit G2B, en fonction du format de la facture et des éventuelles pièces jointes transmises par le fournisseur public :

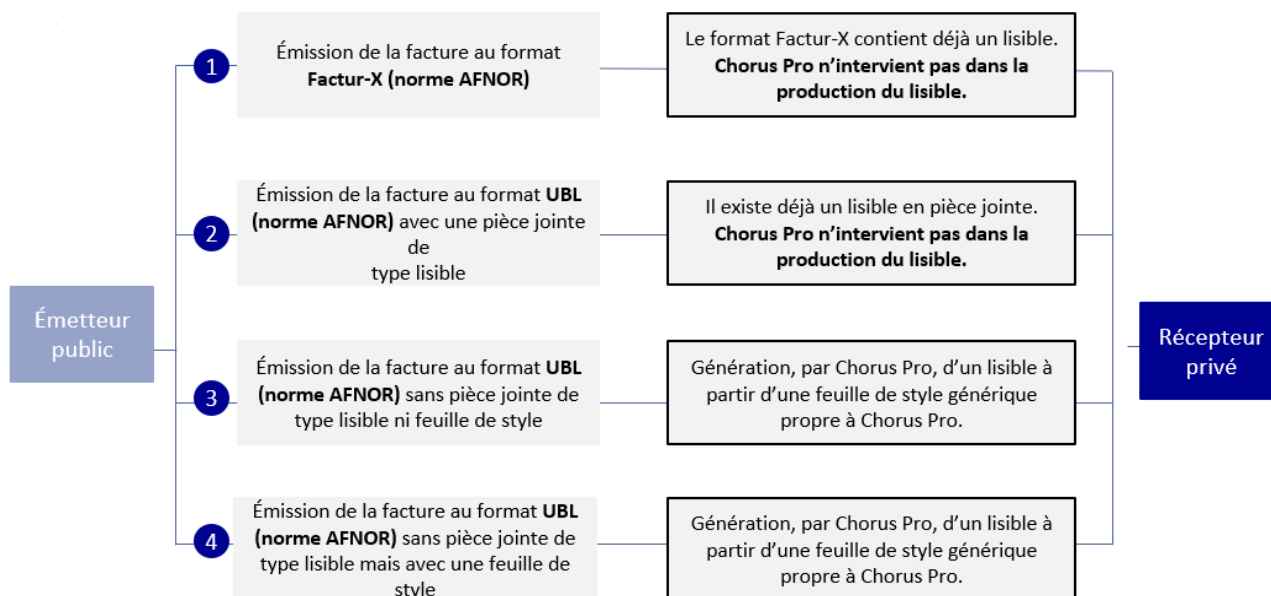


Figure 10 - Description de la gestion du lisible dans le circuit G2B

**Recommandation :** les **fournisseurs publics** qui font le choix de transmettre leur facture au format UBL (respectant la norme AFNOR), **sont fortement encouragés à ajouter en pièce jointe le lisible de la facture** afin de permettre aux destinataires privés de disposer des chartes graphiques propres à ces entités publiques émettrices.

### 3.3.3 Facture émise dans l'un des formats historiques de Chorus Pro (B2G/G2G)

Se référer à l'Annexe EDI voir chapitre [1. Documents applicables](#).

## 3.4 Gestion des statuts de factures

Chorus Pro met à disposition des émetteurs de factures un retour d'information sur leurs factures déposées à travers la remontée de statuts. Cela permet aux acteurs de la facture (fournisseur privé ou public, destinataire public ou privé) de suivre l'avancée de son traitement.

La remontée des statuts mis à jour par le biais du flux « Cycle de vie » en EDI s'effectue dès réception des actualisations réalisées par les émetteurs ou les destinataires. Chorus Pro n'impose pas d'ordre d'affectation des statuts apposés par les destinataires, ainsi un statut peut être précédé ou suivi de n'importe quel statut. Il revient aux utilisateurs de s'assurer de la cohérence métier.

Les cycles de vie échangés avec Chorus Pro (en émission et en réception) ne peuvent référencer qu'une seule facture et un seul statut (l'« historique de statuts » tels qu'exprimés par la norme AFNOR ne peut pas être utilisé avec Chorus Pro).

### 3.4.1 Émission des statuts de facture

#### 3.4.1.1 Circuit B2G/G2G

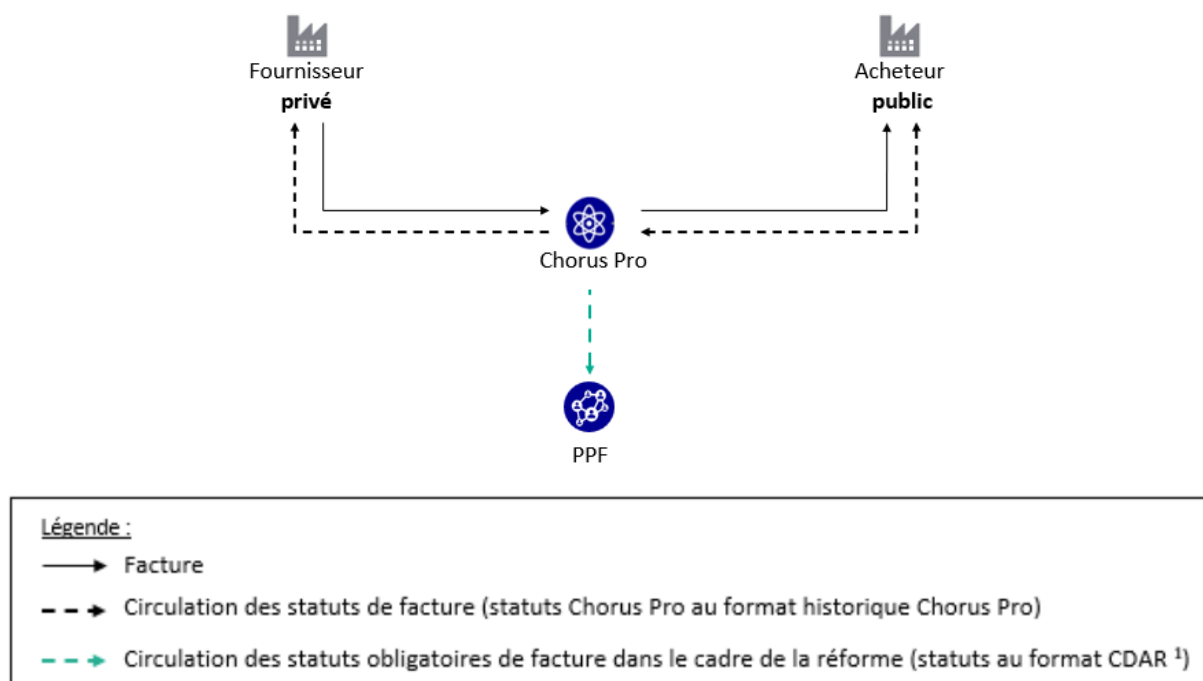
##### 3.4.1.1.1 Canal historique

Dans le cadre d'échanges B2G/G2G par le canal historique, les statuts émis par le fournisseur et reçus par l'entité publique seront les mêmes que décrits dans le Dossier de spécifications externes de Chorus Pro socle (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

Gestion du statut « Encaissée » :

Le statut « Encaissée » n'est pas attendu des fournisseurs : Chorus Pro produit le statut « Encaissée » à destination du portail public de facturation pour le compte des émetteurs de facture. L'évènement déclencheur de la production de ce statut est la réception du statut « Mise en paiement » apposé par l'entité publique destinataire.

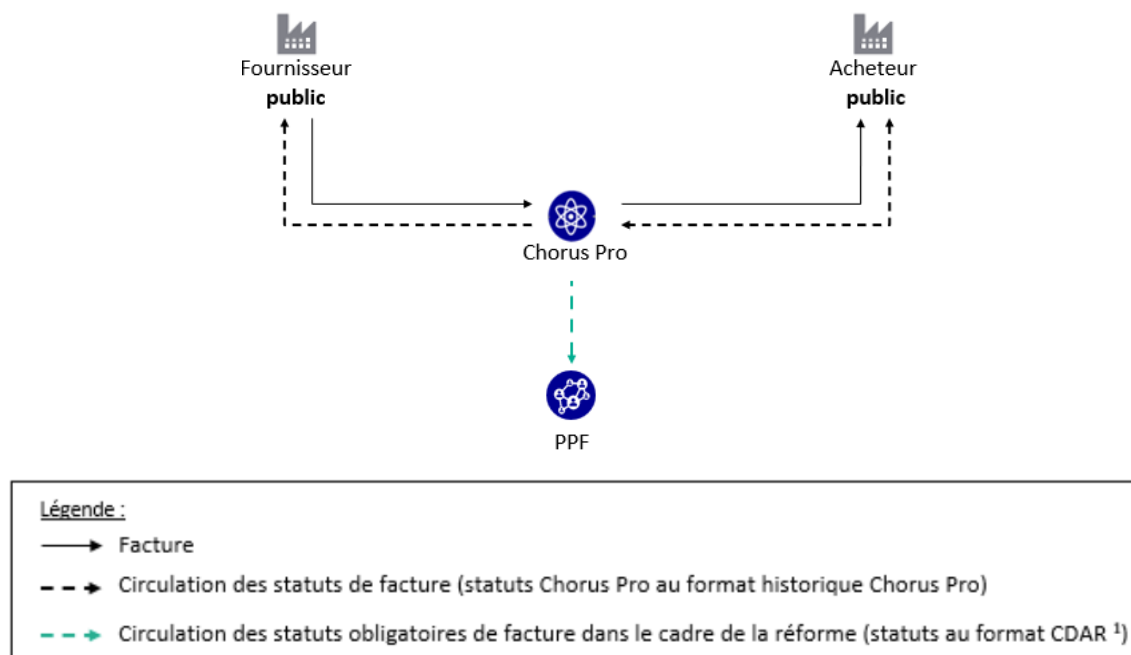
Ci-dessous le schéma décrivant la transmission des statuts de facture dans le circuit B2G historique (sans plateforme agréée) :



<sup>1</sup> : Les statuts de la norme peuvent être différents des statuts de Chorus Pro.

Figure 11 - Description de la transmission des statuts dans le circuit B2G historique (sans plateforme agréée)

Ci-dessous le schéma décrivant la transmission des statuts de facture dans le circuit G2G :



<sup>1</sup> : Les statuts de la norme peuvent être différents des statuts de Chorus Pro.

Figure 12 - Description de la transmission des statuts dans le circuit G2G

#### 3.4.1.1.2 Canal B2G avec une plateforme agréée

Dans le cadre des échanges de facture B2G via une plateforme agréée, la plateforme transmet les statuts de facture conformément à la norme AFNOR XP\_Z12-012 (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

Chorus Pro réalisera une correspondance entre les valeurs de statut de facture de la norme AFNOR et celles de Chorus Pro après réception du statut émis par la plateforme agréée et avant transmission à l'entité publique destinataire.

Chorus Pro pourra recevoir l'ensemble des statuts définis dans la norme AFNOR. Dans le respect de cette norme, Chorus Pro ne transmet au destinataire public que les statuts « Complétée » et « Changement de compte à payer ». La liste des statuts et les correspondances sont présentées dans le chapitre [4.2 Gestion des statuts de facture](#).

#### **Point d'attention – Statut « Annulée » (220) :**

La norme AFNOR prévoit l'utilisation par le fournisseur privé du statut « Annulée » pour indiquer qu'une facture a été annulée et remplacée par une facture rectificative.

Chorus Pro ne distingue pas une facture rectificative d'une facture initiale et ne peut donc pas gérer le statut « Annulée ».

La solution **Chorus Pro ne transmet pas le statut « Annulée »** à l'entité publique destinataire.

Par conséquent, en cas de transmission par une plateforme agréée du statut « Annulée » sur la facture initiale (ex : facture A), puis d'envoi d'une facture rectificative (ex : facture B) :

- l'entité publique ne reçoit pas dans le flux pivot l'information indiquant que la facture B remplace la facture A ;
- elle ne peut donc pas savoir que la facture initiale doit être considérée comme annulée.

### **Recommandation :**

Il est recommandé au **fournisseur privé de contacter directement l'entité publique** (hors circuit) afin de lui **signaler** que la **facture initiale** (facture A) a été **annulée** et **remplacée** par une **facture rectificative** (facture B).

Par ailleurs il est conseillé aux partenaires de Chorus Pro voulant transmettre des cycles de vie de rejet à Chorus Pro de suivre les mêmes modalités de remplissage des détails de l'erreur que Chorus Pro, voir le chapitre [3.4.2.3 Précisions sur le statut « Rejetée »](#).

Ci-dessous, le schéma décrivant la transmission des statuts de facture dans le nouveau circuit B2G (avec plateforme agréée) :

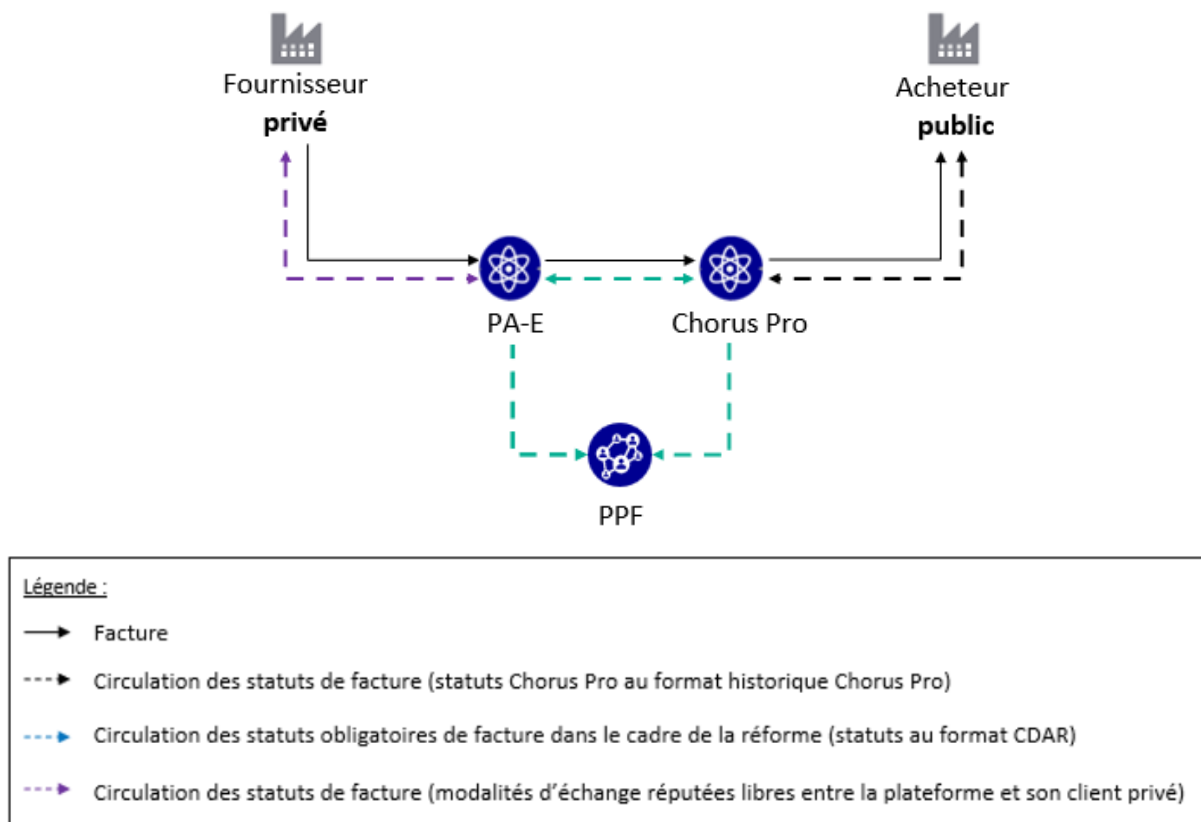


Figure 13 - Description de la transmission des statuts dans le nouveau circuit B2G (avec plateforme agréée)

#### **Point d'attention – Circuit B2G avec plateforme agréée :**

Pour rappel, dans le circuit B2G, la solution Chorus Pro ne remet au destinataire que le statut (code et libellé) et les pièces jointes qui l'accompagnent. Ainsi, **lorsqu'un fournisseur privé complète sa facture via un cycle de vie « Complétée » ou « Changement de compte à payer »**, seule la ou les pièces jointes contenues dans le cycle de vie seront mises à disposition du destinataire public. Les données structurées mentionnées dans le cycle de vie ne seront pas mises à disposition. Par exemple, si un fournisseur modifie le compte à payer via un cycle de vie « Changement de compte à payer », il doit ajouter l'IBAN du nouveau compte en pièce jointe du cycle de vie.

#### **3.4.1.2 Circuit G2B**

L'émission des statuts de facture par un fournisseur public via la plateforme Chorus Pro se fait selon les modalités décrites dans la norme AFNOR (se référer à la Norme AFNOR XP\_Z12-012, voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

Ci-dessous le schéma décrivant la transmission des statuts de facture dans le circuit G2B :



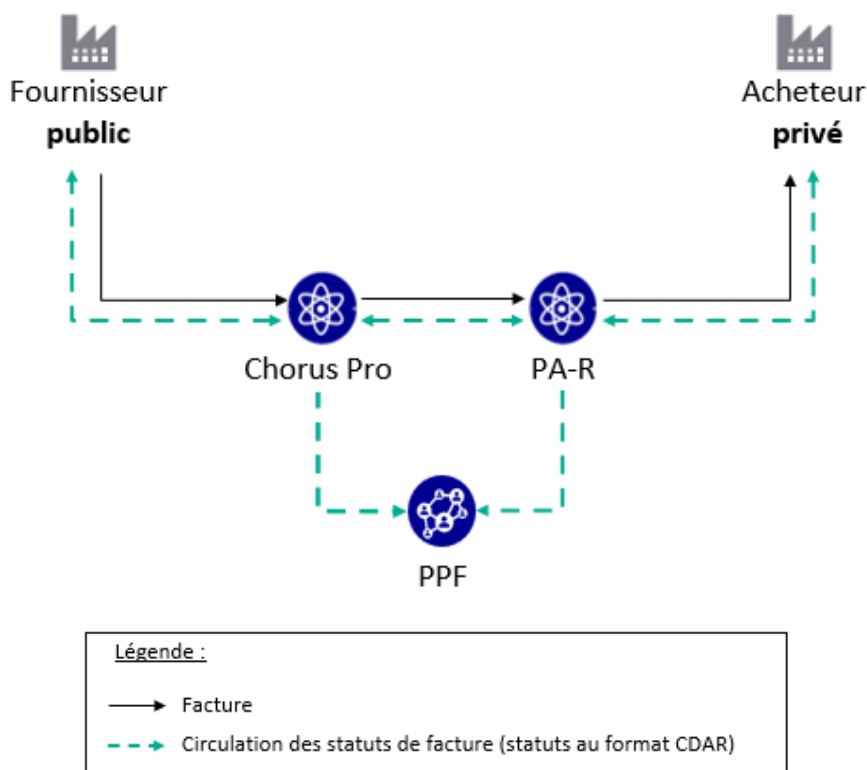


Figure 14 - Description de la transmission des statuts dans le circuit G2B

Recommandation : il est conseillé aux partenaires de Chorus Pro voulant transmettre des CDV de rejet à Chorus Pro de suivre les mêmes modalités de remplissage des détails de l'erreur que Chorus Pro, voir le chapitre [3.4.2.3 Précisions sur le statut « Rejetée »](#).

### 3.4.2 Récupération des statuts de facture

#### 3.4.2.1 Circuit B2G/G2G

Dans le cadre des échanges B2G/G2G par le canal historique, les statuts émis par l'entité publique seront les mêmes que décrits dans l'Annexe API des spécifications externes de Chorus Pro socle (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

Dans le cadre des échanges de facture B2G via une plateforme agréée, Chorus Pro transmet à la plateforme les statuts de facture conformes à la norme AFNOR tel que décrits dans la Norme AFNOR XP Z12-012 - Annexe A en EDI (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

Point d'attention sur le statut « Refusée » dans le cadre du B2G avec plateforme agréée : conformément aux règles définies dans la norme AFNOR XP-Z12-014, lorsqu'un destinataire appose le statut « Refusée » sur une facture, il appartient au fournisseur d'annuler la facture concernée dans ses comptes. Cette annulation peut

donner suite à un avoir interne (à ne pas transmettre à l'acheteur), suivi de l'émission d'une nouvelle facture, ou à une facture rectificative comportant les corrections nécessaires et faisant référence à la facture qu'elle corrige.

Chorus Pro ne peut pas permettre au destinataire de distinguer la facture rectificative de la facture initiale, cette seconde option n'est pas conseillée (voir chapitre [3.4.1.1 Circuit B2G/G2G](#)).

Le statut « Refusée » doit toujours être accompagné d'un code motif de refus.

Il existe dans Chorus Pro des codes motifs spécifiques non repris dans la norme AFNOR. Ces codes motifs, hérités des usages de Chorus Pro, restent utilisables par les entités publiques.

Les plateformes agréées qui échangent avec Chorus Pro doivent prendre en compte ces codes motifs listés dans le tableau ci-après :

Code motif	Libellé
AUTRE	Autre
CONTACT_ACHTR	Autres : contacter votre acheteur
COORD_BANC_ERR	Erreur de coordonnées bancaires
LIVR_INCOMP	Livraison incomplète / non effectuée
RETRAIT_MAN_SERV	Retraitement manuel par les services
ST_CT_NON_DECLAR	Sous-traitant / cotraitant non déclaré
SUPPR_COMP_AVOIR	Suppression pour compensation d'avoirs
TRANSF_PMNT_REGIE	Transfert pour paiement en régie

Tableau 3 - Codes motifs de refus et suspendus supplémentaires propres à Chorus Pro (hors norme AFNOR)

Par ailleurs, d'autres codes motifs (Refus ou Suspension) existent dans Chorus Pro. Ces codes peuvent être utilisés par les entités publiques et ils font l'objet d'un transcodage par Chorus Pro vers le code AFNOR correspondant avant que Chorus Pro ne transmette le cycle de vie applicable à la plateforme agréée.

La table de correspondance ci-dessous permet de rapprocher ces 2 référentiels de codes motifs :

Motif dans Chorus Pro		Motif transmis à la plateforme agréée
Codes motif	Libellé	Code motif
AUT_MOTIF_ERR_VALIDEUR	Autre motif que « Erreur de valideur »	DEST_ERR
RETRAIT_MAN_SERV	Retraitement manuel par les services	AUTRE
SUPPR_MASSE	Suppression en masse	AUTRE
AUTRE	Autre	AUTRE
CONTACT_ACHTR	Autres : contacter votre acheteur	CONTACT_ACHTR
COORD_BANC_ERR	Erreur de coordonnées bancaires	COORD_BANC_ERR
CREANCIER_ERR	Créancier inconnu ou différent de celui de l'EJ	DEST_ERR
DOUBLE_FACT	Double facturation	DOUBLE_FACT
ERREUR_DONNEE_EJ	Erreur au niveau des données de l'engagement	CMD_ERR
EJ_ERR	EJ incorrect ou inexistant	CMD_ERR
ERR_VALIDEUR	Mauvais valideur	DEST_ERR
FACT_NON_CONFORME	Facture non conforme à la commande	FACT_NON_CONFORME
HONORER_LA_COMMANDE	Impossibilité d'honorer la commande	LIVR_INCOMP
LIVR_INCOMP	Livraison incomplète / non effectuée	LIVR_INCOMP
MARCHE_TERM	Marché terminé	CONTRAT_TERM
MONTANT_ERR	Montant de la facture erroné	MONTANTTOTAL_ERR
SE_ERR	SE incorrect	DEST_ERR

ST_CT_NON_DECLAR	Sous-traitant / cotraitant non déclaré	ST_CT_NON_DECLAR
SUPPR_COMP_AVOIR	Suppression pour compensation d'avoirs	SUPPR_COMP_AVOIR
TRANSF_PMNT_REGIE	Transfert pour paiement en régie	TRANSF_PMNT_REGIE
TX_TVA_ERR	Taux de TVA erroné	TX_TVA_ERR

Tableau 4 - Codes motifs renseignés par l'entité publique et correspondance avec les codes motifs transmis par Chorus Pro à la plateforme agréée

Pour plus de détails sur les exigences associées au traitement d'un refus de facture, se référer au document de la norme XP-Z12-014 décrivant les règles applicables en cas de refus par le destinataire (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

### 3.4.2.2 Circuit G2B

Les statuts apposés par l'entité privée destinataire via une plateforme agréée doivent respecter la norme AFNOR. Ils seront mis à disposition de l'entité publique sans modification.

Les statuts apposés par l'entité publique émettrice doivent également respecter la norme AFNOR. Ils seront transmis à la plateforme agréée de l'entité privée par Chorus Pro sans modification.

### 3.4.2.3 Précisions sur le statut « Rejetée »

En cas de rejet d'un objet métier (facture ou cycle de vie), Chorus Pro exploitera les champs du cycle de vie de la façon suivante :

- MDT-113 : code motif de rejet
- MDT-125\* : identifiant de la règle de gestion ayant identifié l'anomalie fonctionnelle
- MDT-126 : message d'erreur remonté par le schematron
- MDT-127\* : localisation de l'erreur remontée par le schematron (utiliser la même nature d'identification de la localisation de l'erreur que dans le bloc MDG-43 donc l'identifiant des balises BT-XX pour faire le lien entre les blocs MDG-39 et MDG-43)
- MDT-206\* : identifiant de la balise où l'erreur a été identifiée

- MDT-207\* : code « DIV »

\*Données non renseignées dans le cas d'une anomalie identifiée en dehors d'un contrôle de la structure schematron.

Ces modalités de remplissage s'appliquent au cas du statut « Rejetée » (213) sur la facture.

## 3.5 Remise de données réglementaires de facture et de statuts obligatoires

### 3.5.1 Remise des données réglementaires de facture

Dans le cadre de la réforme, la plateforme agréée d'émission (PA-E) des factures a l'obligation de générer et de transmettre à l'administration fiscale un fichier des données réglementaires (XML) de chaque facture (e-invoicing), constitué à partir des données de la facture émise.

Deux situations sont à distinguer :

- Chorus Pro plateforme d'émission
  - dans le cas du circuit de facturation via les canaux historiques (facture émise au format historique), Chorus Pro se comporte comme une plateforme d'émission pour le fournisseur privé (B2G) ou l'émetteur public (G2G) et a donc la charge de la production du fichier de données réglementaires (flux 1) et de sa transmission au portail public de facturation.
  - dans le cas du circuit de facturation G2B, Chorus Pro est la plateforme d'émission du fournisseur public. A ce titre, il a à sa charge la production du flux 1 et sa transmission au portail public de facturation.
- Chorus Pro plateforme de réception
  - dans le cas du circuit de facturation B2G via les plateformes agréées (facture émise dans l'un des formats de la norme AFNOR), la plateforme agréée est responsable de la production du fichier de données réglementaires (flux 1) dans un des formats autorisés par le portail public de facturation et de sa transmission au portail public de facturation.

### 3.5.2 Remise des statuts de facture obligatoires au portail public de facturation

Dans le cadre de la réforme, les plateformes agréées ont l'obligation de remettre au portail public de facturation les statuts dits « obligatoires ».

Il existe quatre statuts obligatoires :

Objet	Code	Libellé	Caractère	Définition
Facture	200	Déposée	<b>Obligatoire</b>	La facture du fournisseur est transmise à sa plateforme d'émission, qui atteste que la facture est contrôlée et conforme.
Facture	213	Rejetée	<b>Obligatoire</b>	L'un des contrôles fonctionnels réalisés par la plateforme d'émission ou de réception a détecté une anomalie sur la facture.
Facture	212	Encaissée	<b>Obligatoire</b>	Le fournisseur informe avoir perçu un paiement partiel ou total de la facture.
Facture	210	Refusée	<b>Obligatoire</b>	Le destinataire refuse la facture dans son intégralité.

Tableau 5 - Statuts de facture obligatoires au portail de public de facturation électronique

Pour plus de détails concernant la gestion des cycles de vie des statuts obligatoires, se référer aux Spécifications externes du portail public de facturation (cf. chapitre [1. Documents applicables](#)).

Chorus Pro assurera la transmission de ces statuts au portail public de facturation, selon les différents circuits :

- **B2G/G2G circuit historique :**
  - Dans ce cadre, Chorus Pro générera les statuts nécessaires :
    - « **Déposée** », à l'issue des contrôles passants de la facture par Chorus Pro (voir chapitre [3.2.3.3 Les contrôles réalisés par Chorus Pro sur la facture transmise](#))
    - « **Encaissée** » lorsque la facture a été mise en paiement par l'entité publique (voir chapitre [Gestion du statut « Encaissée »](#))
  - Chorus Pro transmettra également le statut « **Refusée** » apposé par le destinataire public le cas échéant
- **B2G circuit avec plateformes agréées :**

- Dans ce cadre, Chorus Pro générera le statut « **Rejetée** », si l'un des contrôles est non passant (voir chapitre [3.2.3.3 Les contrôles réalisés par Chorus Pro sur la facture transmise](#))
  - Chorus Pro transmettra également le statut « **Refusée** » apposé par le destinataire public le cas échéant
  - Les autres statuts seront transmis par la plateforme agréée d'émission du fournisseur privé.
- **G2B :**
- Dans ce cadre, Chorus Pro générera les statuts nécessaires :
    - « **Déposée** », à l'issue des contrôles passants de la facture par Chorus Pro (voir chapitre [3.2.3.3 Les contrôles réalisés par Chorus Pro sur la facture transmise](#))
    - « **Rejetée** », si l'un des contrôles est non passant (voir chapitre [3.2.3.3 Les contrôles réalisés par Chorus Pro sur la facture transmise](#))
  - Chorus Pro transmettra également le statut « **Encaissée** » s'il est apposé par l'émetteur public.
    - *Pour rappel, le statut « Encaissée » est obligatoire uniquement pour les prestations de services, si la TVA est due à l'encaissement (factures de services pour lesquelles l'entité publique n'a pas opté pour le régime de TVA sur les débits).*
  - Le statut « Refusée » sera transmis par la plateforme agréée de réception du destinataire privé s'il est apposé par ce dernier. La plateforme agréée de réception pourra éventuellement apposer le statut « Rejetée » en cas de non-conformité de la facture émise.

## 3.6 Remise des données d'e-reporting

Dans le cadre des obligations de déclaration des transactions d'e-reporting, les entités publiques devront transmettre à Chorus Pro des données **agrégées** de transaction et de paiement formalisées selon les Spécifications externes du portail public de facturation (voir chapitre [1. Documents applicables](#)). Les données d'e-reporting remises à Chorus Pro **doivent ainsi être agrégées par déclarant** (entité publique identifiée par son SIREN), **par rôle** (acheteur ou vendeur) **et par période de transmission** (selon le régime de TVA du déclarant).

Lorsque Chorus Pro reçoit des fichiers de déclaration, il les transmet au portail public de facturation, sans réaliser de contrôles fonctionnels. Seuls des contrôles techniques

sur le flux sont opérés par Chorus Pro ainsi que des contrôles applicatifs (contrôle XSD) sur les fichiers.

Lorsque les fichiers de déclaration d'e-reporting sont transmis au portail public de facturation, ce dernier informe Chorus Pro, via un cycle de vie d'acquittement fonctionnel si le fichier est conforme (statut « Déposée » code 300) ou non conforme (statut « Rejetée » code 301). Chorus Pro met ensuite ce cycle de vie à disposition de l'entité publique pour lui permettre d'apporter des corrections en cas de rejet.

### 3.6.1 Règles de remplissage du fichier d'e-reporting :

Le fichier d'e-reporting doit obligatoirement respecter le format sémantique décrit par le portail public de facturation (se référer à l'annexe 6 des spécifications externes du portail public de facturation portant sur l'e-reporting et celle portant sur les règles de gestion, voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

- Notamment, l'identifiant de la transmission (TT-1) est composé de caractères alphanumériques et seuls les caractères spéciaux suivants sont autorisés :
  - espace (" ")
  - tiret ("-")
  - signe "+"
  - tiret bas (underscore : "\_")

L'identifiant ne doit pas comporter uniquement des espaces. L'identifiant ne peut pas débuter ou terminer par un espace et ne peut en outre comporter d'espaces consécutifs.

**Il est demandé aux entités publiques de ne pas apposer le caractère « / » dans la balise TT-1 « ID transmission » du fichier d'e-reporting.**

- **Le bloc TG-3 « Emetteur document »** fait référence à la plateforme d'émission du document d'e-reporting – en l'occurrence Chorus Pro. Ce bloc **doit être rempli par l'entité publique déclarante**. Dans ce bloc il faut mentionner :
  - La balise TT-8 « Id émetteur » doit prendre la valeur « **9997** » (excepté Helios qui apposera une autre valeur) – il s'agit du matricule de Chorus Pro pour l'émission de documents,
  - L'attribut TT-7 « Type Id émetteur » doit prendre la valeur « **0238** »,
  - La balise TT-9 « Raison sociale » doit prendre la valeur « **Chorus Pro** »
  - La balise TT-10 « Code rôle » doit prendre la valeur « **WK** ».

### 3.6.2 Règle de nommage du fichier d'e-reporting :



Le fichier d'e-reporting transmis par l'entité publique déclarante à Chorus Pro doit respecter la règle de nommage suivante :

{SIREN du déclarant}\_{ID transmission}\_{Date de début de la période de transactions ou de paiements}\_{Date de fin de la période de transactions ou de paiements}

- {SIREN du déclarant} est composé de 9 caractères numériques. Ce SIREN doit être le même que celui renseigné dans la balise TT-13 « Id déclarant » du fichier d'e-reporting.
- {ID transmission} est un identifiant de transmission qui doit être unique par transmission. Cet identifiant doit être le même que celui renseigné dans balise TT-1 « Id transmission » du fichier d'e-reporting. Il doit donc respecter les règles de gestion s'appliquant à cette balise TT-1, notamment concernant la longueur de l'identifiant et les types de caractères autorisés.
- {Date de début de la période de transactions ou de paiements} est une date composée de 6 caractères numériques, au format « AAAAMMJJ ». Cette date doit être la même que celle renseignée dans la balise TT-17 (si le fichier d'e-reporting concerne des données de transactions) ou dans la balise TT-89 (si le fichier d'e-reporting concerne des données de paiements).
- {Date de fin de la période de transactions ou de paiements} est une date composée de 6 caractères numériques, au format « AAAAMMJJ ». Cette date doit être la même que celle renseignée dans la balise TT-18 (si le fichier d'e-reporting concerne des données de transactions) ou dans la balise TT-90 (si le fichier d'e-reporting concerne des données de paiements).

Exemple de nom de fichier :

**013579246\_e-reporting numero 000001\_20260101\_20260201**

Où : 013579246 est l'identifiant SIREN de l'entité publique, e-reporting numero 000001 est l'identifiant unique de la transmission, 20260101 la date de début de période et 20260201 est la date de fin de période.

Cette règle de nommage permet à Chorus Pro de pouvoir corréler les acquittements fonctionnels transmis par le portail public de facturation avec les fichiers de e-reporting remis par l'entité publique afin de pouvoir les transmettre à cette dernière.

**Si cette règle de nommage n'est pas respectée, le flux sera considéré comme irrecevable.** Chorus Pro transmet un cycle de vie flux d'irrecevabilité au partenaire.

Ci-dessous le schéma décrivant la transmission des données agrégées d'e-reporting (F10) :

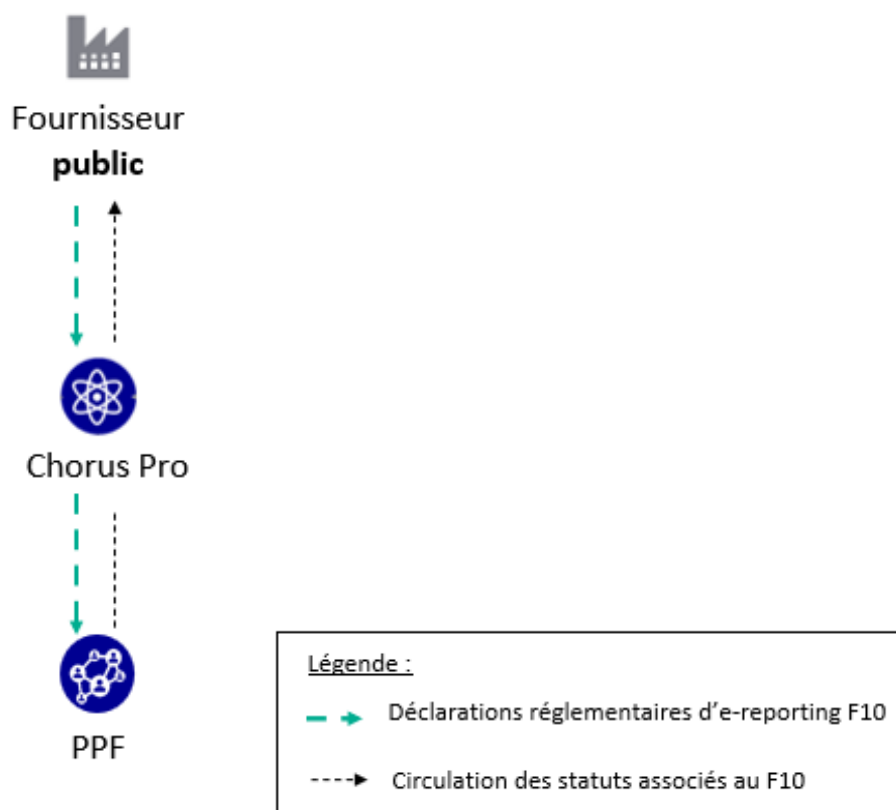


Figure 15 - Description de la transmission des données agrégées d'e-reporting

Les données agrégées de transaction et de paiement pourront être transmises par les entités publiques à Chorus Pro via les canaux EDI et API.

### 3.7 Récupération des statuts de transmission d'e-reporting

Les transmissions des données de e-reporting transmises par Chorus Pro au portail public de facturation fera l'objet de contrôles par ce dernier pour apposer un statut sur chacune des transmissions. Ce statut est transmis à Chorus Pro dans un cycle de vie dédié et peut prendre deux valeurs :

- « 300 – Déposée » : La transmission est acceptée par l'administration fiscale, aucune autre action n'est nécessaire.
- « 301 – Rejetée » : La transmission est rejetée par l'administration fiscale. Il sera attendu de la part de l'entité publique qu'elle corrige sa déclaration et la transmette à Chorus Pro comme défini dans les Spécifications externes du portail public de facturation (voir chapitre [1. Documents applicables](#)). Le détail du rejet sera transmis dans le cycle de vie relayé par Chorus Pro pour permettre d'apporter les corrections nécessaires.

## 4. Fonctionnalités pour les destinataires et récepteurs

### 4.1 Récupération de factures

#### 4.1.1 Périmètre B2G/G2G

Dans le **périmètre B2G /G2G**, les destinataires des factures électroniques émises par des fournisseurs privés ou publics sont exclusivement des entités publiques.

Dans ce contexte, elles prennent en charge :

- la réception,
- la mise à disposition interne,
- le suivi du traitement des factures au sein de leur système d'information.

Les entités publiques conservent un accès aux factures reçues et leurs statuts **via Chorus Pro** ou leurs solutions compatibles raccordées à Chorus Pro.

Chorus Pro, en tant que plateforme publique, continue de jouer un rôle central en servant de pivot entre les émetteurs et les destinataires : c'est via cette plateforme que les factures B2G et G2G, qu'elles proviennent de fournisseurs privés ou d'autres entités publiques, sont réceptionnées et mises à disposition.

Aucune évolution de ce fonctionnement n'est prévue.

Par ailleurs, le suivi des statuts – réception, validation, rejet, mise en paiement, etc.- est défini dans le Dossier de spécifications externes de Chorus Pro socle (voir chapitre [1. Documents applicables](#)), garantissant ainsi la conformité du traitement des factures dans ces périmètres de flux (B2G/G2G).

Les API et interfaces de consultation, recherche et téléchargement de factures restent pleinement opérationnelles.

##### 4.1.1.1 Les canaux de réception des factures

Les entités publiques peuvent ainsi accéder aux factures et leurs statuts via trois modes :

- **le Portail Web de Chorus Pro** : interface destinée au traitement manuel, permettant aux utilisateurs des entités publiques de consulter, rechercher et télécharger directement les factures (génération à la demande du fichier pivot),
- **les API** : interfaces permettant une intégration automatisée avec le SI de l'entité publique, pour récupérer (génération à la demande du fichier pivot), consulter et traiter les factures,

- **EDI** : le fichier pivot des factures est transmis par l'interface FEN0036A.

Chorus Pro continue ainsi de proposer des services sécurisés garantissant la récupération et le traitement efficace des factures dans le périmètre de flux B2G/G2G.

#### 4.1.1.2 Contenu du flux pivot

Le flux Pivot est généré par Chorus Pro pour transmettre les factures mises à disposition dans Chorus Pro à destination des services de l'Etat, du secteur public local ou des Etablissements Publics.

Il est utilisé pour la transmission en mode EDI, mais peut aussi être généré à la demande via téléchargement portail ou API.

Le détail du flux pivot est décrit dans l'Annexe EDI disponible dans [1. Documents applicables](#).

La constitution du fichier pivot :

- est identique entre les circuits historiques et le circuit B2G avec plateforme agréée pour les éléments suivants :
  - les données de l'enveloppe,
  - le fichier pivot avec des données structurées en XML,
  - une pièce jointe principale (PJP) correspondant à la facture d'origine,
  - des pièces jointes constituées par des documents complémentaires.
- Présente quelques spécificités dans le circuit B2G avec plateforme agréée par **rapport aux circuits historiques** avec :
  - une pièce jointe principale (PJP) correspondant à la facture d'origine transmise par la plateforme agréée dans un des formats conforme à la norme AFNOR (UBL, CII, Factur-X),
 

A noter : de fait, pour les factures B2G/G2G transmises via le canal historique, la facture d'origine en pièce jointe principale du flux pivot est dans un des formats historiques, se référer au Dossier de spécifications externes de Chorus Pro socle (voir chapitre [1. Documents applicables](#))
  - concernant le lisible, il est fourni par l'émetteur ou produit par Chorus Pro :
    - si format Factur-X : la facture d'origine fait office de lisible,

- si format UBL ou CII avec un lisible fournisseur : ce lisible est ajouté en pièce jointe du fichier pivot,
- si format UBL ou CII sans lisible fournisseur : Chorus Pro génère le lisible à partir de la feuille de style générique de Chorus Pro et l'ajoute en pièce jointe du fichier pivot.

A titre d'exemple, les schémas ci-dessous représentent la composition du flux pivot :

- dans le cas d'une facture transmise par une plateforme agréée sans lisible en pièce jointe :

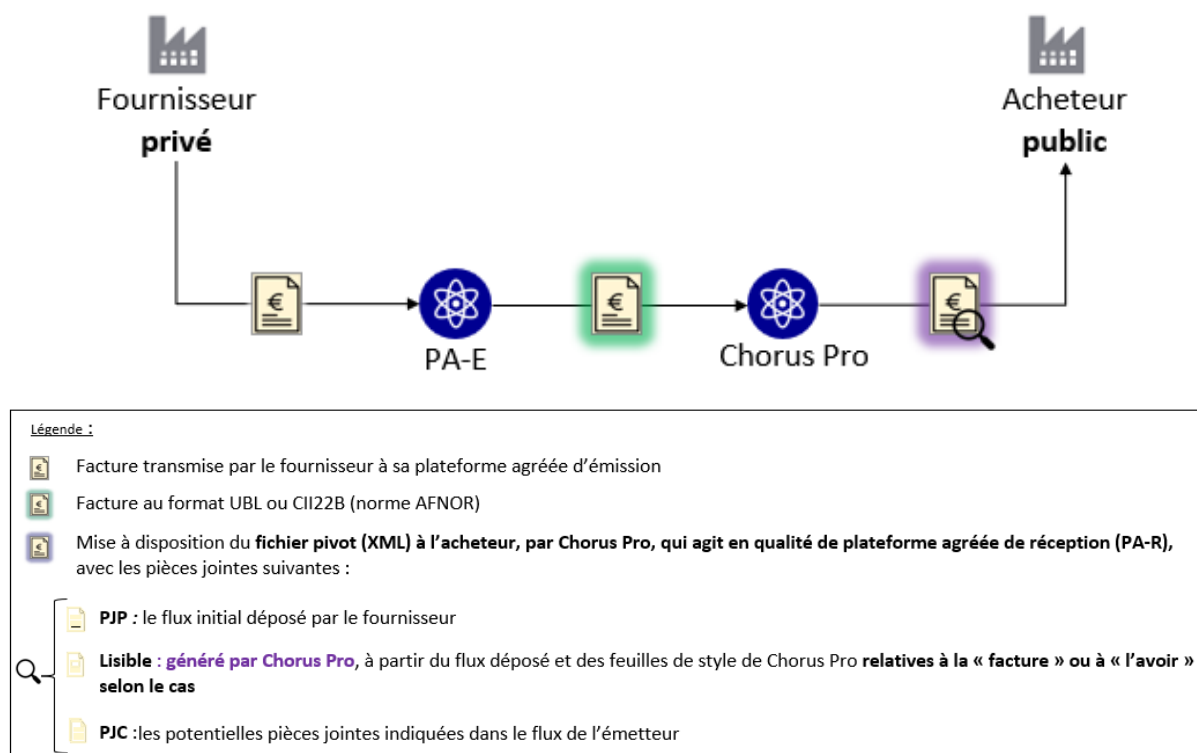


Figure 16 - Circuit B2G, avec l'émission d'une facture au format UBL ou CII AFNOR sans lisible en pièce jointe

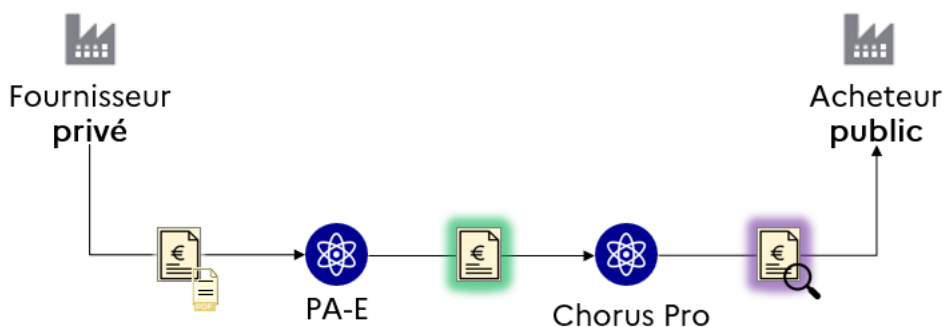
Les attributs de chacun de ces documents sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Document	Attributs
PJP	<ul style="list-style-type: none"> <li>• &lt;CategoriePJ&gt;<b>Facture_UBL_AFNOR</b>&lt;/CategoriePJ&gt;</li> <li>ou</li> <li>• &lt;CategoriePJ&gt;<b>Facture_CII_AFNOR</b>&lt;/CategoriePJ&gt;</li> <li>• &lt;TypePJ&gt;<b>01</b>&lt;/TypePJ&gt;</li> </ul>
Lisible	<ul style="list-style-type: none"> <li>• &lt;CategoriePJ&gt;<b>Facture PDF</b>&lt;/CategoriePJ&gt;</li> <li>• &lt;TypePJ&gt;<b>02</b>&lt;/TypePJ&gt;</li> </ul>
PJC	PJC n°1 à X : <ul style="list-style-type: none"> <li>• &lt;NomPJ&gt;<b>PJ01, PJ02 etc..pdf</b>&lt;/NomPJ&gt;</li> <li>• &lt;NomPJOrigine&gt;<b>Nom_PJ_Origine...</b>&lt; NomPJOrigine &gt;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• &lt;CategoriePJ&gt;<b>Document annexe (ou autre catégorie de PJ)</b>&lt;/CategoriePJ&gt;</li> <li>• &lt;TypePJ&gt;<b>02</b>&lt;/TypePJ&gt;</li> </ul>
--	--

Tableau 6 - Attributs des documents lors de l'émission d'une facture au format UBL ou CII AFNOR sans lisible en pièce jointe

- Dans le cas d'une facture transmises par une plateforme agréée au format Factur-X (norme AFNOR) :



**Légende :**



Facture par le fournisseur à sa plateforme agréée d'émission



Facture au format Factor-X (norme AFNOR)

Mise à disposition du **fichier pivot (XML)** par Chorus Pro à l'acheteur, avec les pièces jointes suivantes :



**PJP** : le flux initial déposé par le fournisseur

**PJC** : les autres pièces jointes indiquées dans le flux de l'émetteur

Figure 17 - Circuit B2G, avec l'émission d'une facture au format Factur-X (norme AFNOR)

Les attributs de chacun de ces documents sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Document	Attributs
PJP Factur-X	<ul style="list-style-type: none"> <li>• &lt;CategoriePJ&gt;<b>FACTURE_FACTUR-X_AFNOR</b>&lt;/CategoriePJ&gt;</li> <li>• &lt;TypePJ&gt;<b>01</b>&lt;/TypePJ&gt;</li> </ul>
PJC	<ul style="list-style-type: none"> <li>• &lt;NomPJ&gt;<b>PJ01, PJ02 etc..pdf</b>&lt;/NomPJ&gt;</li> <li>• &lt;NomPJOrigine&gt;<b>Nom_PJ_Origine...</b>&lt; NomPJOrigine &gt;</li> <li>• &lt;CategoriePJ&gt;<b>Document annexe (ou autre catégorie de PJ)</b>&lt;/CategoriePJ&gt;</li> <li>• &lt;TypePJ&gt;<b>02</b>&lt;/TypePJ&gt;</li> </ul>

Tableau 7 - Attributs des documents lors de l'émission d'une facture au format Factur-X (norme AFNOR)

#### 4.1.2 Périmètre G2B

Dans le **périmètre des flux G2B**, les entités publiques agissent comme émettrices des factures électroniques destinées aux clients privés assujettis à la TVA.

La transmission de ces factures s'effectue via Chorus Pro, qui joue le rôle de plateforme publique agréée, garantissant la réception, le contrôle et le routage des documents vers les plateformes agréées choisies par les clients privés assujettis pour la réception de leurs factures.

Le client privé peut ensuite consulter et récupérer la facture via sa plateforme.

Le traitement de la facture, son suivi et les actions sur son cycle de vie par le destinataire de la facture se fait entièrement du côté du client privé et de sa plateforme agréée de réception.

Afin d'assurer la réception des factures G2B émises par les entités publiques, la plateforme agréée doit impérativement réaliser un raccordement au système d'échange (SE) Chorus Pro.

Ce raccordement inclut des abonnements aux codes d'interface dédiés, dont la désignation diffère de ceux utilisés sur d'autres périmètres fonctionnels de Chorus Pro.

Les modalités complètes de mise en œuvre, incluant le raccordement et la gestion des abonnements (en émission et en réception), sont précisées dans les chapitres [5. Fonctionnalités pour les équipes informatiques](#), [5.1 Le raccordement EDI](#), [5.2 Les modalités d'échange en EDI](#), [5.3 Le raccordement API](#), [5.4 Les modalités d'échange en API](#) de ces spécifications.

En complément du flux de facturation (émission de la facture par les entités publiques et transmission via Chorus Pro), un flux de cycles de vie est mis en œuvre. Il garantit la traçabilité complète et l'alignement des statuts entre les entités publiques (émetteur) et les clients privés (destinataire). Les clients privés via leur plateforme agréée de réception transmettent des cycles de vie en retour vers les entités publiques afin de confirmer la bonne réception et l'intégration de la facture dans leur système d'information, de signaler un litige ou le cas échéant un refus de facture, de notifier un paiement partiel ou de tracer tout autre événement associé à la transmission et au suivi des flux de facturation.

## 4.2 Gestion des statuts de factures

### 4.2.1 Émission des statuts de factures

#### 4.2.1.1 Circuit B2G

Dans le cadre d'échanges B2G par le canal historique, les statuts sont apposés tels que décrits dans le Dossier de spécifications externes de Chorus Pro socle (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

Dans le cadre du circuit B2G avec une plateforme agréée, le fonctionnement du suivi de facture est celui du canal historique et ne changera pas pour le destinataire public : Chorus Pro réalisera en effet une correspondance des statuts de facture avant transmission à la plateforme agréée.

La table de correspondance ci-dessous permet de rapprocher ces 2 référentiels de statuts dans des cas nominaux :

Statuts Chorus Pro apposés par Chorus Pro ou par l'entité publique	Statuts AFNOR correspondants transmis à la plateforme agréée à destination du fournisseur privé	Explication métier
01 – Déposée	202 - Reçue de la plateforme	Statut apposé par Chorus Pro lorsque la facture a été reçue et validée conforme
03 - Mise à disposition du destinataire	203 - Mise à disposition	Statut apposé par Chorus Pro lorsque le destinataire a été notifié de la mise à disposition de la facture
06 - Suspendue	208 - Suspendue	Statut apposé par l'entité publique lorsqu'une ou plusieurs pièces justificatives sont manquantes
05 – Rejetée	210 - Refusée	Statut apposé par l'entité publique lorsque des informations métiers sont erronées
07 - Service fait	204 - Prise en charge	Statut apposé par l'entité publique lorsque le service-fait a été certifié
08 - Mandatée / DP validée	204 - Prise en charge	Statut apposé par l'entité publique lorsque le mandat ou la demande de paiement (DP) a été créé et traité par



		l'ordonnateur
09 - Mise à disposition du comptable	204 - Prise en charge	Statut apposé par l'entité publique lorsque le mandat ou la DP créé est mis à disposition par le service comptable pour traitement
10 - Comptabilisée	204 - Prise en charge	Statut apposé par l'entité publique lorsque le mandat ou la DP a été validé par le payeur et comptabilisé
11 - Mise en paiement	211 - Paiement transmis	Statut apposé par l'entité publique lorsque le flux de virement a été envoyé à la Banque de France

Tableau 8 – Statuts appposés par Chorus Pro/l'entité publique et correspondance avec le statut transmis par Chorus Pro à la plateforme agréée

Dans les cas où plusieurs statuts Chorus Pro ont pour équivalent AFNOR un même statut, Chorus Pro précisera par un commentaire le cas précis d'application de ce statut.

Par exemple, dans le cas où une entité publique applique le statut Chorus Pro « Service fait », Chorus Pro transmettra le statut AFNOR « Prise en charge » et renseignera en commentaire « Le destinataire public a réalisé le service fait ».

Dans les cas particuliers de la sous-traitance et de la co-traitance, certaines correspondances sont différentes en fonction de l'acteur qui applique les statuts de validation ou de refus.

Dans le cas d'une co-traitance (cadre de facturation A9 dans les référentiels Chorus Pro avec un valideur co-traitant) la table de correspondance est la suivante :

Statuts Chorus Pro appposés par l'entité publique	Statuts AFNOR correspondants transmis à la plateforme agréée à destination du fournisseur privé	Explication métier
13 - Validée par le premier valideur	205 - Approuvée	Le co-traitant a validé en première lecture la facture de sous-traitance.
18 - Validée par le second valideur	205 - Approuvée	Le co-traitant a validé en seconde lecture la facture de sous-traitance.

14 - Refusée par le premier valideur Refusée 1 par un co-traitant (A9 - sous-traitance)	206 - Approuvée partiellement	Le co-traitant a refusé en première lecture la facture de sous-traitance.
17 - Refusée par le second valideur	206 - Approuvée partiellement	Le co-traitant a refusé en seconde lecture la facture de sous-traitance.

Tableau 9 – Statuts spécifiques à la co-traitance apposés par l’entité publique et correspondance avec les statuts transmis par Chorus Pro à la plateforme agréée

Dans le cas d’une sous-traitance (cadre de facturation A9 dans les référentiels Chorus Pro) avec un valideur titulaire la table de correspondance est la suivante :

Statuts Chorus Pro apposés par l’entité publique	Statuts AFNOR correspondants transmis à la plateforme agréée à destination du fournisseur privé	Explication métier
13 - Validée par le premier valideur	205 - Approuvée	Le titulaire a validé la facture de sous-traitance.
14 - Refusée par le premier valideur	206 – Approuvée partiellement	Le titulaire a refusé la facture de sous-traitance.

Tableau 10 – Statuts spécifiques à la sous-traitance avec un valideur titulaire apposés par l’entité publique et correspondance avec les statuts transmis par Chorus Pro à la plateforme agréée

Dans le cas d’une co-traitance (cadre de facturation A12 dans les référentiels Chorus Pro) la table de correspondance est la suivante :

Statuts Chorus Pro apposés par l’entité publique	Statuts AFNOR correspondants transmis à la plateforme agréée à destination du fournisseur privé	Explication métier
13 - Validée par le premier valideur	214 - Visée	Le mandataire a validé la facture de co-traitance.
14 - Refusée par le premier valideur	210 - Refusée	Le mandataire a refusé la facture de co-traitance.

## Tableau 11 - Statuts spécifiques à la co-traitance apposés par l'entité publique et correspondance avec les statuts transmis par Chorus Pro à la plateforme agréée

Par ailleurs en cas de rejet fonctionnel d'un CDV de facture par Chorus Pro, un cycle de vie de cycle de vie sera émis à destination de la plateforme agréée avec le statut « Rejetée » code 601.

### 4.2.1.2 Circuit G2G

Dans le cadre d'échanges G2G (canal historique), les statuts sont apposés tels que décrits dans le Dossier de spécifications externes de Chorus Pro socle (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

### 4.2.1.3 Circuit G2B

Dans le cadre du circuit G2B, les statuts émis par les plateformes agréées doivent respecter la norme AFNOR (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

### **Recommandation :**

Les plateformes agréées transmettant des statuts de rejet à Chorus Pro sont encouragées à utiliser les mêmes modalités de remplissage que Chorus Pro (voir chapitre [3.4.2.3 Précisions sur le statut « Rejetée »](#)).

## 4.2.2 Réception des statuts de factures

### 4.2.2.1 Circuit B2G

Dans le cadre d'échanges B2G par le canal historique, les statuts émis par le fournisseur et reçus par l'entité publique seront les mêmes que décrits dans le Dossier de spécifications externes de Chorus Pro socle (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

Dans le cadre du circuit B2G avec une Plateforme Agréée, le fonctionnement du suivi de facture est celui du canal historique et ne changera pas pour le destinataire public. Cependant Chorus Pro réalisera une correspondance des valeurs de statut de facture après réception du statut émis par le fournisseur via sa plateforme agréée et avant transmission à l'entité publique destinataire.

Chorus Pro pourra recevoir l'ensemble des statuts définis dans la norme AFNOR mais ne transmettra au destinataire public que ceux ayant une correspondance dans le tableau ci-dessous :

Statuts AFNOR émis par le fournisseur privé	Statuts Chorus Pro remis au destinataire public
209 – Complétée	32 – Complétée
212 – Encaissée	Non transmis à l'entité publique
220 – Annulée*	Non transmis à l'entité publique
224 – Demande de Paiement Direct	Non transmis à l'entité publique
225 – Affacturée	Non transmis à l'entité publique
227 – Changement de Compte à Payer**	32 – Complétée
228 – Non affacturée	Non transmis à l'entité publique

Tableau 12 - Correspondance des statuts émis par une plateforme agréée avec ceux apposés et mis à disposition pour les destinataires publics dans Chorus Pro

(\*) Le statut « Annulée », apposé par un fournisseur privé, indique qu'une facture initiale est remplacée par une facture rectificative. Chorus Pro ne faisant pas la distinction entre facture initiale et facture rectificative, ce statut n'est pas transmis à l'entité publique. Elle ne sait donc pas qu'elle a reçu une facture rectificative.

Il est recommandé aux entités publiques de se fier aux informations communiquées directement par le fournisseur (hors circuit Chorus Pro) pour identifier qu'une facture initiale a été annulée et remplacée.

**(\*\*)Point d'attention – Statut AFNOR 227 « Changement de Compte à Payer » :**

L'IBAN du nouveau bénéficiaire doit figurer en pièce-jointe du cycle de vie pour que le changement de compte à payer puisse être pris en compte par l'entité publique. En effet, Chorus Pro ne peut pas mettre pas à disposition de l'entité publique les données structurées figurant dans le fichier de cycle de vie.

#### 4.2.2.2 Circuit G2G

Dans le cadre d'échanges G2G (canal historique), les statuts émis par l'entité publique émettrice et reçus par l'entité publique destinataire seront les mêmes que décrits dans le Dossier de spécifications externes de Chorus Pro socle (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

#### 4.2.2.3 Circuit G2B

Dans le cadre du circuit G2B, l'entité publique émet les statuts de facture à destination de Chorus Pro, qui les transmet à la plateforme agréée du destinataire. Ces statuts de facture doivent être conformes à la norme AFNOR (se référer à la Norme AFNOR XP\_Z12-012, voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

Conformément aux règles définies par la norme AFNOR, lorsqu'une facture est « **Rejetée** » par Chorus Pro, l'entité publique émettrice doit procéder à son annulation dans son propre système comptable.

Cette annulation peut notamment prendre la forme d'un avoir interne. Cet avoir interne ne doit pas être transmis à Chorus Pro.

Après traitement interne du rejet, l'entité peut ensuite **émettre une nouvelle facture** intégrant les corrections nécessaires.

Ces dispositions reprennent les principes décrivant les modalités de gestion des rejets à l'émission tels que définis dans la norme AFNOR XP Z12-014 (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

Lorsqu'une facture G2B comporte un identifiant technique transmis en balise BT-18 (Identification d'objet facturé) et qualifié « AJW » (*Technical document number*), la plateforme agréée du destinataire doit reprendre cette information issue des cycles de vie émis par Chorus Pro qui portent cet identifiant en balise MDT-92 (Id objet global), avec le même qualifiant « AJW ». La plateforme agréée est tenue de restituer cette information au destinataire, afin de garantir la continuité de traçabilité de l'identifiant entre la facture et les statuts associés.

### 4.3 Remise de statuts obligatoires de facture

Se référer au chapitre [3.5.2 Remise des statuts de facture obligatoires au portail public de facturation](#).

## 5. Fonctionnalités pour les équipes informatiques

### 5.1 Le raccordement EDI

#### 5.1.1 Circuit B2G et G2G

Le raccordement EDI B2G (canal historique)/ G2G est disponible pour tous les acteurs de la facturation vers la sphère publique : les fournisseurs, les solutions compatibles, et les entités publiques.

**Circuit B2G avec plateformes agréées :** le raccordement EDI d'une plateforme agréée à Chorus Pro pour déposer des factures B2G dans l'un des formats conformes à la norme AFNOR nécessite le rattachement dans le portail de services de l'utilisateur qui crée le raccordement :

- à la structure de type plateforme agréée,
- à la structure à la maille SIRET de la plateforme agréée.

Les cas d'usages des raccordements B2G et G2G sont disponibles dans l'Annexe EDI des spécifications externes de Chorus Pro (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

#### 5.1.2 Circuit G2B et e-reporting

Le raccordement EDI G2B/E-reporting est disponible uniquement pour les entités publiques, les solutions compatibles et les plateformes agréées.

Prérequis :

- détenir un certificat électronique valide : voir la documentation technique Chorus Pro - Certificats dans le chapitre [1. Documents applicables](#),
- déclarer un raccordement EDI : voir la Documentation technique Chorus Pro - Se raccorder au Portail de services pour la facturation électronique dans le chapitre [1. Documents applicables](#),
- un protocole de transfert cohérent entre les SI émettrices et réceptrices.

Le raccordement EDI permet :

- à une entité publique ou à sa solution compatible de souscrire à différents codes interfaces :
  - les données d'annuaire,
  - les factures,
  - les cycles de vie de facture,
  - les données de transaction et de paiement agrégées,

- les cycles de vie des données de transaction et de paiement.
- à une plateforme agréée de souscrire à différents codes interfaces :
  - les factures,
  - les cycles de vie de facture.

La liste des codes interfaces est spécifiée dans l'annexe EDI des spécifications externes de Chorus Pro, voir chapitre [1. Documents applicables](#).

Par exemple, pour les factures, la liste des codes interfaces et formats est spécifiée.

Pour information, le sens des échanges est le sens vu du côté partenaire :

- EMISSION est le flux émis par le partenaire vers Chorus Pro,
- RECEPTION est le flux émis par Chorus Pro vers le partenaire.

Le raccordement est composé d'interfaces principales. Chacune peut avoir des interfaces secondaires.

La sélection d'une interface implique la sélection automatique et obligatoire des interfaces secondaires associées.

#### **Entités publiques et leurs opérateurs :**

L'abonnement à certaines interfaces émettrices principales permet d'émettre des flux de factures aux formats Factur-X ou UBL, à la norme AFNOR.

L'abonnement à ces interfaces principales induit un abonnement automatique aux interfaces secondaires suivantes :

- émission et réception des flux de cycle de vie flux pour émettre ou réceptionner les acquittements d'irrecevabilité,
- émission et réception des flux de cycle de vie objet métier pour émettre ou réceptionner les statuts de facture.

L'abonnement à l'interface émettrice principale du flux de données de transactions et de paiements à la norme PPF induit un abonnement automatique aux interfaces secondaires suivantes :

- réception des flux de cycle de vie flux pour réceptionner les acquittements d'irrecevabilité,
- réception des flux de cycle de vie objet métier pour réceptionner les statuts de données de transactions et de paiements.

#### **Plateformes agréées :**

Les abonnements aux interfaces suivantes sont obligatoires :

- l'abonnement à l'interface principale de réception de facture aux formats Factur-X et UBL conformes à la norme AFNOR induit un abonnement automatique aux interfaces secondaires suivantes :
  - émission et réception des flux de cycle de vie flux pour émettre ou réceptionner les acquittements d'irrecevabilité,
  - émission et réception des flux de cycle de vie objet métier pour émettre ou réceptionner les statuts de facture.

## 5.2 Les modalités d'échange en EDI

### 5.2.1 Les contrôles techniques réalisés par Chorus Pro

Se référer à l'annexe EDI des spécifications externes de Chorus Pro, voir chapitre [1. Documents applicables](#).

### 5.2.2 Les différents types de flux

Se référer à l'annexe EDI des spécifications externes de Chorus Pro, voir chapitre [1. Documents applicables](#).

### 5.2.3 Émettre un flux en EDI règle d'émission

Se référer à l'annexe EDI des spécifications externes de Chorus Pro, voir chapitre [1. Documents applicables](#).

### 5.2.4 Illustrations des échanges de flux EDI

#### 5.2.4.1 Circuits B2G/G2G

##### 5.2.4.1.1 Circuit B2G/G2G : formats historiques de Chorus Pro

Se référer aux spécifications externes Chorus Pro socle voir chapitre [1. Documents applicables](#).



### 5.2.4.1.2 Circuit B2G avec plateforme agréée (formats conformes à la norme AFNOR)

Ci-dessous une illustration du dépôt d'une facture dans l'un des formats conforme à la norme AFNOR pour le circuit B2G avec plateforme agréée :

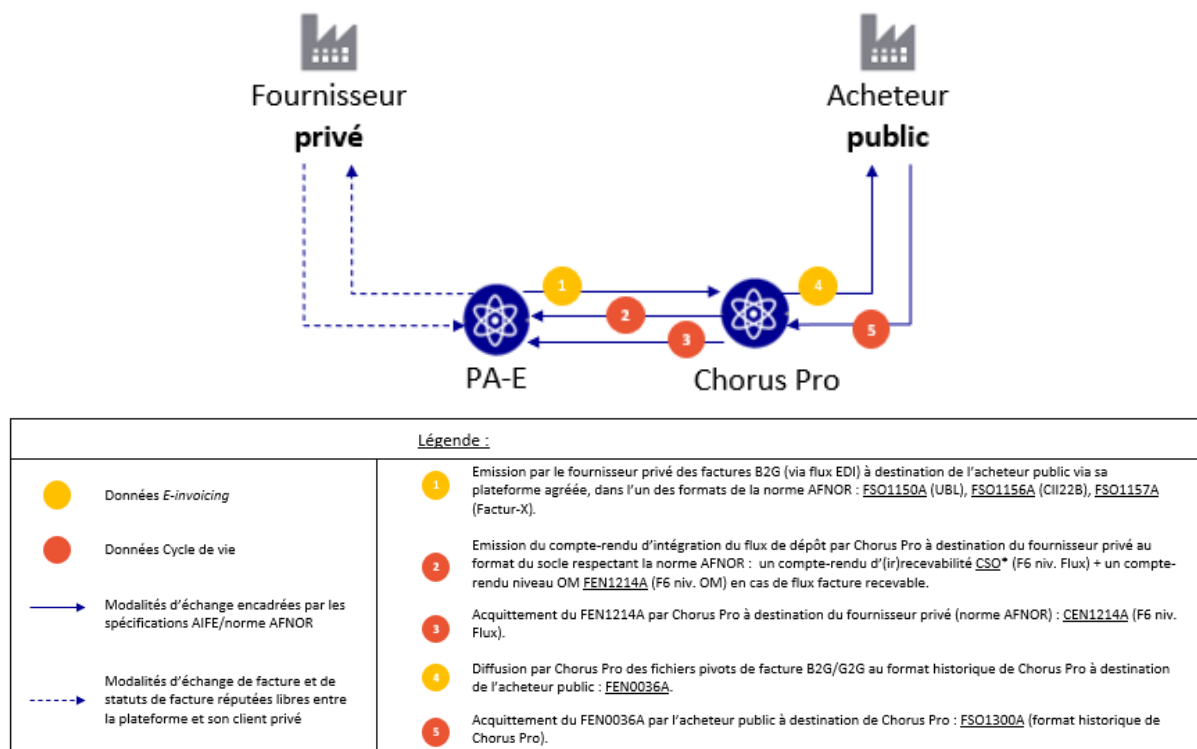


Figure 18 - Circuit des flux B2G : dépôt d'une facture dans l'un des formats de la norme AFNOR

### 5.2.4.2 Circuit G2B

Ci-dessous le schéma qui constitue la cartographie des différents flux EDI transitant par Chorus Pro dans le cadre du G2B :

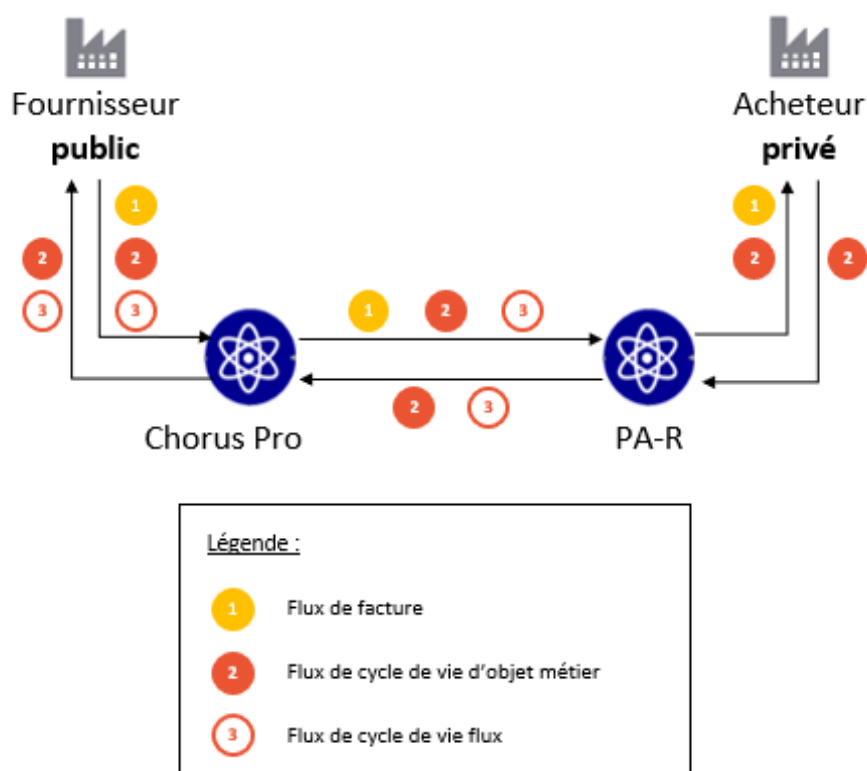


Figure 19 - Cartographie des flux EDI en G2B

Types de flux	Description
<b>1 Flux de facture</b>	Flux de facture électronique dans certains formats du socle conformes à la norme AFNOR (UBL et Factur-X) émis par le fournisseur public à destination de Chorus Pro, transmis à la plateforme agréée de l'acheteur et mis à disposition de ce dernier.
<b>2 Flux de cycle de vie d'objet métier</b>	<p>Flux de cycle de vie d'objet métier au format CDAR, défini par la norme AFNOR, échangés entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le fournisseur public et Chorus Pro,</li> <li>Chorus Pro et la Plateforme Agréée de l'acheteur privé.</li> </ul> <p>Ces cycles de vie correspondent aux comptes-rendus d'acquittement fonctionnels ainsi qu'à l'apposition des autres statuts de facture.</p>

### 3 Flux de cycle de vie flux

Flux de cycle de vie flux au format CDAR échangés entre :

- le fournisseur public et Chorus Pro,
- Chorus Pro et la Plateforme Agréée de l'acheteur privé.

Ces cycles de vie de flux portent toujours le statut "irrecevable" car dans les cas où un flux est considéré comme recevable, il ne fait pas l'objet d'un cycle de vie de flux.

Tableau 13 - Description des différents types de flux

Ci-dessous une illustration du cas nominal de dépôt de facture et d'apposition de statuts de facture dans le cadre du circuit G2B via flux EDI :

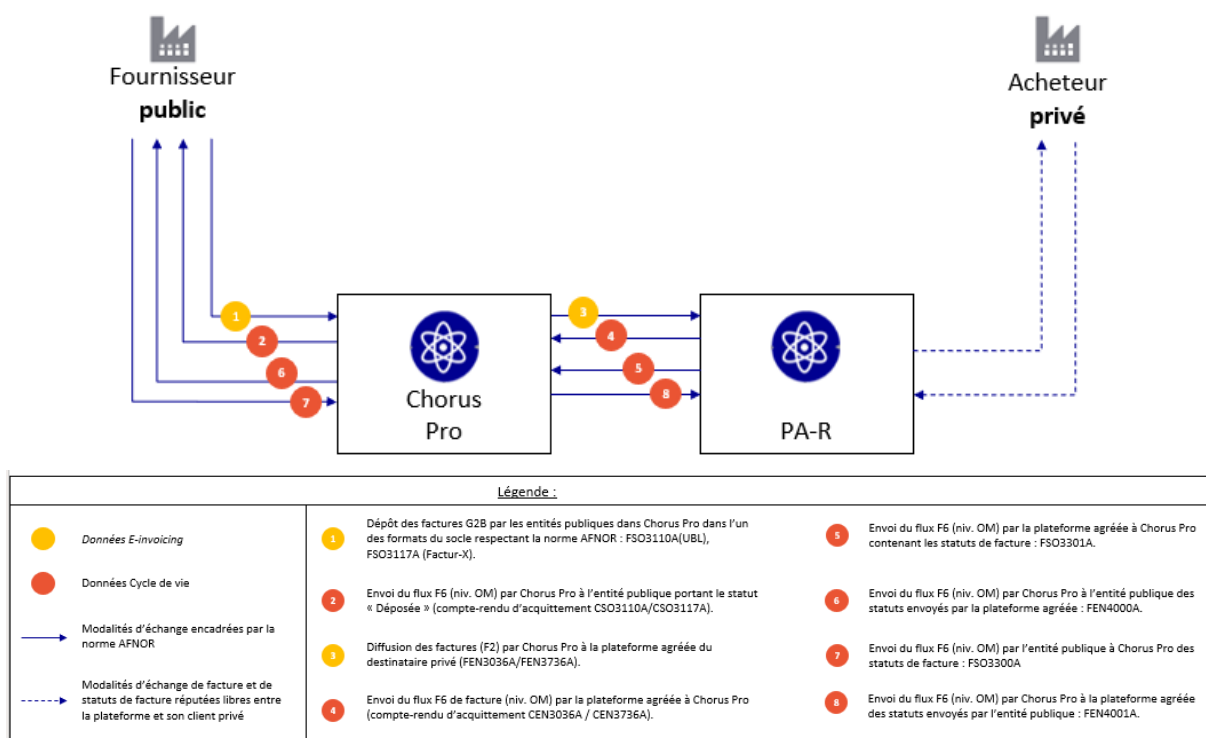


Figure 20 - Cinématique des flux EDI en dans le circuit G2B : cas nominal de dépôt de facture et d'apposition de statuts de facture

Ci-dessous une illustration du cas d'un flux de facture jugé irrecevable par Chorus Pro via flux EDI :

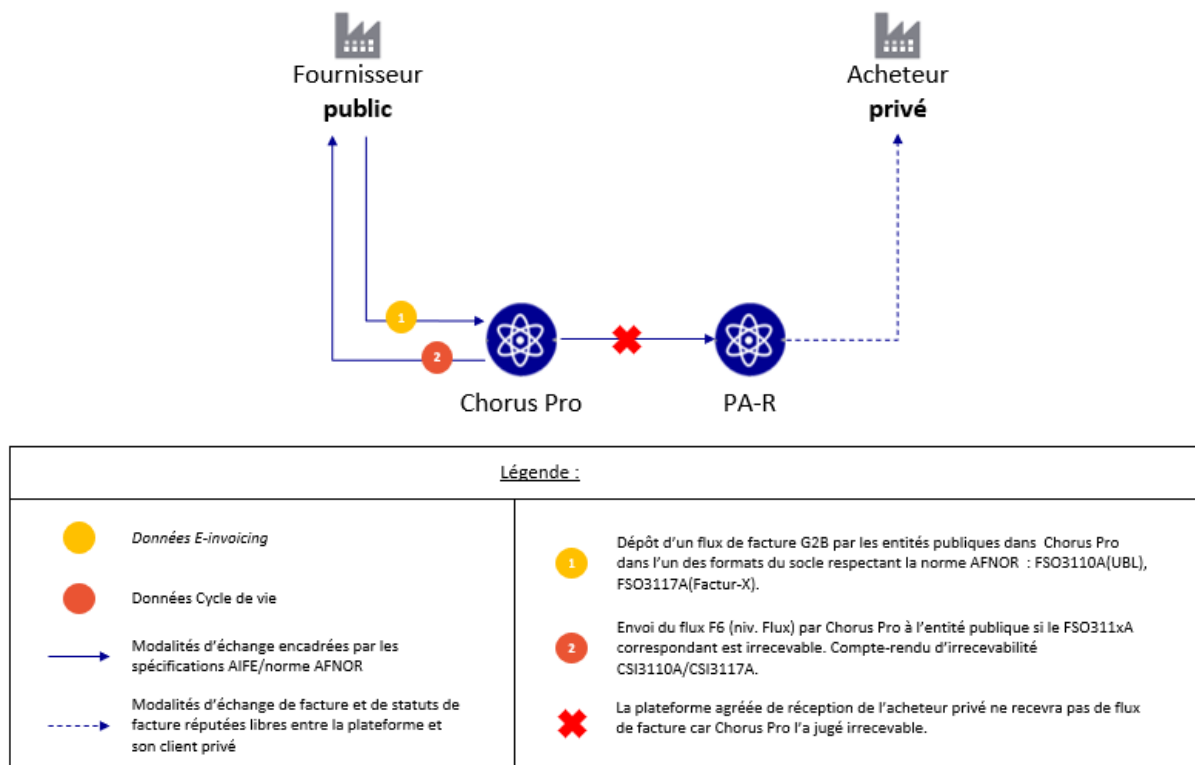


Figure 21 - Cinématique des flux EDI en dans le circuit G2B : cas d'un flux de facture jugé irrecevable par Chorus Pro

### 5.2.4.3 Circuit e-reporting

Ci-dessous le schéma décrivant le cas nominal d'un dépôt de flux e-reporting jugé recevable par Chorus Pro :

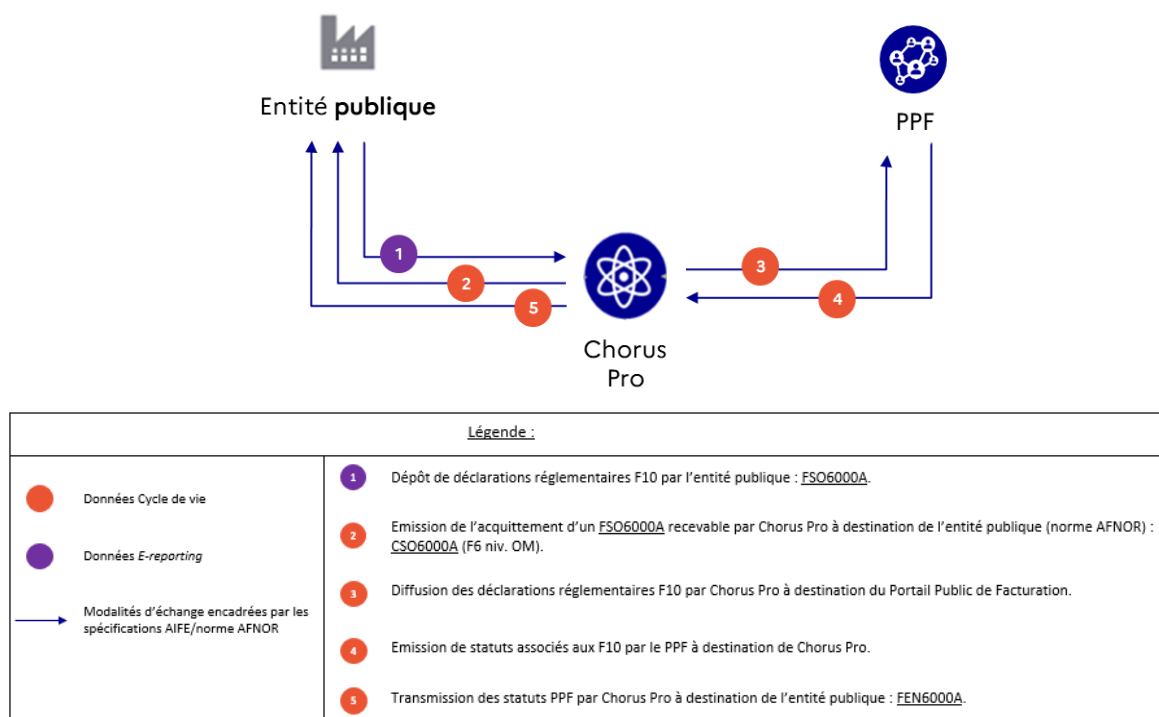


Figure 22 - Cas nominal d'un dépôt de flux e-reporting jugé recevable par Chorus Pro

Ci-dessous le schéma décrivant le cas d'un dépôt de flux e-reporting jugé irrecevable par Chorus Pro :

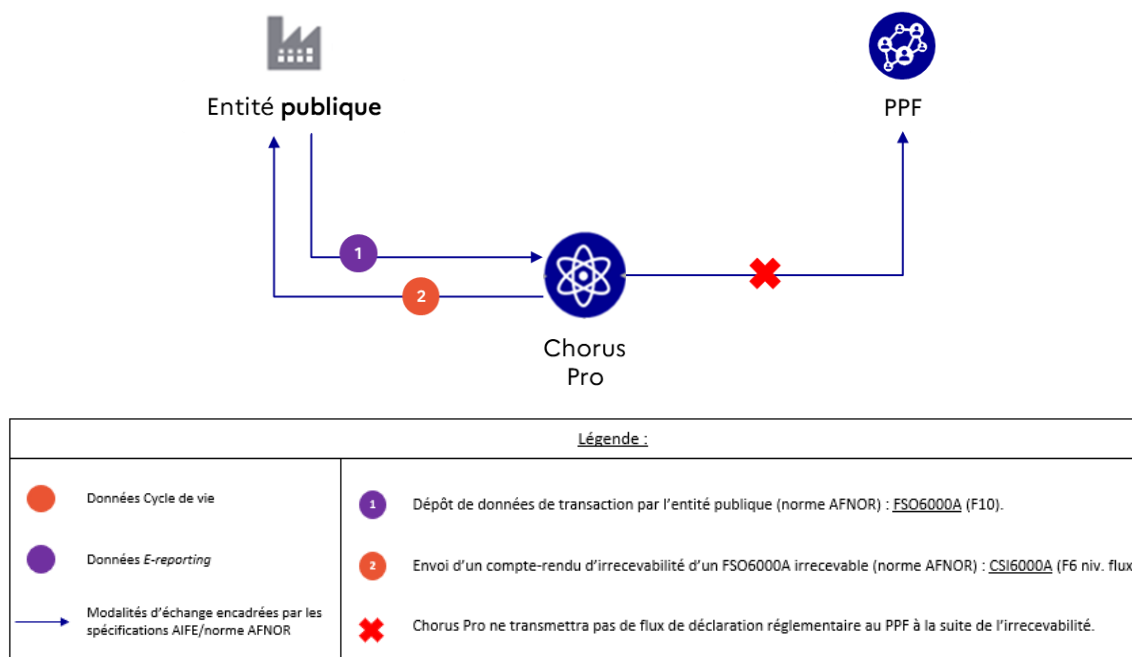


Figure 23 - Cas d'un dépôt de flux e-reporting jugé irrecevable par Chorus Pro

## 5.3 Le raccordement API

### 5.3.1 Circuit B2G et G2G

Le raccordement API est disponible pour tous l'ensemble des acteurs (fournisseurs, les solutions compatibles et les entités publiques) de la facturation vers la sphère publique.

La liste des API et la documentation technique (Swagger) sont disponibles sur le portail web PISTE (voir chapitre [1. Documents applicables](#))

Les cas d'usages des APIs B2G et G2G sont disponibles dans l'Annexe API des spécifications externes de Chorus Pro (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

### 5.3.2 Circuit G2B

Le raccordement API est disponible uniquement pour les entités publiques et leurs solutions compatibles.

Ce raccordement permet d'accéder aux API G2B suivantes :

- **API Annuaire** : permet de consulter l'annuaire des destinataires privés assujettis à la TVA et des destinataires publics,
- **API Flux** : permet de déposer un flux (factures, e-reporting et cycle de vie) et de consulter le statut d'intégration,
- **API Factures** : permet de suivre les factures émises et de consulter l'historique des statuts d'une facture émise,
- **API e-reporting** : Cette API permettra de consulter le statut d'une déclaration.

Les cas d'usage des API G2B seront disponibles dans l'Annexe API des spécifications externes de Chorus Pro (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

Les pré requis pour pouvoir consommer les API sont :

- avoir une application PISTE : voir le guide utilisateur PISTE (voir chapitre [1. Documents applicables](#)),
- déclarer un raccordement API : voir le guide Se raccorder à Chorus Pro (voir chapitre [1. Documents applicables](#)),
- avoir un compte technique : voir le guide création d'un compte technique (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

## 5.4 Les modalités d'échange en API

### 5.4.1 Les contrôles techniques réalisés par Chorus Pro

#### Limitations du canal API :

- contrôle de la **taille des flux** : la taille maximale autorisée pour un flux déposé en API est de 30 **Mo**.
- pour les autres contrôles, se référer à l'Annexe API des spécifications externes de Chorus Pro (voir chapitre [1. Documents applicables](#))

### 5.4.2 Le processus de consommation des API

La consommation des API se fait par le biais de l'API Manager de l'AIFE : PISTE.

Ci-dessous le diagramme de consommation d'une API sur PISTE :

- récupération d'un jeton,
- consommation d'une API en utilisant le jeton PISTE.

Ci-dessous le schéma décrivant la consommation d'une API :

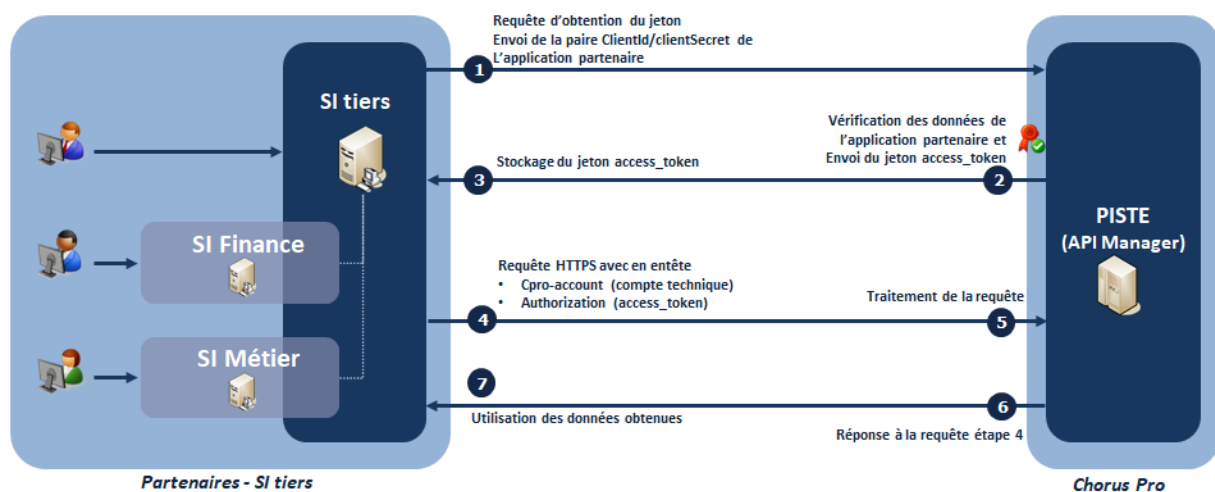


Figure 24 - Schéma de consommation API

La documentation technique qui prend la forme de swagger est disponible sur le portail web PISTE.

La documentation d'aide aux développeurs API (voir chapitre [1. Documents applicables](#)) disponible sur le portail de documentation de Chorus Pro peut également être consultée.

Pour plus de détail sur les modalités d'échange en API, se référer à l'annexe API (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

## 6. Modalités de gestion par Chorus Pro des cas d'usage de la norme AFNOR

Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme de la facturation électronique, Chorus Pro se positionne :

- en tant que plateforme de réception des entités publiques et permet aux plateformes agréées de transmettre, dans le cadre du circuit B2G, des factures dans l'un des formats du socle de la réforme conformément à la norme AFNOR (se référer à la Norme AFNOR XP Z12-012, voir chapitre [1. Documents applicables](#)).
- en tant que plateforme d'émission des entités publiques en permettant de pouvoir transmettre leurs factures dans l'un des formats du socle conformément à la norme AFNOR (se référer à la Norme AFNOR XP Z12-012, voir chapitre [1. Documents applicables](#)) pour le périmètre des factures transmises à des entreprises privées assujetties à la TVA (G2B).

Les modalités de transmission de ces factures sont décrites dans le chapitre [5.2 Les modalités d'échange en EDI](#).

La norme AFNOR reprend certains cas d'usage de facturation pour :

- spécifier comment adapter le contenu des factures,
- préciser les modalités d'échanges,
- gérer les cycles de vie afférents (Norme AFNOR XP Z12-014 - Annexe A, voir chapitre [1. Documents applicables](#))

Voici la liste des modalités de prise en charge par Chorus Pro, des cas d'usage en fonction des circuits de facturation.

Pour le circuit B2G, il est toléré de manière temporaire l'utilisation du circuit historique pour les cas d'usage qui ne sont pas pris en charge par Chorus Pro dans le circuit avec Plateforme agréée en septembre 2026.

**Les cas d'usage cités ci-dessous sont valables uniquement dans les circuits B2G (facture transmise par une plateforme agréée) et G2B (le circuit G2G demeure tel que décrit dans les spécifications Chorus Pro).**



**Ci-dessous un tableau de synthèse des modalités de traitement des cas d'usage de la norme AFNOR en B2G et G2B :**

N°	Description	Applicabilité B2G	Applicabilité G2B
Cas n°1	Multi-commande / Multi-livraison	Oui, sans écart	Oui, sans écart
Cas n°2	Facture déjà payée par l'ACHETEUR ou un tiers PAYEUR au moment de l'émission de la facture	Oui, sans écart	Oui, sans écart
Cas n°3	Facture à payer par un tiers PAYEUR connu au moment de la facturation	Oui, sans écart	Oui, sans écart
Cas n°4	Facture à payer par l'acheteur et prise en charge partiellement par un tiers connu à la facturation (subvention, assurance, ...)	Oui, sans écart	Oui, sans écart
Cas n°5	Frais payés par des collaborateurs avec facture au nom de l'entreprise	Oui, avec spécificité	Oui, sans écart
Cas n°6	Frais payés par des collaborateurs sans facture adressée à l'entreprise (simple ticket de caisse ou facture libellée au nom et adresse du collaborateur)	Non applicable au secteur public	Oui, sans écart
Cas n°7	Facture suite à un achat payé avec carte logée (carte d'achat)	Oui, sans écart	Oui, sans écart
Cas n°8	Facture à payer à un tiers déterminé au moment de la facturation (affacturation, centralisation de trésorerie)	Oui, avec spécificité	Oui, avec spécificité
Cas n°9	Facture à payer à un tiers connu au moment de la facturation, qui gère aussi la commande / la réception, voire la facturation (Distributeur / Dépositaire)	Oui, avec spécificité	Oui, avec spécificité
Cas n°10	Facture à payer à un tiers Bénéficiaire inconnu à la création de la facture, en particulier un Affactureur (cas de la subrogation)	Oui, avec spécificité	Oui, avec spécificité
Cas n°11	Facture devant être reçue et traitée par un Tiers pour le compte de l'ACHETEUR	Oui, avec spécificité	Oui, sans écart
Cas n°12	Intermédiaire transparent gestionnaire de facture pour son commettant ACHETEUR	Oui, avec spécificité	Oui, sans écart
Cas n°13	Facture à payer par un tiers : cas de sous-traitance avec paiement direct ou délégation de paiement	Oui, avec spécificité	Non géré par Chorus Pro
Cas n°14	Facture à payer par un tiers : cas de co-traitance B2B	Oui, avec spécificité	Oui, avec spécificité
Cas n°15	Facture de Vente suite à commande (et paiement éventuel) d'un tiers pour le compte de l'ACHETEUR	Oui, avec spécificité	Oui, avec spécificité
Cas n°16	Facture de débours pour remboursement de la facture de vente payée par le tiers	Oui, sans écart	Oui, sans écart
Cas n°17a	Facture à payer à un tiers, intermédiaire de paiement (par exemple sur Marketplace)	Oui, sans écart	Oui, sans écart

Cas n°17b	Facture à payer à un tiers, intermédiaire de paiement et tiers facturant sous mandat de facturation	Oui, avec spécificité	Oui, avec spécificité
Cas n°18	Gestion des notes de débit	Oui, sans écart	Oui, sans écart
Cas n°19a	Facture émise par un tiers Facturant avec mandat de facturation	Oui, avec spécificité	Oui, avec spécificité
Cas n°19b	Auto-facturation	Non géré par Chorus Pro	Non géré par Chorus Pro
Cas n°20	Facture d'acompte	Oui, avec spécificité	Oui, sans écart
Cas n°21	Facture définitive (ou finale) après acompte	Oui, avec spécificité	Oui, sans écart
Cas n°22a	Facture payée avec escompte en matière de prestations de services pour lesquelles la TVA est due à l'encaissement	Oui, avec spécificité	Oui, sans écart
Cas n°22b	Facture payée avec escompte en matière de livraisons de biens (ou Prestation de Services avec option TVA sur les débits)	Oui, avec spécificité	Oui, sans écart
Cas n°23	Flux en auto-facturation entre un particulier et un professionnel	Non applicable au secteur public	Non applicable au secteur public
Cas n°24	Gestion des arrhes	Oui, sans écart	Oui, sans écart
Cas n°25	Gestion des bons et des cartes cadeaux	Oui, sans écart	Oui, sans écart
Cas n°26	Factures avec clause de réserve contractuelle	Oui, avec spécificité	Oui, sans écart
Cas n°27	Gestion des tickets de péage vendus à un assujetti	Non applicable au secteur public	Oui, sans écart
Cas n°28	Gestion des notes de restaurant émises par un VENDEUR assujetti établi en France	Oui, sans écart	Oui, sans écart
Cas n°29	Assujetti unique au sens de l'article 256 C du CGI	Oui, avec spécificité	Non applicable au secteur public
Cas n°30	TVA déjà collectée - Opérations traitées initialement en e-reporting B2C, faisant l'objet d'une facture a posteriori	Oui, sans écart	Oui, sans écart
Cas n°31	Les factures « mixtes » mentionnant une opération principale et une opération accessoire	Oui, sans écart	Oui, sans écart
Cas n°32	Les paiements mensuels	Oui, sans écart	Oui, sans écart
Cas n°33	Les opérations soumises au régime de la marge bénéficiaire	Oui, sans écart	Oui, sans écart
Cas n°34	Encaissement partiel et annulation d'encaissement	Non applicable au secteur public	Oui, sans écart

Cas n°35	Notes d'auteur	Oui, sans écart	Oui, sans écart
Cas n°36	Opérations soumises au secret professionnel et échanges de données sensibles	Oui, sans écart	Oui, sans écart
Cas n°37	Sociétés en Participations	Oui, sans écart	Oui, avec spécificité
Cas n°38	Factures avec sous-lignes et regroupements de lignes	Non géré par Chorus Pro	Oui, sans écart
Cas n°39	Factures Multi-Vendeurs	Non géré par Chorus Pro	Oui, sans écart
Cas n°40	Paievements groupés, « Netting » ou Compensation en cas d'achat / vente croisés	Oui, sans écart	Oui, sans écart
Cas n°41	Sociétés de Barter	Non applicable au secteur public	Non applicable au secteur public
Cas n°42	Gestion de la détaxe	Non applicable au secteur public	Non applicable au secteur public
Cas n°43a	e-Reporting pour B2B international-Opérations triangulaires	Oui, sans écart	Oui, sans écart
Cas n°43b	e-Reporting pour B2B international - Transferts de stocks assimilés à des livraisons intra-communautaires	Non applicable au secteur public	Non applicable au secteur public
Cas n°44	Transactions avec des entités établies dans les DROM / COM / TAAF	Oui, sans écart	Oui, sans écart

Tableau 14 - Applicabilité des cas d'usage de la norme AFNOR en B2G et en G2B

## 6.1 Cas n°1 : Multi-commande / Multi-livraison

### **Circuit B2G / G2B :**

Cas pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.2 Cas n°2 : Facture déjà payée par l'ACHETEUR ou un tiers PAYEUR au moment de l'émission de la facture

### **Circuit B2G / G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

### 6.3 Cas n°3 : Facture à payer par un tiers PAYEUR connu au moment de la facturation

#### **Circuit B2G/G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

### 6.4 Cas n°4 : Facture à payer par l'acheteur et prise en charge partiellement par un tiers connu à la facturation (subvention, assurance, ...)

#### **Circuit B2G/G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

### 6.5 Cas n°5 : Frais payés par des collaborateurs avec facture au nom de l'entreprise

#### **Circuit B2G :**

Dans ce cas d'usage de facturation, il est possible de renseigner le bloc « PAYEUR » (EXT-FR-FE-BG-02). Les données associées au « PAYEUR », propres à ce cas d'usage, ne sont pas reprises dans le fichier pivot qui est remis au client public.

Si le client public souhaite exploiter ces informations, il devra le réaliser à partir de la facture d'origine (XML ou PDF) qui est en pièce jointe du flux pivot.

#### **Circuit G2B :**

Ce cas d'usage est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.6 Cas n°6 : Frais payés par des collaborateurs sans facture adressée à l'entreprise (simple ticket de caisse ou facture libellée au nom et adresse du collaborateur)

### **Circuit B2G :**

Ce cas d'usage n'est pas applicable au secteur public. Ce cas relève du e-reporting qui est à la charge de l'entreprise privée qui devra réaliser la transmission des données de transaction et de paiement via sa plateforme agréée.

### **Circuit G2B :**

Ce cas d'usage est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.7 Cas n°7 : Facture suite à un achat payé avec carte logée (carte d'achat)

### **Circuit B2G :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

### **Circuit G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.8 Cas n°8 : Facture à payer à un tiers déterminé au moment de la facturation (affacturation, centralisation de trésorerie)

### **Circuit B2G :**

Dans ce cas d'usage de facturation, la facture doit être payée à un tiers déterminé lors de la facturation. Il a été défini dans le cadre des spécifications AFNOR que les plateformes peuvent proposer un partage de la facture et des cycles de vie associés via une délégation.

Dans la solution Chorus Pro, cette fonctionnalité n'est pas disponible en tant que telle.

Le seul moyen pour que la société d'affacturation dispose d'un accès aux factures et puisse agir sur celles-ci est que le fournisseur donne accès à la ou aux personnes (physique via leur compte utilisateur Chorus Pro) à travers une habilitation sur la structure / service mentionné dans la facture.

Le fournisseur peut habilitier le compte en consultation seule ou en modification afin qu'il puisse agir sur la facture. L'affactureur peut consulter/modifier la facture uniquement via le canal portail.

Le prérequis pour l'affactureur est de disposer d'un compte utilisateur dans l'application Chorus Pro. Pour plus d'information sur la gestion des comptes/utilisateurs, se référer au Dossier de spécifications externes de Chorus Pro socle (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

Par ailleurs, il est possible d'ajouter certaines informations optionnelles dans la facture :

- EXT-FR-FE-26 : le code rôle (surtout prévue pour identifier un tiers Bénéficiaire de type Affactureur),
- EXT-FR-FE-27 : Identifiant à la TVA de l'Affactureur,
- EXT-FR-FE-28 et EXT-FR-FE-29 : adresse électronique et son schéma d'identification, qui peut être utile pour une réplique de la facture et des statuts au travers du système d'échange en réseau (interopérabilité PEPPOL par exemple),
- EXT-FR-FE-31, qui est un groupe de données : adresse postale du BÉNÉFICIAIRE,
- EXT-FR-FE-39, qui est un groupe de données : contact du BÉNÉFICIAIRE.

Ces données propres à ce cas d'usage, ne sont pas reprises dans le fichier pivot qui est remis au client public. Si le client public souhaite exploiter ces informations, il devra le réaliser à partir de la facture d'origine (XML ou PDF) qui est en pièce jointe du flux pivot.

#### **La norme AFNOR XP Z12-014 décrit différents cas d'affacturation :**

- **Affacturation « classique »** : ce type d'affacturation est géré par Chorus Pro, à l'exception des cas d'auto-facturation d'affacturation suivants :
  - facture auto-facturée affacturée (code 501),
  - facture rectificative auto-facturée affacturée (code 473),
  - avoir auto-facturé affacturé (code 502).

⇒ Si Chorus Pro réceptionne ces types de factures, elles seront rejetées.
- **Affacturation après la transmission de la facture** : ce type d'affacturation n'est pas géré par Chorus Pro (cf. Cas N°10).

⇒ Si Chorus Pro réceptionne un cycle de vie « Affacturé », ce cycle de vie sera ignoré par Chorus Pro et *non remis* à l'entité publique.

- **Affacturage inversé** : ce type d'affacturage n'est pas géré par Chorus Pro,
- **Changement d'Affactureur** : ce type d'affacturage n'est pas géré par Chorus Pro.

Si Chorus Pro réceptionne un cycle de vie « Affacturé », ce cycle de vie sera ignoré par Chorus Pro et non remis à l'entité publique.

### **Circuit G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro mais avec des spécificités par rapport aux modalités décrites par la norme AFNOR :

Chorus Pro ne peut pas mettre pas en œuvre les fonctionnalités additionnelles (optionnelles) qui sont décrites dans la norme AFNOR :

- **Affacturage « classique » (cf. cas N°8)** : ce type d'affacturage est géré par Chorus Pro, **à l'exception** des cas d'auto-facturation d'affacturage suivants :
  - Facture auto-facturée affacturée (code 501),
  - Facture rectificative auto-facturée affacturée (code 473),
  - Avoir auto-facturé affacturé (code 502).
- ➔ Si Chorus Pro réceptionne des factures de cette nature, elles seront rejetées.
- **Affacturage après la transmission de la facture** : ce type d'affacturage peut être géré dans Chorus Pro. En revanche l'affactureur n'aura pas accès à la facture et devra informer hors outil le fournisseur public de l'encaissement, afin que celui-ci puisse répondre à ses obligations de déclaration du statut « Encaissée »,
- **Affacturage confidentiel** : ce type d'affacturage est géré par Chorus Pro. Même remarque que pour le cas de « l'affacturage après la transmission de la facture »,
- **Affacturage inversé** : ce type d'affacturage n'est pas géré par Chorus Pro,
- **Changement d'Affactureur** : ce type d'affacturage est géré par Chorus Pro. En revanche l'affactureur n'aura pas accès à la facture et devra informer hors outil le fournisseur public de l'encaissement, afin que celui-ci puisse répondre à ses obligations de déclaration du statut « Encaissée ».

## 6.9 Cas n°9 : Facture à payer à un tiers connu au moment de la facturation, qui gère aussi la commande/ la réception, voire la facturation (Distributeur / Dépositaire)

### **Circuit B2G/G2B :**

Se référer au cas d'usage N°8 selon le circuit de facturation.

## 6.10 Cas n°10 : Facture à payer à un tiers Bénéficiaire inconnu à la création de la facture, en particulier un Affactureur (cas de la subrogation)

### **Circuit B2G :**

Ce cas d'usage ne peut pas être utilisé dans le cadre des factures B2G. En effet, il est possible uniquement de transmettre une facture lorsque l'affactureur est connu lors de l'émission de la facture (cf. Cas d'usage N°8).

Chorus Pro ne gère pas le cas de l'affacturage a posteriori (lorsque la facture est déjà transmise au client public).

Le seul statut qui peut être échangé est le statut "Changement de compte à payer", qui peut contenir les coordonnées bancaires (uniquement exploitable si également en pièce jointe du cycle de vie).

➔ Si Chorus Pro réceptionne un cycle de vie « Affacturée », il sera ignoré par Chorus Pro et non remis à l'entité publique.

2 solutions de contournement sont proposées :

- 1) Soit l'entreprise privée (fournisseur) demande à son client public de rejeter la facture

➔ Puis le fournisseur produit une nouvelle facture avec les informations relatives au nouvel affactureur (coordonnées et informations bancaires - et mention sur l'affacturage si besoin).

- 2) Soit l'entreprise privée (fournisseur) établit un avoir total pour contre-passer la facture

➔ Puis le fournisseur produit une nouvelle facture avec les informations relatives au nouvel affactureur (coordonnées et informations bancaires - et mention sur l'affacturage si besoin).

### **Circuit G2B :**



Ce cas est pris en charge par Chorus Pro mais avec des spécificités par rapport aux modalités décrites par la norme AFNOR :

L'affactureur n'aura pas accès à la facture dans Chorus Pro. Le fournisseur public devra informer et partager la facture hors outil.

Par ailleurs, l'affactureur devra informer hors outil le fournisseur public de l'encaissement, afin que celui-ci puisse répondre à ses obligations de déclaration du statut « Encaissée ».

## 6.11 Cas n°11 : Facture devant être reçue et traitée par un Tiers pour le compte de l'ACHETEUR

### **Circuit B2G :**

Ce cas d'usage est déjà mis en œuvre dans Chorus Pro. Cette fonctionnalité est disponible pour les entités publiques via une délégation de visa ou de traitement des factures pour le compte de l'entité publique (préconisation de le réaliser à la maille service).

Pour plus détails sur le fonctionnement de cette délégation, se référer au document intitulé La délégation de validation des factures reçues (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

La solution Chorus Pro ne permet pas la gestion de l'acteur décrit dans le cas d'usage, même s'il est possible de l'ajouter dans la facture via le bloc : ADRESSÉ À (EXT-FR-FE-BG-04).

Les données de ce bloc ne sont pas reprises dans le fichier pivot qui est remis au client public.

Si le client public souhaite exploiter ces informations, il devra le réaliser à partir de la facture d'origine (XML ou PDF) qui est en pièce jointe du flux pivot.

### **Circuit G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.12 Cas n°12 : Intermédiaire transparent gestionnaire de facture pour son commettant ACHETEUR

### **Circuit B2G :**

Ce cas d'usage est déjà mis en œuvre dans Chorus Pro. Cette fonctionnalité est disponible pour les entités publiques via une délégation de visa ou de traitement des factures pour le compte de l'entité publique (préconisation de le réaliser à la maille service).

Pour plus détails sur le fonctionnement de cette délégation, se référer au document intitulé La délégation de validation des factures reçues (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

La solution Chorus Pro ne permet pas la gestion des acteurs suivants décrits dans le cas d'usage, même s'il est possible de les renseigner dans la facture via les blocs suivants :

- AGENT d'ACHETEUR (EXT-FR-FE-BG-01),
- ADRESSÉ À (EXT-FR-FE-BG-04).

Les données de ces blocs ne sont pas reprises dans le fichier pivot qui est remis au client public.

Si le client public souhaite exploiter ces informations, il devra le réaliser à partir de la facture d'origine (XML ou PDF) qui est en pièce jointe du flux pivot.

#### **Circuit G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

### **6.13 Cas n°13 et n°14 : Cas de la sous-traitance et co-traitance (B2B, et notamment pour les marchés privés de travaux)**

#### **Circuit B2G :**

**Liminaire** : ce cas d'usage sera susceptible d'évoluer et sera revu dans le cadre de la commission AFNOR, en vue d'une convergence.

Les cas d'usage tels que décrits dans la norme AFNOR XP Z12-014 sont propres aux échanges de factures B2B. Les 2 cas d'usages décrits ci-dessous, sont propres aux modalités de gestion des factures de sous-traitance et co-traitance dans le cadre du B2G uniquement.

Ces cas ne relèvent pas de la fonctionnalité « Facture de travaux » prévue en B2G sur Chorus Pro, ce principe de fonctionnement demeure avec la mise en œuvre de la réforme.

#### **Cas de la sous-traitance :**

##### **6.13.1 Présentation générale du traitement de la sous-traitance**

En cas de recours à la sous-traitance en B2G, deux factures distinctes doivent être traitées dans le cadre de la facturation électronique :

- le sous-traitant transmet une facture (F1) à l'entreprise principale/titulaire (fournisseur). Si l'opération ouvre droit à l'autoliquidation de la TVA, le sous-traitant doit inscrire sur sa facture la mention « autoliquidation de la taxe par le preneur » ; sinon elle mentionne le montant de TVA due sur le montant de sa prestation,
- l'entreprise principale / titulaire transmet une facture (F2) à l'acheteur public du montant total des prestations et/ou des biens. La facture F2 mentionne la TVA due sur le montant HT total (prestation titulaire + prestation sous-traitant).

Le traitement de ces factures ne requiert pas de modalités spécifiques ; elles seront traitées comme des factures classiques (en cas de paiement direct de la structure publique (l'acheteur) au sous-traitant).

Est ainsi prévu par le code de la commande publique (article L.2193-10) et la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 (titre II), le paiement direct en matière de sous-traitance. Il s'applique aux marchés publics et aux marchés passés par les entreprises publiques qui ne sont pas des acheteurs soumis au code de la commande publique. Lorsque le sous-traitant d'un titulaire de marché est admis au paiement direct, il doit être payé directement par la personne publique pour la partie du marché dont il assure l'exécution. Une validation de la demande de paiement par le titulaire du marché dans un délai de 15 jours est nécessaire. À défaut, cette validation (accord) est considérée comme tacite (articles R.2193-12 et R.2193-13 du code de la commande publique).

En cas de sous-traitance dans le cadre de marchés publics (hors fonctionnalités factures travaux et mémoires frais de justice), le titulaire « accepte » la demande de paiement du sous-traitant, qui est transmise dans tous les cas à l'acheteur public.

### 6.13.2 Déclinaison des factures de sous-traitance

Dans le cadre de la sous-traitance, 3 documents sont donc émis et seront traités électroniquement :

1. une facture B2B (sous-traitant à l'entreprise principale / titulaire) : les modalités de traitement de cette facture sont décrites dans les spécifications de la Norme ANFOR XP Z12-014 du cas d'usage N°13.
2. une facture B2G (Entreprise Titulaire à l'acheteur public) :
  - Cadre de facturation = S1 (Dépôt d'une facture de prestation de service),
  - Génération d'un flux de données réglementaire (Flux 1) par la plateforme d'émission.

Voir Figure 24 : Facture principale (F2) du titulaire à l'acheteur final.

Les spécificités pour cette facture sont les mêmes que pour une facture classique. En revanche, le montant total de la Facture (BT-112) doit être égal au montant de la prestation de l'entreprise principale / titulaire + celle du sous-traitant.

Les étapes du cas de gestion sont les suivantes :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1-2	Création de la facture libellée au nom de l'acheteur	Entreprise principale / Titulaire	Le titulaire transmet via sa plateforme agréée, une facture (F2) couvrant sa prestation et celle du sous-traitant. La plateforme d'émission du Titulaire transmet le flux 1 de la facture à destination du PPF.
3	Réception de la facture	Entreprise principale / Titulaire	La plateforme Chorus Pro met à disposition de l'acheteur public la facture (F2) pour contrôle. L'acheteur public traite la facture et il met à jour les statuts.
4	Transmission du cycle de vie	Plateforme agréée	Chorus Pro met à disposition un flux de cycle de vie à la plateforme agréée du fournisseur / Titulaire.
5	Paiement de la facture	Acheteur / Maître d'ouvrage	L'acheteur public effectue le paiement de la facture (F2) pour le montant restant (prestation de l'entreprise principale). S'il le souhaite il appose le statut Chorus Pro « <b>Mise en paiement</b> ». Chorus Pro transmet un cycle de vie à la plateforme du fournisseur / Titulaire avec le statut « <b>Paiement transmis</b> » qui est le statut équivalent dans la norme AFNOR.
6	Réception des statuts de facture	Entreprise principale / Titulaire	L'entreprise principale / titulaire réceptionne le statut de la facture (F2) et doit enregistrer l'encaissement TOTAL (incluant le montant payé au sous-traitant) par le biais du statut « <b>encaissée</b> ». La plateforme du fournisseur / Titulaire transmet les données de paiement au PPF. <b>Il n'est pas utile à la plateforme de transmettre le statut d'encaissement car Chorus Pro ne gère pas ce statut.</b>
7 et 8	Mise à jour du statut « encaissée »		

Tableau 15 - Etapes du cas de gestion d'une facture dans le cadre d'une sous-traitance

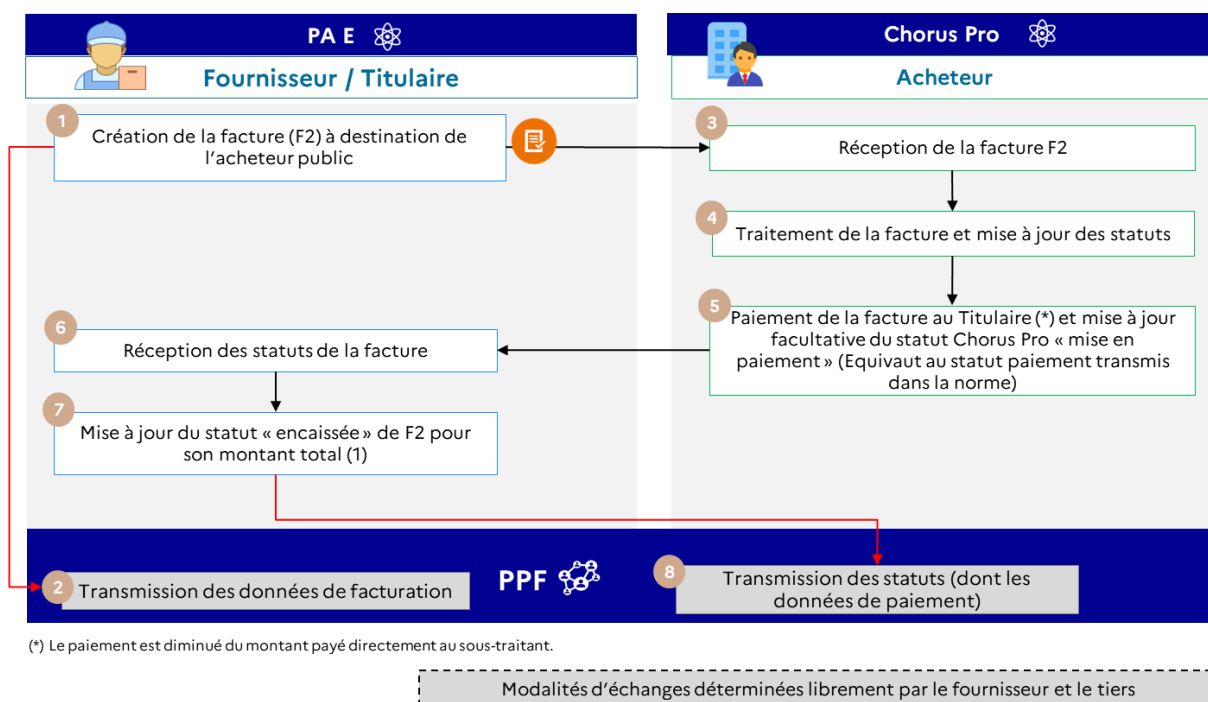


Figure 25 - Facture principale F2 du titulaire à l'acheteur final (cas de sous-traitance par délégation de paiement)

### 3. Une demande de paiement du sous-traitant à l'acheteur public :

- cadre de facturation = S3 (Dépôt d'une demande de paiement de sous-traitance avec paiement direct),
- pas de génération du flux de données réglementaire (Flux 1) par Chorus Pro.

Voir Figure 25 : Demande de paiement avec paiement direct de l'acheteur public au sous-traitant.

Pour la demande de paiement du sous-traitant vers l'acheteur public en cas de paiement direct du sous-traitant, un cadre de facturation spécifique à la commande publique est prévu : le cadre S3 (Dépôt d'une demande de paiement de sous-traitance avec paiement direct, voir Figure 25).

Les spécificités des données et règles de gestion associées à la demande de paiement sont :

- BT-23 : S3(Dépôt d'une demande de paiement de sous-traitance avec paiement direct),
- possibilité d'ajouter son attestation de paiement direct en pièce jointe (BG-24),
- BG-4 : sous-traitant,
- BG-7 : acheteur (destinataire public),
- EXT-FR-FE-BG-03 (AGENT DE VENDEUR) : entreprise principale/titulaire,

- montant total de la Facture (BT-112) : montant de la demande de paiement par le sous-traitant,
- pas de génération de flux 1 sur ce document par la plateforme d'émission,
- les demandes de paiement ne sont pas prises en compte dans le contrôle de doublon de facture car ce document n'est pas considéré comme tel,
- pas de e-reporting de paiement (Les informations concernant la TVA seront transmises à partir de la facture (F2) entre le sous-traitant et l'entreprise principale / titulaire).

Les étapes du cas de gestion sont les suivantes :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1	Création de la demande de paiement libellée au nom de l'acheteur à destination du titulaire	Sous-traitant	Le sous-traitant transmet une demande de paiement couvrant sa prestation à l'entreprise principale / titulaire. La plateforme agréée du sous-traitant ne génère pas de flux 1 pour les demandes de paiement (cadre de facturation à S3).
2-3a-3b	Réception de la demande de paiement	Entreprise principale / Titulaire	La demande de paiement est mise à disposition de l'entreprise principale / titulaire. Plusieurs cas de figure possibles : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le titulaire « APROUVE » la demande de paiement avec un commentaire obligatoire qui permet d'ajouter des informations pour le destinataire public (cf. R.2193-12 du code de la commande publique)</li> <li>2. Le titulaire « REFUSE » la demande de paiement, avec un commentaire obligatoire, qui permet d'ajouter des informations pour le destinataire public</li> <li>3. Le titulaire ne traite pas la demande de paiement dans les 15 jours après sa mise à disposition. Dans ce cas, elle sera validée tacitement avec un commentaire générique afin de prévenir le destinataire public de cette validation tacite (cf. article R.2193-13 du code de la commande publique).</li> </ol> <p>Pour tous les cas, Chorus Pro transmet la demande de paiement au destinataire public.</p>

4	Réception de la demande de paiement	Acheteur / Maître d'ouvrage	Chorus Pro met à disposition du destinataire public la demande de paiement.
5a	Refus de la demande de paiement	Acheteur / Maître d'ouvrage	Le destinataire public peut également refuser la demande de paiement (avec un commentaire obligatoire). Dans ce cas, Chorus Pro transmet un flux de cycle de vie à la plateforme du sous-traitant.
5b	Approbation de la demande de paiement	Acheteur / Maître d'ouvrage	Le destinataire public approuve la demande de paiement.
6	Réception du refus	Sous-traitant	La plateforme du sous-traitant met à disposition le refus de son client et celui-ci peut renvoyer une nouvelle demande de paiement.
7-8	Traitement des statuts de la demande de paiement	Acheteur / Maître d'ouvrage	L'acheteur peut faire évoluer les statuts de la demande de paiement qui seront transmis à la plateforme du sous-traitant. Se référer à la partie 4.2 Gestion des statuts de factures
9	Paie ment de la demande de paiement	Acheteur / Maître d'ouvrage	Le destinataire public effectue le paiement et s'il le souhaite appose le statut Chorus Pro « Mise en paiement ». Chorus Pro transmet un cycle de vie à la plateforme du sous-traitant avec le statut « Paiement transmis » qui est le statut équivalent dans la norme AFNOR. Se référer à la partie 4.2 Gestion des statuts de facture
10	Encaissement de la demande de paiement	Sous-traitant	Le sous-traitant modifie le statut de la demande de paiement : « encaissée » s'il le souhaite. Aucun e-reporting de paiement n'est envoyé à l'administration fiscale.

Tableau 16 - Etapes du cas de gestion d'une demande de paiement dans le cadre d'une sous-traitance

**À noter :**

- Le sous-traitant et le titulaire doivent disposer d'un compte utilisateur dans l'application Chorus Pro. Pour plus d'information sur la gestion des comptes/utilisateurs, se référer au Dossier de spécifications externes de Chorus Pro socle -

chapitre 4.2.1 « Principes généraux de la gestion des comptes structures et utilisateurs » et chapitre 4.2.2 « Les fonctionnalités de gestion des comptes » (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

- Par ailleurs, la validation / refus par le titulaire de la facture ne peut s'opérer que dans le portail de services Chorus Pro.

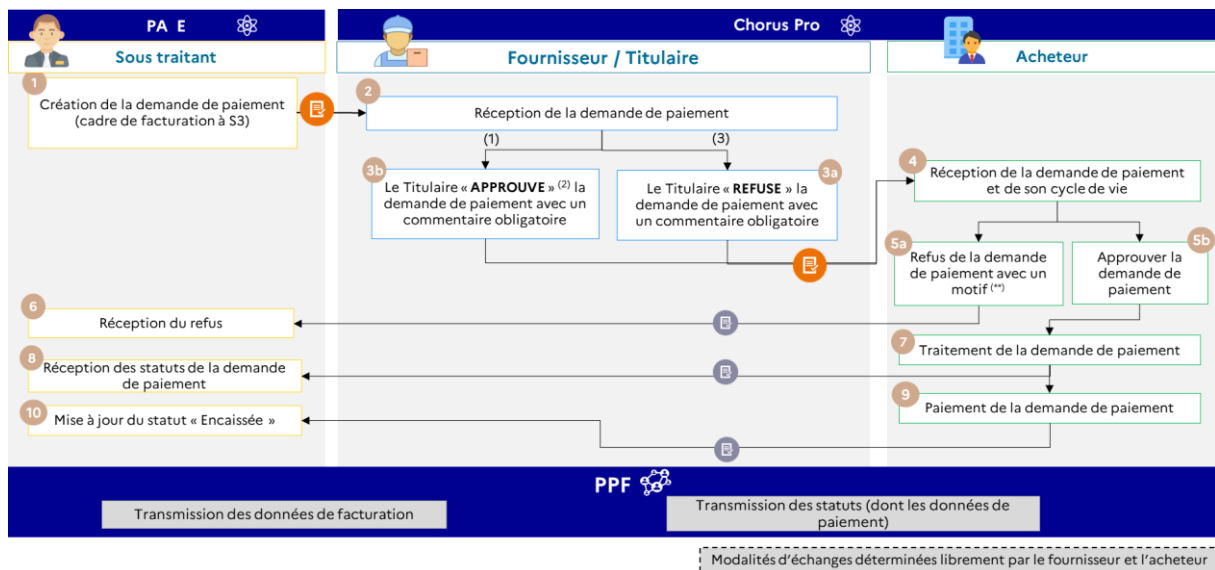


Figure 26 - Circuit de la demande de paiement avec paiement direct de l'acheteur public au sous-traitant

- (1) Validation tacite 15 jours après la date de mise à disposition (Voir article R.2193-13).  
 (2) Voir article R.2193-12 du code de la commande publique.  
 (3) En cas de refus, une notification doit être transmise au sous-traitant et au titulaire.

### **Circuit G2B :**

Ce cas d'usage n'est pas géré par Chorus Pro.

Si Chorus Pro reçoit des factures en sous-traitance, elles seront rejetées.

### **Cas de la co-traitance en circuit B2G :**

Ce cas traite de la co-traitance hors marchés de travaux.

En B2G, une seule facture est transmise par le co-traitant qui, une fois visée par le mandataire, est mise à disposition du destinataire public.

Dans le cas d'une transmission de la facture du co-traitant au mandataire, les spécificités des données et règles de gestion associées sont :

- BG-4 : co-traitant (vendeur),
- BG-7 : destinataire public (acheteur),



- EXT-FR-FE-BG-03 : Dans le bloc agent de vendeur, on renseigne le mandataire,
- Montant total de la Facture (BT-112) : Montant de la prestation du co-traitant,
- BT-23 : S6 (Dépôt par un co-traitant d'une facture de prestation de service).

Les étapes du cas de gestion en B2G sont les suivantes :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1	Création de la facture à destination du mandataire	Co-traitant	Le co-traitant transmet via sa plateforme une facture couvrant sa prestation au mandataire.
2	Transmission des données du flux 1	Plateforme agréée	Un flux déclarant les données de facturation est envoyé parallèlement par la plateforme agréée du co-traitant, qui réceptionne les informations.
3-4A-4B	Réception de la facture	Mandataire	La facture est mise à disposition du mandataire Plusieurs cas de figure possibles : 1. Le mandataire peut refuser la facture 2. Le mandataire « VISE » la facture avec un commentaire qui permet d'ajouter des informations pour le destinataire public. En cas de refus, Chorus Pro transmet le cycle de vie du refus à la plateforme agréée du co-traitant.
4D	Transmission du statut de refus	Chorus Pro	En cas de refus, Chorus Pro transmet le cycle de vie du refus au PPF
4C	Réception du refus de la facture	Co-traitant	Le co-traitant peut consulter le motif de refus et le commentaire associé. Il peut renvoyer un avoir et une nouvelle facture ou une facture rectificative.
5	Réception de la facture	Acheteur	Si le mandataire « VISE » la facture, Chorus Pro met à disposition du destinataire public la facture.
6A	Refus de la facture	Acheteur	Le destinataire public peut également refuser la facture (avec un commentaire obligatoire). Dans ce cas, Chorus Pro transmet le cycle de vie du refus à la plateforme du co-traitant.
4D	Réception du refus	Chorus Pro	En cas de refus, Chorus Pro transmet le cycle de vie du refus au PPF
6B	Approbation de la facture	Acheteur	Le destinataire public approuve la facture.
7-8	Traitement des statuts de la facture	Acheteur	L'acheteur public peut faire évoluer les statuts

			de la facture qui seront transmis à la plateforme du co-traitant.
9	Paie- ment de la fac- ture	Acheteur	Le destinataire public effectue le paiement et s'il le souhaite appose le statut Chorus Pro « Mise en paiement ». Chorus Pro transmet un cycle de vie à la plateforme du co-traitant avec le statut « Paiement transmis » qui est le statut équivalent dans la norme AFNOR. Se référer à la partie 4.2 Gestion des statuts de facture
10	Encaissement de la facture	Co-traitant	Le co-traitant modifie le statut de la facture : « encaissée »
11	Déclaration des données de paie- ment	Plateforme agréée	La plateforme agréée du co-traitant génère les données de paiement pour mise à disposition de l'administration fiscale.

Tableau 17 - Etapes du cas de gestion d'une facture dans le cadre d'une co-traitance

**À noter :**

Le co-traitant et le mandataire doivent disposer d'un compte utilisateur dans l'application Chorus Pro. Pour plus d'information sur la gestion des comptes/utilisateurs, se référer au Dossier de spécifications externes de Chorus Pro socle - chapitre 4.2.1 « Principes généraux de la gestion des comptes structures et utilisateurs » et chapitre 4.2.2 « Les fonctionnalités de gestion des comptes » (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

- Par ailleurs, le mandataire peut viser ou refuser la facture uniquement via le portail de services Chorus Pro via des IHM dédiées.

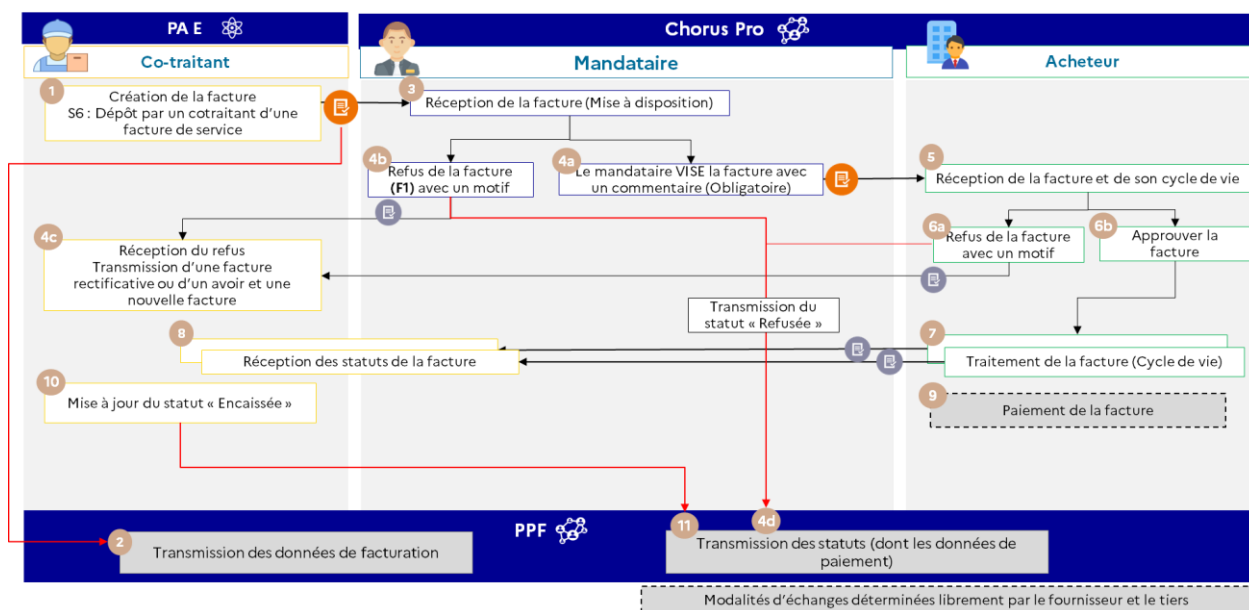


Figure 27 - Facture à payer par un tiers (cas de co-traitance en B2G)

### Cas de la co-traitance en circuit G2B :

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro mais avec des spécificités par rapport aux modalités décrites par la norme AFNOR :

Chorus Pro ne propose pas de mise à disposition de la facture au sein de Chorus Pro, si le mandataire est public.

## 6.14 Cas n°15 : Facture de Vente suite à commande (et paiement éventuel) d'un tiers pour le compte de l'ACHETEUR

### Circuit B2G :

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro mais avec des spécificités par rapport aux modalités décrites par la norme AFNOR :

Afin que les tiers « AGENT d'ACHETEUR » (EXT-FR-FE-BG-01) et « PAYEUR » (EXT-FR-FE-BG-02) puissent accéder à la facture, ces derniers devront être impérativement une entité publique et avoir une délégation de droits dans Chorus Pro, opérée par « l'ACHETEUR ».

La délégation de validation des factures reçues est disponible (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

Les données associées à « l'AGENT d'ACHETEUR » et au « PAYEUR » propres à ce cas d'usage, ne sont pas reprises dans le fichier pivot qui est remis au client public.

Si le client public souhaite exploiter ces données, il devra le réaliser à partir de la facture d'origine (XML ou PDF) qui est en pièce jointe du flux pivot.

#### **Circuit G2B :**

Ce cas d'usage est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR mais uniquement si l'entité publique agit en tant que « VENDEUR ».

### 6.15 Cas n°16 : Facture de débours pour remboursement de la facture de vente payée par le tiers

#### **Circuit B2G/G2B :**

Ce cas d'usage est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

### 6.16 Cas n°17a : Facture à payer à un tiers, intermédiaire de paiement (par exemple sur Marketplace)

#### **Circuit B2G/G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

### 6.17 Cas n°17b : Facture à payer à un tiers, intermédiaire de paiement et tiers facturant sous mandat de facturation

#### **Circuit B2G :**

Pour ce cas d'usage, Chorus Pro peut être utilisé uniquement pour la transmission de la facture entre l'intermédiaire transparent et l'acheteur public. Le VENDEUR renseigné dans la facture, doit avoir un compte (structure) dans Chorus Pro pour transmettre sa facture.

Pour plus d'information sur la gestion des comptes/utilisateurs, se référer au Dossier de spécifications externes de Chorus Pro socle (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

L'intermédiaire de paiement en revanche n'a pas d'obligation d'avoir un compte dans Chorus Pro.

Précision :

Les données associées à l'intermédiaire transparent propres à ce cas d'usage, ne sont pas reprises dans le fichier pivot qui est remis au client public.

Si le client public souhaite exploiter ces données, il devra le réaliser à partir de la facture d'origine (XML ou PDF) qui est en pièce jointe du flux pivot.

En revanche, pour ce qui concerne la facture entre l'intermédiaire de paiement et le vendeur, cette facture doit transiter via des plateformes agréées dans le cadre d'échange B2B.

### **Circuit G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro mais avec des spécificités par rapport aux modalités décrites par la norme AFNOR :

- Le « TIERS FACTURANT » doit-être une entité publique et raccordé à Chorus Pro.
- Le « VENDEUR » doit avoir un compte sur le portail de services de Chorus Pro.

## 6.18 Cas n°18 : Gestion des notes de débit

### **Circuit B2G/G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.19 Cas n°19a : Facture émise par un tiers pour le compte du VENDEUR sous Mandat de Facturation

Ce cas d'usage couvre la situation suivante :

- Vous émettez une facture au nom et pour le compte de votre fournisseur, dont vous êtes le client
- Cette émission est réalisée sur la base d'un mandat d'auto-facturation préalablement établi
- L'acceptation de la facture par le fournisseur est implicite ou définie contractuellement, sans mise en œuvre d'un workflow de validation dans le système.

### **Circuit B2G / G2B:**

Cf. cas d'usage n°17b selon le circuit de facturation.

## 6.20 Cas n°19b : Auto-facturation

Ce cas d'usage couvre la situation suivante :

- Vous émettez une facture au nom et pour le compte de votre fournisseur, dont vous êtes le client
- Cette émission est réalisée sur la base d'un mandat d'auto-facturation préalablement établi
- **Contrairement au cas 19a, la facture est soumise à un processus de validation explicite (via un workflow) par le fournisseur via le cycle de vie**
- En cas de refus (cas 19b), la facture est rejetée dans le cycle de vie et ne produit pas d'effet fiscal ; une nouvelle facture devra être émise si nécessaire.

**Attention, ce cas d'usage 19b ne doit pas être confondu avec le cas 19a.**

### **Circuit B2G/G2B :**

Ce cas d'usage 19b n'est pas géré par Chorus Pro.

Si Chorus Pro reçoit des factures en auto-facturation, elles seront rejetées.

## 6.21 Cas n°20 et 21 : Facture d'acompte et facture définitive (ou finale) après acompte

### **Circuit B2G :**

Ce cas d'usage est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR mais sans distinction, pour le client public, des factures d'acompte et des factures finales, à moins d'exploiter les données de la facture d'origine (XML ou PDF) qui est en pièce jointe du fichier pivot.

En effet, dans le fichier pivot remis au client public, il n'y a pas de granularité fine du type de facture, il est uniquement fait la distinction entre « FACTURE » ou « AVOIR ».

### **Circuit G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.22 Cas n°22a : Facture payée avec escompte en matière de prestations de services pour lesquelles la TVA est due à l'encaissement

### **Circuit B2G :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR. Toutefois, si le client public souhaite exploiter les données propres à ce cas d'usage (notes de facture), il devra le réaliser à partir de la facture d'origine (XML ou PDF) qui est en pièce jointe du flux pivot.

Par ailleurs, Chorus Pro ne peut que transmettre le cycle de vie du paiement au « VENDEUR » mais sans le détail des montants.

### **Circuit G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.23 Cas n°22b : Facture payée avec escompte en matière de livraisons de biens (ou Prestation de Services avec option TVA sur les débits)

### **Circuit B2G :**

Voir le cas d'usage n°22a pour les modalités de fonctionnement.

### **Circuit G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.24 Cas n°23 : Flux en auto-facturation entre un particulier et un professionnel

### **Circuit B2G :**

Si les entités publiques souhaitent réaliser de l'auto-facturation avec un particulier, il faut utiliser le circuit historique uniquement en dépôt quel que soit le flux (EDI, API, Portail).

L'entité publique se substitue au particulier pour déposer la facture dans Chorus Pro.

Prérequis : il faut que la structure de type « PARTICULIER » existe dans le portail de services et qu'elle soit renseignée dans la facture en tant que vendeur.

**Circuit G2B :**

Non applicable au secteur public

## 6.25 Cas n°24 : Gestion des arrhes

**Circuit B2G/G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.26 Cas n°25 : Gestion des bons et des cartes cadeaux

**Circuit B2G/G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR, si l'entité publique agit en tant qu'émetteur du **Bon à Usage Unique (BUU)**, et que l'entreprise privée agit en tant que tiers vendeur de service.

**Circuit G2B :**

**Bon à Usage Unique (BUU) : 2 cas de gestion :**

- 1) L'entité publique agit en tant qu'émetteur du BUU : Chorus Pro peut réceptionner le fichier e-reporting de vente du bon à usage unique que doit produire l'entité publique ainsi que la facture de commission
- 2) L'entité publique agit en tant que tiers vendeur de service : Chorus Pro peut réceptionner la facture

**Bon à Usage Multiple (BUM) : 2 cas de gestion :**

- 1) L'entité publique agit en tant qu'émetteur du Bon à Usage Multiple (BUM) : Chorus Pro peut réceptionner la facture de commission (cas nominal)
- 2) L'entité publique agit en tant que tiers vendeur de service : Chorus Pro peut réceptionner les fichiers de e-reporting de transaction et de paiement que doit produire l'entité publique.



## 6.27 Cas n°26 : Factures avec clause de réserve contractuelle

### **Circuit B2G :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR. Toutefois, les données propres à ce cas d'usage (les notes de facture), ne sont pas reprises dans le fichier pivot qui est remis au client public.

Si le client public souhaite exploiter ces informations, il devra le réaliser à partir de la facture d'origine (XML ou PDF) qui est en pièce jointe du flux pivot.

### **Circuit G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

Si une retenue de garantie contractuelle est appliquée, elle est pratiquée par l'acheteur (entreprise privée) sur le montant dû. L'entité publique (vendeur) peut émettre :

- soit une facture nette intégrant déjà la retenue,
- soit un avoir pour constater la retenue sur la facture initiale :
  - Code sujet (BT-21) : ABU
  - Texte (BT-22) : clause de réserve

## 6.28 Cas n°27 : Gestion des tickets de péage vendus à un assujetti

### **Circuit B2G :**

Ce cas d'usage n'est pas applicable au secteur public.

### **Circuit G2B :**

L'entité publique peut transmettre son fichier de e-reporting

## 6.29 Cas n°28 : Gestion des notes de restaurant émises par un VENDEUR assujetti établi en France

### **Circuit B2G/G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.30 Cas n°29 : Assujetti unique au sens de l'article 256 C du CGI

### **Circuit B2G :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro mais avec des spécificités par rapport aux modalités décrites par la norme AFNOR. Toutefois les données associées à « L'ASSUJETTI UNIQUE » propres à ce cas d'usage (SIREN de l'assujetti unique et note de facture spécifique), ne sont pas reprises dans le fichier pivot qui est remis au client public.

Si le client public souhaite exploiter ces données, il devra le réaliser à partir de la facture d'origine (XML ou PDF) qui est en pièce jointe du flux pivot.

### **Circuit G2B :**

Ce cas d'usage n'est pas applicable au secteur public.

## 6.31 Cas n°30 : TVA déjà collectée - Opérations traitées initialement en e-reporting B2C, faisant l'objet d'une facture a posteriori

### **Circuit B2G :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro mais avec des spécificités par rapport aux modalités décrites par la norme AFNOR :

- Uniquement pour le volet e-invoicing.
- Le fournisseur (l'entreprise privée) devra passer par la plateforme agréée de son choix pour le volet e-reporting.

### **Circuit G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.32 Cas n°31 : Les factures « mixtes » mentionnant une opération principale et une opération accessoire

### **Circuit B2G/G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.33 Cas n°32 : Les paiements mensuels

### **Circuit B2G :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro mais avec des spécificités par rapport aux modalités décrites par la norme AFNOR :

- Uniquement pour le volet e-invoicing.
- Le fournisseur (l'entreprise privée) devra passer par une plateforme agréée pour le volet e-reporting.

### **Circuit G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.34 Cas n°33 : Les opérations soumises au régime de la marge bénéficiaire

### **Circuit B2G/G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.35 Cas n°34 : Encaissement partiel et annulation d'encaissement

### **Circuit B2G :**

Ce cas d'usage n'est pas applicable au secteur public.

En B2G dans le circuit avec plateforme agréée, c'est la plateforme du fournisseur (l'entreprise privée) qui est en charge de prendre en compte ce cas d'usage.

### **Circuit G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.36 Cas n°35 : Notes d'auteur

### **Circuit B2G :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR si le fournisseur qui établit la facture est un assujetti à la TVA.

Toutefois, ce cas n'est pas géré par Chorus Pro dans le cas d'un établissement d'un relevé de droit (qui n'est pas une facture).

#### **Circuit G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

### 6.37 Cas n°36 : Opérations soumises au secret professionnel et échanges de données sensibles

#### **Circuit B2G/G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

### 6.38 Cas n° 37 : Sociétés en Participations

#### **Circuit B2G :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

#### **Circuit G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro mais avec des spécificités par rapport aux modalités décrites par la norme AFNOR :

Chorus Pro peut gérer ce cas d'usage sauf le volet optionnel des plateformes agréées d'émission (PA-E) à savoir : permettre un accès partagé au « MANDATAIRE » sur la PA-E pour avoir accès aux factures émises en son nom pour le compte de la SEP et aux statuts de cycle de vie qui s'y rattachent.

### 6.39 Cas n° 38 : Factures avec sous-lignes et regroupements de lignes

#### **Circuit B2G :**

Ce cas d'usage n'est pas géré par Chorus Pro.

Si Chorus Pro reçoit des factures avec des sous-lignes et des regroupements de lignes, elles seront rejetées avec un message associé.

**Circuit G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.40 Cas n°39 : Intermédiaire transparent regroupant des ventes de plusieurs Vendeurs pour un même acheteur – Facture Multi-Vendeurs

### 6.40.1 Factures unitaires individuelles et facture « globale » du tiers transparent vers l'ACHETEUR

**Circuit B2G :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

**Circuit G2B :**

Ce cas d'usage n'est pas géré par Chorus Pro.

### 6.40.2 Factures Multi-Vendeurs

**Circuit B2G :**

Ce cas d'usage n'est pas géré par Chorus Pro.

Si Chorus Pro reçoit des factures multi-vendeurs, elles seront rejetées.

Dans le circuit B2G, il sera possible de passer par le circuit historique pour traiter ces cas de factures multi-vendeurs.

**Circuit G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro mais avec des spécificités par rapport aux modalités décrites par la norme AFNOR : il n'est pas possible pour le VENDEUR principal de transmettre les statuts « Encaissée » correspondant à chaque facture unitaire, pour le compte des VENDEURS secondaires.

## 6.41 Cas n° 40 : Paiements groupés, « Netting » ou Compensation en cas d'achat / vente croisés

### **Circuit B2G/G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.42 Cas n° 41 : Sociétés de Barter

### **Circuit B2G/G2B :**

Ce cas d'usage n'est pas applicable au secteur public.

## 6.43 Cas n°42 : Gestion de la détaxe

### **Circuit B2G/G2B :**

Ce cas d'usage n'est pas applicable au secteur public.

## 6.44 Cas n°43a : e-Reporting pour B2B international - Opérations triangulaires

### **Circuit B2G/G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 6.45 Cas n°43b : e-Reporting pour B2B international -Transferts de stocks assimilés à des livraisons intra-communautaires

### **Circuit B2G/G2B :**

Ce cas d'usage n'est pas applicable au secteur public.

## 6.46 Cas n°44 : Transactions avec des entités établies dans les DROM / COM / TAAF

### **Circuit B2G/G2B :**

Ce cas est pris en charge par Chorus Pro selon les modalités décrites par la norme AFNOR.

## 7. Fonctionnalités transverses

### 7.1 Prérequis pour les entités publiques

Une entité publique doit être déclarée sur le portail de services Chorus Pro pour émettre, recevoir des factures ou transmettre des données agrégées de e-reporting.

La présentation de la gestion des structures publiques et utilisateurs est décrite dans le Dossier de spécifications externes de Chorus Pro socle (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

### 7.2 Prérequis pour les entreprises privées

Une entreprise privée doit être déclarée sur le portail de services Chorus Pro pour émettre des factures aux entités publiques, y compris pour le circuit B2G avec plateforme agréée.

La présentation de la gestion des structures privées et utilisateurs est décrite dans le Dossier de spécifications externes de Chorus Pro socle (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

### 7.3 Habilitations

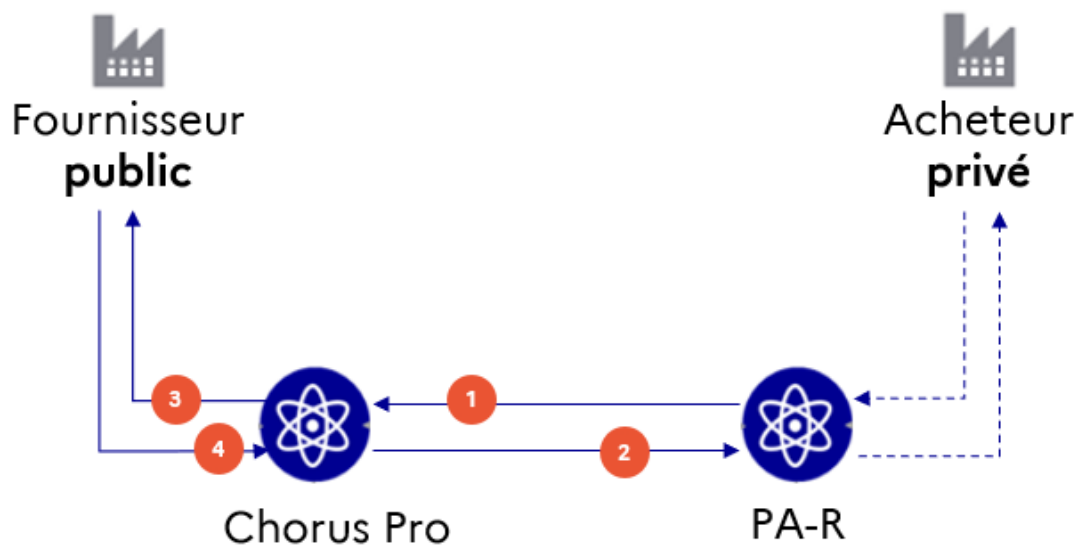
Chorus Pro propose plusieurs profils d'utilisateurs, selon ceux-ci, certaines applications, fonctionnalités sont accessibles ou non.

La présentation détaillée des profils liés aux fonctionnalités autorisées est décrite dans le Dossier de spécifications externes de Chorus Pro socle (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

## 8. Annexes

### 8.1 Schémas complémentaires en circuit G2B

Ci-dessous le schéma décrivant le cas d'un dépôt d'un cycle de vie par l'acheteur privé au format du socle conforme à la norme AFNOR dans le cadre du circuit G2B :



Légende :	
Données Cycle de vie Modalités d'échange encadrées par les spécifications AIFE/norme AFNOR Modalités d'échange de facture et de statuts de facture réputées libres entre la plateforme et son client privé	<p><b>1</b> Dépôt d'un cycle de vie de factures par l'acheteur privé via sa plateforme agréée (norme AFNOR) à destination de Chorus Pro : <u>FSO3301A</u> (F6 niv. OM).</p> <p><b>2</b> Emission par Chorus Pro d'un compte-rendu d'irrecevabilité d'un FSO3301A irrecevable à destination de l'acheteur privé (norme AFNOR) : <u>CSI3301A</u> (F6 niv. Flux).</p> <p><b>3</b> Emission par Chorus Pro d'un cycle de vie à destination du fournisseur public (norme AFNOR) : <u>FEN4000A</u> (F6 niv. OM).</p> <p><b>4</b> Emission par le fournisseur public d'un compte-rendu d'irrecevabilité d'un FEN4000A irrecevable (norme AFNOR) à destination de Chorus Pro : <u>CEI4000A</u> (F6 niv. flux).</p>

Figure 28 - Circuit des flux G2B : dépôt d'un cycle de vie par l'acheteur privé au format de la norme AFNOR

Ci-dessous le schéma décrivant le cas d'un dépôt d'un cycle de vie par le fournisseur public au format conforme à la norme AFNOR :



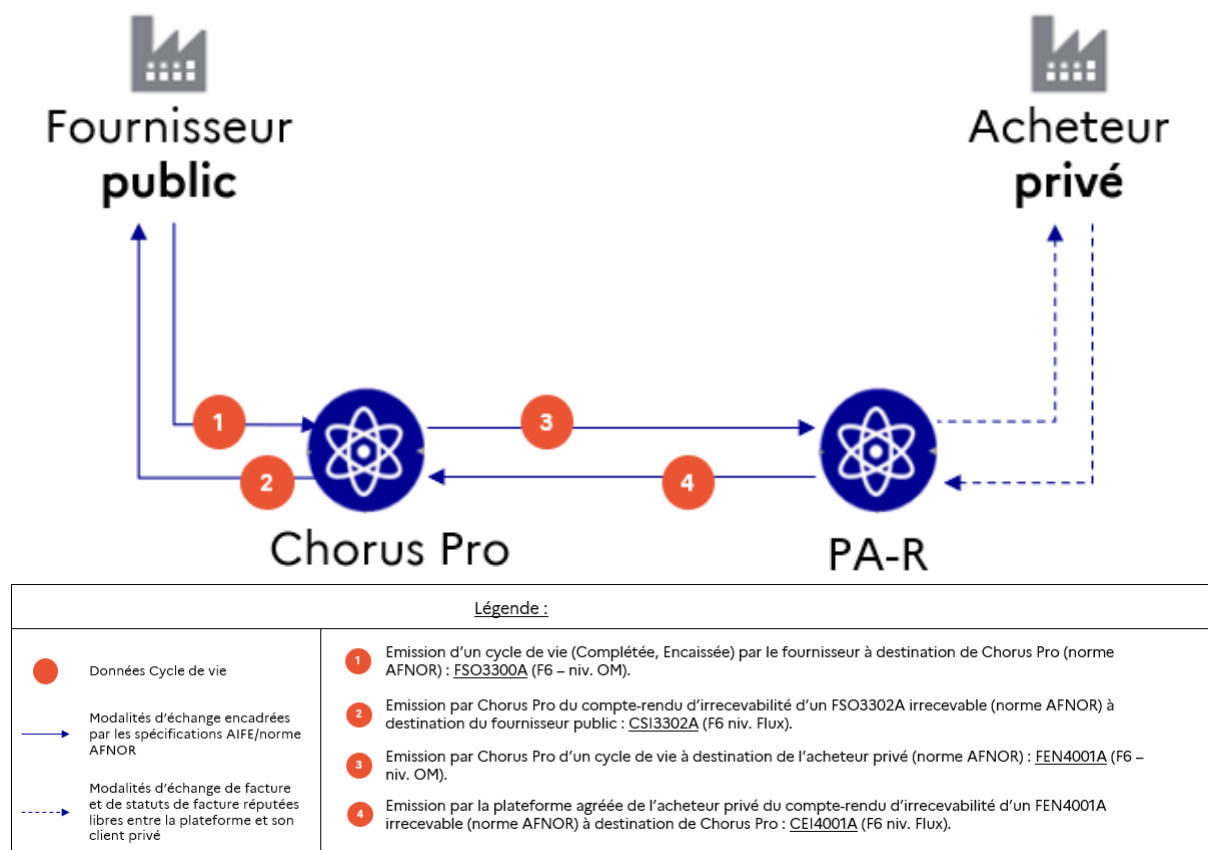


Figure 29 - Circuit des flux G2B : dépôt d'un cycle de vie par le fournisseur public au format de la norme AFNOR

## 8.2 Correspondance entre les statuts de flux et d'objet métier et les codes interfaces correspondants

Cette table de correspondance est disponible dans le document intitulé Annexe EDI des spécifications externes de Chorus Pro (voir chapitre [1. Documents applicables](#)).

## 9. Glossaire

Abréviation	Signification	Détail
AFNOR	Association française de normalisation	Normalise les éléments structurants de la facture électronique et ses usages. Ses secteurs d'applications : tous secteurs fournissant ou utilisant des processus commerciaux publics et/ou privés dématérialisés.
AIFE	Agence pour l'informatique financière de l'Etat	Service à compétence nationale chargé de concevoir, développer et gérer le système d'information financière de l'Etat, et de proposer des solutions de dématérialisation au profit de l'ensemble des personnes publiques et des entreprises, notamment le portail public de facturation et Chorus Pro.
API	Application Programming Interface	Ensemble de règles et de fonctionnalités qui permet à des logiciels d'offrir des services à d'autres logiciels. Solution informatique permettant à des applications d'être mises en relation et de communiquer via un langage commun.
Annuaire FE	-	Annuaire de la facturation électronique des assujettis et entités publiques soumis à la Réforme de la facture électronique et destinataires de factures électroniques dans ce cadre. L'annuaire des destinataires est mis en œuvre par l'administration pour les besoins de la réforme.
B2G	Business to Government	Désigne le processus d'émission des factures électroniques des entités privées à destination des entités publiques.
CII	Cross Industry Invoice	Norme de structuration de données de factures.
DGFIP	Direction Générale des Finances Publiques	Administration de l'État dont les missions permettent de contribuer à la solidité financière des institutions publiques, de favoriser un environnement de confiance dans la société, l'économie et les

		territoires.
EDI	Échange de données informatisé	Échange informatique respectant un format standardisé (les données sont structurées selon des normes techniques internationales de référence), et pouvant remplacer les échanges physiques de documents.
e-invoicing	-	Obligation pour les entités, privés et publiques, d'émettre des factures sous format électronique. Fonctionnalité permettant notamment le dépôt, la transmission et le suivi des factures B2G/G2G/G2B.
e-reporting	-	Obligation pour les entités, privés et publiques, de transmettre à l'administration fiscale des données de transactions et de paiement sous format électronique.
EN16931	-	Norme sémantique européenne des données essentielles d'une facture électronique.
Flux 1	-	Flux de données exigées par l'administration fiscale pour les factures relevant du périmètre « e-invoicing » (factures électroniques entre assujettis à la TVA).
Flux 2	-	Message porté par la facture échangé entre les entités soumises à la réforme et devant être transmis par Chorus Pro et/ou par l'intermédiaire d'une plateforme agréée selon le circuit considéré.
Flux 6	-	Message de cycle de vie relatif aux échanges de factures électroniques, de e-reporting, ou de flux.
Flux 10	-	Message de « e-reporting » que les entités soumises à la réforme facture électronique doivent transmettre au concentrateur de données par le biais de Chorus Pro ou de leur plateforme agréée, selon le circuit considéré.
G2B	Government to Business	Désigne le processus d'émission des factures électroniques des ad-

		ministrations publiques à destination des entités privées.
SC	Solutions compatibles	Prestataires offrant des solutions de dématérialisation et de gestion de facture (anciennement appelées opérateurs de dématérialisation) ou logiciel du SI de l'entité. Ces opérateurs ou logiciels sont liés à au-moins une plateforme et ne peuvent pas transmettre directement les factures électroniques à leurs destinataires ni transmettre de données au portail public de facturation, mais peuvent agir au nom et pour le compte de l'entreprise auprès des plateformes de leur choix (y compris Chorus Pro)
Plateforme agréée	-	Prestataires offrant des services de contrôle, gestion, transmission et réception des factures. Seules les plateformes agréées, immatriculées par l'administration, peuvent transmettre directement les factures électroniques à leurs destinataires et transmettre des données au portail public de facturation
PPF	Portail public de facturation	Portail public opéré par l'AIFE offrant un socle minimal de services pour l'annuaire et la concentration des données de facturation et d'e-reporting pour l'administration.
RGPD	Règlement général sur la protection des données	Texte réglementaire européen entré en application le 25 mai 2018 qui vise à encadrer et à harmoniser le traitement des données sur le territoire de l'Union européenne.
SIREN	Système d'identification du répertoire des entreprises	Numéro d'immatriculation de 9 chiffres servant à identifier l'entreprise.
		Numéro d'immatriculation de 14 chiffres (dont les 9 premiers sont ceux du numéro SIREN) identifiant

SIRET	Système d'identification du répertoire des établissements	chaque établissement de l'entreprise. La seconde partie, habituellement appelée NIC (Numéro Interne de Classement), se compose d'un numéro d'ordre à quatre chiffres, attribué à l'établissement et d'un chiffre de contrôle, qui permet de vérifier la validité de l'ensemble du numéro SIRET.
TVA	-	Taxe sur la valeur ajoutée
UN/CEFACT	United Nations Centre for Trade Facilitation and Electronic Business	Norme de structuration de données de factures.
UBL Invoice	Universal Business Language Invoice	Norme de structuration de données de factures.
XP Z12-012		Formats et profils des messages factures et statuts de cycle de vie (Norme AFNOR), constitutifs du socle minimal applicable à la Réforme Facture électronique en France
XP Z12-014		Liste de cas d'usage applicables dans le cadre de la réforme de la facture électronique en France (Norme AFNOR)